
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 26 MAI 1922.

BUDGET DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE POUR L'EXERCICE 1922 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. PIRMEZ.

MESSIEURS,

La Commission de la Défense Nationale, à laquelle s'étaient joints les six rapporteurs des sections, a examiné le budget ordinaire de la Défense Nationale.

Cette Commission spéciale insiste sur l'anomalie qu'il y a à ne pas joindre au budget ordinaire le budget extraordinaire de la Défense Nationale.

Si la Commission de l'armée a acquis une certaine compétence dans les questions militaires, elle ne peut exercer cette compétence, ni se rendre compte de la politique militaire du Gouvernement, car les dépenses qui indiquent les vues du Gouvernement et les efforts qu'il fait pour assurer la Défense Nationale ne lui sont point soumis, le budget ordinaire ne comportant que les dépenses courantes et permanentes et non pas les dépenses extraordinaires faites pour l'armement, l'aéronautique, les services techniques du Génie, etc.

D'autre part, le budget ordinaire ne signale pas les dépenses suites de guerre, ces dépenses figurant au budget extraordinaire, il n'est donc pas possible de se rendre compte si certaines dépenses suites de guerre ne deviennent pas ou ne sont pas des dépenses ordinaires ou permanentes.

(1) Budget, n° 24^{x1}.

Amendements, n°s 154 et 211.

(2) Composition de la Commission spéciale :

1) Les membres de la Commission permanente de la Défense nationale : MM. Pirmez, président, Berloz, Boyesse, Brifaut, Buyl, Grick, de Burlet, de Gérardon, du Bus de Warinasse, Ernest, Fieullien, Hoen, Huyshauwer, Mansart, Marck, Mathieu, Pierco, Richard, Vandemeulebroucke, Vandervelde et van Iloek.

2) Six membres nommés par les Sections : MM. Janson, Golenvaux, Raemdonck, Theelen, Cocq et Ernest.

Il est urgent de supprimer les multiples services et organismes créés par la guerre et qui subsistent trois années après la paix. Ainsi on constate une demande de crédit de 3,158,000 francs au budget extraordinaire pour l'administration centrale : « personnel civil temporaire, matériel des organismes civils temporaires, etc. »

Ce personnel civil temporaire n'est-il pas destiné, en partie, à devenir permanent ?

Ce personnel civil temporaire n'est-il pas en partie occupé à la même besogne que le personnel civil de l'administration centrale figurant au budget ordinaire ?

La Commission ne peut s'en rendre compte.

Ces quelques considérations suffisent pour montrer l'utilité de l'examen du budget ordinaire et extraordinaire de la Défense Nationale par la même Commission.

La Commission exprime le désir que tous les ans, à moins de raisons sérieuses et motivées, que, d'une part, les articles soient maintenus dans les mêmes chapitres et que, d'autre part, les différents littéras des articles soient maintenus à leur place dans les différents articles du budget. Le transfert d'un littéra d'un article à un autre, alors que le libellé est de plus modifié, rend difficile si pas impossible l'étude du budget.

Il serait également désirable que les développements soient plus étendus. Un exemple suffit pour en démontrer l'utilité : au chapitre III, article 11, au littéra a), on lit : « Frais d'hospitalisation des sous-officiers et soldats ; frais d'inhumation, entretien localif des hôpitaux, 4,650,000. » Il est nécessaire que ce littéra soit décomposé en trois articles. Il en est ainsi de plusieurs postes importants du budget.

La Commission voudrait voir diminuer la paperasserie qui allourdit le budget. Il est certain que ceux qui vivent de cette paperasserie auront toujours de bonnes raisons pour la maintenir afin de justifier leur situation et de donner de l'importance à leur service.

La budget de 1922 est un budget qui peut être considéré comme transitoire, car la réorganisation de l'armée et le système de défense à adopter amèneront des modifications profondes. En 1924, l'instruction des anciennes classes sera terminée et l'on pourra rentrer dans la normale, les miliciens faisant leur service dès leur vingtième année.

La Commission s'étant informé si bientôt on pourrait procéder à la destruction de certaines fortifications d'Anvers, le Gouvernement a répondu :

L'état d'avancement de l'étude du système défensif de la Belgique ne permet pas de déterminer quelles sont les organisations de la position fortifiée d'Anvers qui, lorsque ce nouveau système sera réalisé, deviendront sans utilité au point de vue de la défense du territoire.

Il est à remarquer que, indépendamment du rôle tactique qu'ils pourraient remplir, les ouvrages de la position fortifiée d'Anvers sont utilisés comme casernes, dépôts, parcs, magasins, etc..., et qu'à ce titre la conservation d'une partie d'entre eux tout au moins s'imposera même si leur inutilité au point de vue de la défense du territoire était reconnue.

La Commission forme le vœu de voir hâter l'étude du système défensif de la Belgique.

La Commission attire l'attention de M. le Ministre sur la nécessité de doter l'armée de chars d'assaut. Des progrès importants sont réalisés actuellement dans la construction de ces chars, de grand progrès seront encore réalisés, mais il semble qu'il faille ne pas attendre trop longtemps pour doter l'armée de ces chars, qui sont une protection si efficace pour l'infanterie et en même temps une arme offensive de premier ordre. Nous ne pouvons oublier que si en 1914 nous étions si mal outillés, en mitrailleuses, c'est que l'on attendait toujours le dernier perfectionnement et que l'on ne savait se décider. Il ne faut pas que la même faute se commette.

Les explications données par le Ministre nous ont donné satisfaction.

La Commission attire également toute l'attention du Parlement sur l'importance qu'il faut donner aux services aéronautiques. Le rôle de l'avion est primordial non seulement au point de vue des renseignements, mais aussi au point de vue de l'attaque et de la défense. Une bonne aviation peut décider dès le début des hostilités du sort d'une armée, et l'on peut affirmer que dans l'avenir elle sera un facteur important de la durée d'une guerre.

Dans un pays comme le nôtre où l'étendue du territoire est restreinte, il est vraiment impossible de multiplier les aérodromes militaires et cependant le problème consiste à avoir de nombreux appareils et de nombreux pilotes. Ce résultat ne peut être atteint que par la création d'écoles d'aviation civiles fournissant des pilotes aux sociétés privées de transports, pilotes devenant les auxiliaires de l'aviation militaire. Le Gouvernement est entré dans cette voie. C'est avec regret que nous avons constaté que les services aériens avec les pays étrangers avaient été interrompus par la Société Belge. Les pourparlers engagés nous font espérer qu'ils seront bientôt rétablis, car c'est le seul système pouvant nous procurer des aviateurs belges expérimentés et entraînés.

Nous verrons plus loin ce qui a été fait et ce qui sera fait dans ce sens.

Si le Gouvernement doit se préoccuper de l'aéronautique, il faut également qu'il se préoccupe du matériel anti-aéronef.

La Commission attire l'attention du Ministre de la Défense Nationale sur cette question si importante pour la protection de nos bases et de certaines villes.

La communication qui nous a été faite nous permet d'avoir confiance.

Il en est de même de nos masques anti-gaz.

La Commission a examiné en détail les différents postes du budget.

Pour plus de clarté, nous examinerons successivement les différents chapitres du budget.

Le budget de la Défense Nationale pour 1921 s'élevait à fr.	525,092,630
Celui de 1922 à	484,037,160
Soit une diminution de fr.	41,055,470

Cette diminution provient principalement de la diminution du prix de certaines denrées entrant dans la nourriture du soldat (16,253,000 francs),

de la diminution du prix des matières premières et des objets entrant dans la composition de l'équipement du soldat (22,063,000 francs), de la diminution du prix des matières et combustibles (3,760,000 francs), de la création d'une armée d'occupation permanente, diminuant ainsi les changements de garnison et mouvements de troupes en Belgique (4,651,000 francs).

De la diminution des pensions et secours (32,173,000 francs), crédits mis à la hauteur des besoins prévus pour 1922 (une grande partie de cette somme est mise à un autre budget), cette diminution est donc fictive.

De la diminution des matières premières à l'Institut cartographique militaire (473,000 francs).

De la diminution des frais d'entretien des hôpitaux, de l'abaissement du prix des produits pharmaceutiques, du transfert au budget extraordinaire des blessés et malades de la guerre (ensemble 7,151,781 francs).

De la mise à hauteur du cré lit à l'article 21 (approximativement 1 million 997,000 francs).

De la réduction du personnel du charroi automobile (1,739,300 francs).

— du charroi automobile (1,066,500 francs).

De la diminution des immeubles loués (800,000 francs).

De la diminution du budget exceptionnel (700,000 francs).

D'autre part, il y a augmentation principalement :

pour le relèvement du traitement du personnel, art. 8 (237,000 francs);

pour le relèvement de traitement et d'indemnité, art. 10 (39,096,300 francs);

pour le relèvement des traitements et salaires, art. 20 (5,045.125 francs);

augmentation de l'aéronautique militaire, art. 28, 29 et 41 (6,740,000 francs);

augmentation du crédit à la section des chemins de fer de campagne 2,700,525 francs (ce crédit était ordinairement mis aux dépenses recouvrables);

Crédit pour la sûreté militaire antérieurement mis aux dépenses recouvrables 2,470,525 francs.

Le poste principal des augmentations est celui du relèvement des traitements. Tous nous reconnaissons que ce relèvement était devenu indispensable et nous ne pouvons que féliciter M. le Ministre des décisions qu'il a prises.

L'an passé M. le Ministre de la Défense Nationale avait prévu qu'il pourrait être fait un budget spécial pour l'armée d'occupation. Questionné sur le motif pour lequel aucune suite n'avait été donnée à ce projet, et le motif pour lequel le coût de l'armée d'occupation avait augmenté de 22,240,000 francs sur le budget de 1921, M. le Ministre a répondu :

La question de l'établissement d'un budget spécial pour l'armée d'occupation a été abandonnée, à la suite du désir des pays intéressés de fixer une somme forfaitaire annuelle pour le coût des troupes d'occupation:

L'arrangement financier conclu à Paris le 11 mars 1922, par les Ministres des Finances de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Italie et de la Belgique, a fixé à partir du 1^{er} mai 1922, au titre des frais de l'armée belge d'occupation, une somme annuelle forfaitaire de 102 millions de francs belges.

La somme de 112,240,000 de francs indiquée au budget des voies et moyens se décompose comme suit :

Budgets.	Dépenses		Totaux.
	normales.	extraordinaires.	
Défense Nationale	103,157,900	1,273,200	106,411,100
Gendarmerie	3,410,000	50,900	3,470,900
Finances	1,350,000		1,350,000
Chemins de fer, postes et télé- graphes.	852,000		852,000
Justice.	148,800	7,200	156,000
Totaux. . . fr.	110,898,700	1,341,300	112,240,000

L'augmentation de 22,240,000 francs provient du fait que les effectifs de l'armée d'occupation en 1922, sont plus élevés que ceux ayant servi de base aux calculs pour le budget de 1921.

*
* *

La Commission a entendu M. le Ministre sur les mesures qu'il a prises et qu'il compte prendre pour assurer la sécurité de nos troupes en pays occupé, la Commission a témoigné son plein accord à M. le Ministre.

L'armée d'occupation, qui représente la Nation Belge en Rhénanie, peut être assurée que le Parlement en toutes circonstances prendra toutes les mesures pour la faire respecter.

D'autre part, nous sommes certains que l'armée d'occupation par sa tenue, par son tact fera estimer notre race qui n'a aucune idée de domination, mais veut défendre en toutes circonstances la justice, la cause du droit et assurer les réparations qui nous sont dues.

CHAPITRE I.

ARTICLES 1 A 9.

Administration centrale.

Ce chapitre est en diminution pour 1922 de 822,105 francs.

Cette diminution provient pour 450,000 francs de ce que les dépenses pour l'alimentation en ouvrages des établissements d'instruction, qui ne disposent pas d'un budget propre, et l'acquisition des ouvrages et fournitures classiques nécessaires aux élèves des écoles des pupilles et des écoles de sous-officiers ont été rattachés à l'article 10. Et à l'article 10 on constate que pour 1922 cette dépense de 450,000 est réduite à 121,405 francs.

La diminution de 822,105 francs provient encore de la diminution des dépenses d'exploitation de la Direction des informations militaires (217,000 fr.), et aussi de la diminution du prix des matières premières à l'Institut cartographique militaire (475,000 fr.).

D'autre part, il y a augmentation provenant du relèvement des traitements du personnel.

ART. 2. — La Commission a demandé combien il y avait d'officiers, sous-officiers et soldats attachés au Ministère de la Défense Nationale en dehors des 436 fonctionnaires, employés et gens de service civil.

Il a été répondu :

	Officiers.	Sous-officiers.	Troupe.
Cabinet Ministre	19	16	22
Etat-major de l'armée	74	28	44
1 ^{re} direction générale	43	141	151
2 ^e —	4	9	1
3 ^e —	7	9	2
4 ^e —	34	10	77
5 ^e —	23	1	2
6 ^e —	15	23	23
7 ^e —	10	14	18
Secrétariat général	43	74	117
Direction du charroi automobile	5	3	—
Direction du service vétérinaire et de remonte	3	2	—
Totaux.	280	330	439

Le total du personnel employé au Ministère de la Défense Nationale est donc de $496 + 280 + 330 + 439$ soit 1,565 personnes, sans compter le personnel pour lequel un crédit est demandé au budget extraordinaire.

La Commission demande que, vu le grand nombre d'officiers détachés, il n'y aurait pas lieu de les faire participer aux conférences et exercices de garnison.

ART. 4. — Fournitures de bureau, etc. : 770,000 francs.

La Commission estime que la somme de 770,000 francs est trop élevée; elle demande une diminution; la baisse sur le papier seul doit amener une diminution en 1922; les autres Ministères en tiennent compte.

La Commission demande aussi une certaine décomposition de ce chiffre.

RÉPONSE.

Il a été tenu compte dans l'établissement des prévisions budgétaires reprises sous ce littera de la diminution du papier. Si ce littera comprend une somme de 770,000 francs, égale à celle allouée pour l'exercice 1921, cette situation est due à une majoration de dépenses résultant de la fourniture des imprimés de mobilisation pour l'année en cours qui s'élèveront à 200,000 francs, alors que, pour 1921, elles se montaient à 80,000 francs seulement.

La somme de 770,000 francs se décompose de la manière suivante :

Fournitures de bureau et de machine à écrire. fr.	110,000
Papiers et enveloppes.	120,000
Impressions et reliure	480,000
Menues dépenses	60,000

Total. . . Fr. 770,000

ART. 4. — Entretien des locaux, location éventuelle d'immeubles, achat et entretien du mobilier, abonnements téléphoniques, etc. : 240,000 francs.

La Commission a demandé à M. le Ministre à combien s'élevait la somme prévue pour l'entretien des locaux loués par l'Administration Centrale et à combien s'élevait la somme prévue pour location éventuelle d'immeubles.

M. le Ministre a répondu que l'entretien des locaux loués par l'Administration Centrale était prévu dans la somme de 240,000 francs portée au litt. d. de l'article 4 et que la location éventuelle d'immeubles était comprise dans cette somme pour 5,000 francs.

La Commission, d'autre part, a demandé la liste des immeubles loués par l'Administration Centrale dans l'agglomération bruxelloise : ils sont au nombre de 31 pour une location annuelle de 262,400 francs. Ci-dessous la liste de ces immeubles :

Immeubles loués par les services de l'Administration centrale.

Indications des locaux.	Loyer annuel.	Durée des baux.	Observations.
Avenue d'Auderghem, 15	14,000	9 ans.	
Place des Barricades, 13 et rue du Nord, 69-67 et 65	15,000	9 —	
Rue Boduognat, 15	18,000	9 —	
— de Liedekerke, 112	5,000	9 —	
— de la Charité, 15.	18,000	9 —	
— de la Charité, 37.	12,000	9 —	
— du Châtelain, 46.	18,000	9 —	
— du Congrès, 21	9,000	9 —	
	9,500		
	2 ^e triennat.		
	10,200		
	3 ^e triennat.		
— Ducale, 95.	7,000	9 —	Loué à l'intervention du Ministère de l'Agriculture et des Travaux publics.
	7,500		
	2 ^e et 3 ^e triennat.		
— Marie-Thérèse, 51	4,500	9 —	
	(en procès).		
— du Marteau, 58	3,000	9 —	
— Stassart, 22	7,200	9 —	
— Souveraine, 40	12,000	9 —	
Boulevard Saint-Michel, 112.	18,000	9 —	
Chaussée de Wavre, 354	3,800	9 —	
Rue de la Révolution, 2	12,000	9 —	
— des Comédiens, 51	21,000	9 —	
Avenue Cortenberg, 21	5,000	3 —	Réquisitionné.
Rue du Commerce, 75	8,000	9 —	Loué par le directeur de l'Aéronautique.
— du Commerce, 3.	7,600	1 —	
— du Trône, 61	6,000	1 —	Loué par la Commission centrale de Récupération.
— des Alexiens, 82	3,000	9 —	
— de Berlaimont, 30	5,000	9 —	
— de Berlaimont, 10	15,000	9 —	
— du Progrès, 106	2,000	9 —	
Avenue Galilée, 5	4,000	9 —	Propriété des Domaines.
— Galilée, 17	4,000	9 —	
Rue de Loxum, 16	4,800	9 —	

Si l'on ajoute à ces immeubles les dix immeubles loués dans l'agglomération bruxelloise à l'intervention du service des bâtiments militaires, l'on arrive à quarante-et-un immeubles loués pour une somme de 346,000 francs environ.

La Commission estime que c'est exagéré. Si l'on voulait ajouter à ce nombre d'immeubles loués dans l'agglomération ceux loués en dehors de cette agglomération, on serait effrayé de constater le nombre de logements enlevés à la population et la perte occasionnée au Trésor par ces immeubles ne supportant aucune contribution.

Ce qui peut se dire pour le Ministère de la Défense Nationale peut certainement se dire pour d'autres Ministères.

La Commission estime que les services occupant ces immeubles devraient prendre en considération les milliers de personnes qui ne trouvent pas de logement pour eux et leurs enfants, et pour les quelques heures du jour qu'ils occupent leurs bureaux renoncer un peu à leur confort, afin de permettre de rendre libre un certain nombre d'immeubles.

La Commission espère que M. le Ministre de la Guerre voudra faire donner cet exemple par son administration.

ART. 5. — Bibliothèque du Ministère de la Défense Nationale.

QUESTIONS POSÉES :

CRÉDIT DEMANDÉ : 400,000 FRANCS.

- 1° La Commission voudrait la décomposition de la somme de 400,000 francs;
- 2° La Commission voudrait connaître l'utilité du *Journal militaire officiel*, son coût et son tirage.

RÉPONSE AU 1°.

Abonnements aux revues	fr.	65,000
Bibliothèque du Ministère de la Défense Nationale . . .		25,000
— d'officiers		80,000
— de la troupe.		45,000
Reliure		40,000
Impression de règlements		110,000
— du <i>Journal militaire officiel</i>		30,000
Acquisitions pour l'Administration centrale. Menues dépenses et imprévues		5,000
		400,000

RÉPONSE AU 2°.

Utilité du Journal Militaire Officiel.

Le *Journal Militaire Officiel* est une publication mensuelle d'ordre administratif, fondée en 1832 sous le titre de « Recueil administratif », pour prendre son nom actuel le 1^{er} janvier 1835.

S'y trouvent réunis : les lois, les arrêtés royaux et ministériels ainsi que les circulaires ministérielles relatifs à l'organisation et à l'administration de l'armée. Une table chronologique et alphabétique publiée à la fin de chaque brochure facilite les recherches.

L'objet du *Journal Militaire Officiel* a été déterminé ainsi qu'il suit par une circulaire du 7 janvier 1835 de M. le Ministre de la Guerre, baron Evain.

« Le Recueil administratif dont j'ai autorisé la publication a aidé puissamment » à l'établissement régulier de la comptabilité de l'armée, en portant à la con- » naissance des Conseils d'administration et des officiers les dispositions régle- » mentaires en vigueur,

» J'ai décidé que le Recueil administratif cesserait de paraître à dater du » 1^{er} janvier 1835 et qu'à partir de cette époque il serait remplacé par un » *Journal Militaire Officiel* publié par les soins de mon Département. Ce » journal paraîtra par Nous tous les mois, ou plus souvent selon l'abondance » des actes à publier. »

Cette publication est d'une utilité incontestable pour la bonne marche de l'administration militaire.

Coût du *Journal Militaire Officiel*.

Le coût du *Journal Militaire Officiel* pour l'année 1921 a été d'environ 30,000 francs. Ce prix sera de 20 à 25,000 francs pour les années suivantes.

TIRAGE du *Journal Militaire Officiel*.

Des 3,500 exemplaires après l'armistice, est réduit actuellement à 775 exemplaires.

La réponse du Ministre indique que le coût du *Journal Militaire Officiel* ne sera plus que de 20 à 25,000 francs.

La Commission propose donc de réduire le poste de 5,000 francs pour le porter à 25,000 francs.

Le crédit à l'article 5 ne sera donc plus que de 395,000 francs.

ART. 6 et 7. — Direction des informations militaires, personnel et dépenses d'exploitation.

CRÉDITS DEMANDÉS	{	Art. 6 . .	100,000 francs
		Art. 7 . .	177,500 »

La Commission estime qu'il y aurait lieu de diminuer l'importance de ces services en temps de paix.

RÉPONSE.

ART. 6.

A. Service photographique de l'armée.

1° *Le personnel* répond aux besoins actuels de l'organisme.

Comme il est à prévoir que les demandes de photos des documents de la cam-

pagne 1914-1918 seront moindres dans l'avenir, des ordres ont été donnés pour ne plus remplacer tout employé quittant pour une raison ou l'autre le Service photographique; de même, plus aucun engagement ne peut avoir lieu.

2° *Dépenses et recettes.* — Le Service photographique a coûté au Trésor, en 1921, fr. 90,494.50. Cette somme comporte tous les frais d'exploitation (location d'immeuble, éclairage, eau, personnel, achat de matières premières, etc.)

Il a rapporté au Trésor :

En argent liquide	fr. 75,349.96
En ordonnances de paiement	1,307.40
Soit fr.	76,657.40
Pour fournitures au Corps et Services de l'armée.	12,463.65
Total des recettes. . . fr.	89,721.01

Les travaux d'utilité militaire (fr. 12,463.65) confiés à l'industrie privée, auraient coûté le double au Trésor.

Il en résulte qu'au lieu d'être une charge, le Service photographique de l'armée est un organisme d'alimentation des caisses de l'État.

B. Service cinématographique de l'État.

1° *Le personnel* ne peut être diminué en temps de paix. Sur les propositions du Chef d'état-major, l'emploi du film pour l'éducation et l'instruction des cadres et de la troupe, a été décidé.

Il nous a été donné l'occasion de nous rendre compte de l'esprit dans lequel l'emploi du film est prévu pour l'éducation et l'instruction des cadres et de la troupe. Il nous a semblé qu'une sélection très sérieuse devra être faite entre les films destinés à la troupe d'une part et au cadre d'autre part.

2° Il ressort d'une étude faite, que la fourniture des *films instructifs* destinés aux Écoles d'armes, Services et Corps, par l'industrie privée (Maisons Pathé, Gaumont, etc.), coûterait plus cher au Trésor que dans l'état des choses actuelles.

Le cadre civil constitue un noyau indispensable, il est complété par des militaires des services auxiliaires.

ART. 7.

Ce qui précède justifie les crédits demandés pour l'exploitation en ce qui concerne les paragraphes *a* et *b* de l'article 7.

Quant à la dépense du paragraphe *c*, article 7, elle comporte la somme strictement indispensable pour l'achat de journaux qui doivent être dépouillés.

Les sommes portées au paragraphe *d*, article 7, Cinémas militaires à l'armée d'occupation, sont à charge de l'Allemagne (Traité de Versailles, art. 249, qui prescrit que le coût total d'entretien de toutes les armées alliées et associées dans les territoires allemands occupés sont à charge de l'Allemagne à partir de la signature de l'armistice du 11 novembre 1918).

C'est la seule distraction que par application du Traité la Belgique donne à ses troupes.

ART. 8. — Institut cartographique militaire.

CRÉDIT DEMANDÉ : 1,347,000 francs.

- 1° La Commission voudrait savoir si de nouvelles cartes sont en confection ?
- 2° Le personnel militaire détaché à l'Institut cartographique ?
- 3° Quelle est la fonction de l'officier pensionné chargé de ce service ?
- 4° La Commission demande pourquoi augmenter l'importance de l'imprimerie typographique. L'industrie privée qui fournissait jusqu'à ce jour le faisait à bien meilleur compte.

RÉPONSE AU 1°.

De nouvelles cartes sont en confection :

- 1° Une nouvelle carte au 40,000°.

La carte existante doit être refaite à cause des modifications profondes à la topographie du pays, résultats de la guerre, et parce que l'expérience a montré la nécessité d'y ajouter certains renseignements qu'elle ne donne pas actuellement.

- 2° Une nouvelle carte au 20,000°.

Pour les mêmes raisons.

Il est à remarquer que la carte au 20,000° chromolithographiée qui existait avant la guerre ne peut plus être imprimée, les Allemands ayant dégradé les dispositifs d'impression, au point de les rendre inutilisables.

- 3° Une carte au 100,000° des territoires d'Eupen et Malmédy, une carte au 40,000° et une carte au 20,000° de ces territoires.

- 4° Une carte géologique au 800,000°.

En plus de ces travaux de confection de nouvelles cartes, l'Institut cartographique doit assurer les dotations de cartes pour l'armée, dotations dont le chiffre est quatre fois plus fort qu'avant-guerre, et qui de plus comprennent non seulement les cartes au 100,000°, 40,000° et 20,000° de la Belgique, mais aussi des cartes à échelles analogues des régions frontalières, ce qui entraîne à un travail de confection de dispositifs et d'impression considérable.

Enfin, il convient de fournir à l'armée d'occupation les cartes spéciales dont elle a besoin.

RÉPONSE AU 2°.

Le personnel militaire détaché à l'Institut cartographique comprend :

49 officiers, dont 10 officiers pensionnés admis au bénéfice de l'arrêté royal du 16 septembre 1919; environ 80 militaires subalternes, tous inaptes au service armé.

Le personnel officier est employé aux travaux scientifiques et d'étude, à la cartographie, aux travaux géodésiques, topographiques et de révision sur le terrain, à la direction des bureaux, des ateliers, magasins

Le personnel militaire subalterne, a des emplois de bureau, d'aides dans les ateliers, magasins, comme plantons et hommes de corvée.

RÉPONSE AU 3°.

L'officier pensionné chargé de service, dirigeait le service de la carte géo-

logique ; il vient, sur sa demande, d'être déchargé de ses fonctions à l'Institut cartographique au 1^{er} février dernier.

RÉPONSE AU 4^o.

L'importance de l'imprimerie typographique n'est pas augmentée. Le nombre d'ouvriers, qui était de 20 au budget de 1921, est porté à 40 et 10 demi-ouvriers et apprentis, pour tenir compte d'une trentaine d'emplois qui, en 1921, étaient occupés par des militaires aptes au service armé, imprimeurs de métier, et qu'il a fallu remplacer par des civils, les militaires aptes au service armé ne pouvant plus être détachés hors du régiment. Les militaires inaptes, des services auxiliaires ne comprennent presque pas d'imprimeurs de métier, en général, ils peuvent tout au plus convenir comme aide ou comme homme de corvée.

En ce qui concerne l'avantage qu'il y aurait à se fournir à l'industrie privée, il y a lieu de signaler à la Commission que le prix de revient de l'imprimerie typographique de la Défense Nationale, prix auxquels les imprimés de toute espèce sont livrés à l'armée, sont de beaucoup inférieurs aux prix demandés par les imprimeries civiles.

CHAPITRE II.

Art. 10.

Traitements et indemnités des officiers.

Traitements, soldes et accessoires de troupes.

L'augmentation de ce chapitre était de 39,096,500 francs, mais est ramenée à 38,996,500 francs. Le Gouvernement ayant décidé de porter au budget des Sciences et des Arts l'organisation des services scolaires en Allemagne occupée.

L'augmentation de ce chapitre est due :

1° A un effectif plus fort en officiers (voir les lois des 11 novembre 1913, 25 mai 1914, arrêtés-lois des 11 avril et 30 juillet 1917, les lois des 15 novembre 1919 et 19 mars 1920), à l'augmentation de logement (portée de 100 à 175 francs pour les officiers mariés et de 50 à 100 francs pour les célibataires);

2° A la majoration de l'indemnité de tenue et d'équipement (portée de 50 à 75 francs);

3° A l'augmentation du nombre des militaires subalternes rengagés ;

4° Au fait que le présent article supporte les traitements de non activité et de disponibilité qui, en 1922, étaient prévus à l'article 30, de même que certains ouvrages et fournitures classiques précédemment à charge de l'article 3.

ART. 10, LITTEA A.

La Commission voudrait connaître l'utilisation de 31 lieutenants-généraux, 30 généraux-majors, 149 colonels et 123 lieutenants-colonels.

RÉPONSE.

1° Utilisation des 51 lieutenants-généraux et 50 généraux-majors.

	Lieutenants- Généraux	Généraux- Majors.
Commandant de l'armée d'occupation	1	—
Inspecteurs généraux.	5	—
Chef d'état-major général de l'armée	—	1
Commandants des divisions d'armée	6	—
Commandants des divisions d'infanterie	8	4
Commandant de la division de cavalerie.	1	—
Commandants des positions fortifiées d'Anvers et de Liège	2	—
Commandant de la division d'artillerie lourde	1	—
Commandants d'infanterie des divisions d'infanterie.	—	6
Commandants d'artillerie des divisions d'armée	—	6
Commandants de brigades de cavalerie	—	3
Commandant de la province d'Anvers	—	1
Inspecteur des Écoles de Pupilles	—	1
Écoles d'armes d'artillerie et d'infanterie	—	2
Commandant du Génie de la position fortifiée d'Anvers	—	1
Direction générale de la 5 ^e direction générale	—	1
Attaché militaire à Paris	1	—
Attaché militaire à Rome	—	1
Président du Comité d'études de base	1	—
Haut-Commissaire du Roi à Eupen-Malmédy	1	—
Commission Interalliée de Contrôle	1	—
Généraux hors-cadres.	2	—
Lieutenant-général médecin	1	—
Généraux-majors médecins	—	2
Général-major intendant	—	1
	31	30

2° Utilisation des 149 colonels et 123 lieutenants-colonels.

ff. Commandant d'infanterie de la division d'infanterie	6	—
Sous-chefs d'état-major général	2	—
Directeurs généraux du Ministère de la Défense nationale	4	1
Commandants des régiments d'infanterie	31	5
Adjoints aux commandants des régiments d'infanterie	—	24
Commandants des régiments d'artillerie	16	5
Adjoints aux commandants des régiments d'artillerie.	—	10
Commandants des régiments de cavalerie	8	4
Adjoints aux commandants des régiments de cavalerie	—	4

	Colonels.	Lieutenants-Colonels.
Régiments du génie	1	2
Corps des Transports.	4	1
Corps des Chars de combat.	1	—
Détachement des torpilleurs et marins	—	1
Corps de discipline	—	1
Bataillon de chemin de fer	—	1
Grand Parc de Campagne	—	1
Chefs d'état-major des divisions d'armée	6	—
Sous-chefs d'état-major des divisions d'armée	—	—
Chefs d'état-major des divisions d'infanterie	—	6
Chef d'état-major de la division de cavalerie	—	1
Chefs de section. État-major de l'armée.	1	3
Chef d'Etat-Major de la position fortifiée de Namur	1	—
— — — de Liège	1	—
— — — d'Anvers	1	—
Chef d'Etat-Major de l'armée d'occupation	1	—
Directeurs des directions autonomes	2	—
Commandant d'artillerie de la position fortifiée de Namur	1	—
Commandant d'artillerie de la position fortifiée de Liège	1	—
Commandant d'artillerie de la position fortifiée de d'Anvers	1	—
Adjoint au commandant d'artillerie de la position fortifiée d'Anvers	—	1
Commandant de l'école de guerre.	1	—
Commandant en second de l'école de guerre	1	—
Professeurs de l'école de guerre	2	—
Commandant de l'école militaire	1	—
Attaché militaire à Londres	1	—
— — à La Haye.	—	1
Commission interalliée à Paris	—	1
Commandant province de Limbourg	1	—
Commandant du Camp de Beverloo	1	—
Dépôt des Invalides de guerre	1	—
Commission interalliée de contrôle	1	1
Cabinet du Ministre	2	2
Maison militaire du Roi	2	2
Adjoint à l'inspecteur général de l'infanterie	1	—
— — — de l'artillerie	—	1
Ecole de cavalerie	—	1
Ecole d'artillerie	1	—
Ecole du génie	—	1
Détachement des torpilleurs et marins — l'état-major		

	Colonels.	Lieutenants- Colonels.
de l'armée (Etudes questions relatives au D. T. M).	1	—
Etat-major de l'armée d'occupation. Chef service artillerie	1	—
Commission centrale de récupération	—	1
Dépôt remonte armée	1	—
Dépôts divisionnaires de la division d'artillerie	—	2
En instance pension	1	2
Cantonement Duisbourg	—	1
Commission provinciale des pensions militaires d'invalidité, Anvers.	1	—
Centre études techniques infanterie	—	1
Bâtiments militaires	3	1
Institut militaire education physique	—	1
Commandant du génie de la position fortifiée de Liège	1	—
Commandant du génie de la position fortifiée de Namur	1	—
Chef de cabinet haut commissaire du Roi. Commis- sion interalliée des provinces rhénanes	1	—
Parc du Génie d'armée	1	—
Détaché à la 5 ^e direction générale.	—	1
Intendants de 1 ^e classe	5	—
Intendants de 2 ^e classe	—	2
Médecins principaux de 1 ^e classe	23	—
Médecins principaux de 2 ^e classe	—	17
Pharmaciens principaux de 1 ^e classe	1	—
Pharmaciens principaux de 2 ^e classe	—	2
Vétérinaires principaux de 1 ^e classe	—	10
	149	123

ART. 10, litt. e. — Service de l'administration.

FRAIS DE BUREAU : 2,200,000 francs.

La Commission a demandé la décomposition de ce chiffre. Il a été répondu :

La Commission estime que la somme de 2,200,000 francs (frais de bureau) est trop élevée. Elle voudrait voir décomposer quelque peu le chiffre.

RÉPONSE.

Service de l'administration de l'Instruction et de la Bibliothèque. Service de l'administration. Frais de bureau.

DÉCOMPOSITION.

Hautes Autorités militaires — — — — —	27,500 —
Cadre spécial d'Etat-Major — — — — —	20,900 —
Commandants de Province et de Place — — — — —	41,200 —
Intendance militaire et service de santé — — — — —	31,400 —
Chefs de corps, etc. — — — — —	151,800 —
Commandant d'un demi bataillon, etc. — — — — —	3,000 —
Commandant de deux bataillons, etc. — — — — —	2,000 —
Officier chargé de l'Administration de l'Etat-Major de Régiment — — — — —	25,000 —
Commandant de bataillon (groupe) actif. — — — — —	30,500 —
— de bataillon (groupe) de réserve, etc. — — — — —	15,000 —
— d'unité administrative active — — — — —	352,150 —
— de groupe d'autos-canon mitrailleurs — — — — —	»
— d'une unité cadres — — — — —	4,000 —
— d'une unité d'instruction — — — — —	1,200 —
— d'une unité de réserve — — — — —	70,500 —
— de peloton de colombers — — — — —	»
— d'une compagnie de dépôt, etc. — — — — —	13,800 —
— de peloton de dépôt, etc. — — — — —	300 —
— d'un escadron de dépôt, etc. — — — — —	1,350 —
— de la batterie de dépôt d'artillerie lourde — — — — —	450 —
— d'une compagnie de dépôt des troupes de communication, etc. — — — — —	1,350 —
Administrateur de compagnie — — — — —	9,600 —
Administrateur de détachement — — — — —	3,500 —
Quartiers-Maitres — — — — —	168,900 —
Administrateur d'habillement chef de service — — — — —	6,500 —
Officier d'armement — — — — —	6,500 —
Officier-payeur chef de service — — — — —	1,500 —
Officier-payeur (moins de deux bataillons, etc.) — — — — —	16,500 —
Chef de service (deux ou plus de deux bataillons, etc.) — — — — —	9,500 —
Quartiers-Maitres qui pendant la période transitoire administr. certains corps — — — — —	»
Ecoles : Chefs de corps, etc. — — — — —	11,800 —
Commandant de groupe — — — — —	125 —
— d'unité — — — — —	16,950 —
Quartier-Maitre — — — — —	4,900 —
Officier-payeur chef de service — — — — —	4,000 —
Administrateur d'habillement — — — — —	375 —
Unités de subsistants — — — — —	14,400 —
Quartiers-Maitres maintenus pour organismes dissous — — — — —	5,500 —
Officiers-payeurs maintenus pour organismes dissous — — — — —	1,050 —
Total. . .	1,075,000 —

Sur production de factures :

Autorités ne percevant pas d'indemnités fixes :

Les Inspecteurs-Général ;

Les Ecoles d'armes (infanterie, cavalerie, artillerie et génie ;

Dans les corps :

Les gestionnaires des dépôts annexes ;

Les officiers d'habillement ;

Les officiers d'armement et du couchage ;

Unités chargées de la besogne courante et de la préparation à la mobilisation des unités à créer au moment de la mobilisation ;

Les comptables des services et unités en liquidation (Troupes auxiliaires du Génie. — Groupement administratif des troupes d'armée. — Troupes d'Etapes. — Centre d'instruction d'artillerie. — Positions fortifiées, etc.).

Armée d'occupation :

Service de l'artillerie ;

Service du génie ;

Contrôle du casernement ;

Intendance ;

Aumônerie ;

Sûreté militaire ;

Auditorat ;

Télégraphie militaire ;

Topographie militaire ;

Télégraphie sans fil ;

Commandants de Sous Secteur et des segments ;

Commandants de Place et de Cantonement ;

Garde du Quartier-Général ;

Troupes d'Etapes ;

500,000 —

Total à reporter . . .

1,575,000 —

Report. . .	1,575,000 —
Bureaux de documentations ; Camp d'internement de Rheindahlen ; Agence des colis ; Etat-Major du détachement de Duisburg-Ruhrort ; Les officiers comptables de la Commission Interalliée des Chemins de fer de Campagne. — De la Commission Interalliée de Navigation de Campagne. — De la Haute Commission Interalliée des Territoires Rhénans ; Compagnie de la Commission Interalliée de Navigation de Campagne. Compagnie de contrôle ; 1 ^{er} peloton du personnel des gares ; Parc du Corps de Transports de la 4 ^e division d'armée. Commandant de Bataillon (établissements des Rapports journaliers)	
Chauffage des Bureaux : Nombre de bureaux (moyenne) 2,100 ; Quantité de charbon par feu et par jour 12 kilogr. Nombre de jours de chauffage (du 10 octobre au 30 avril) 200. (soit $200 \times 12 = 2,400$ kilogr. de charbon par an et par feu) ; 2,400 kilogr. (quantité de charbon) $\times$ par 2,100 (nombre de bureaux) égal : 5,040,000 kilogr. Le charbon à 110 francs, la tonne = 554,400,00 francs.	555,000 —
Eclairage des bureaux non installés dans les bâtiments militaires.	70,000 —
Total Général : . .	2,200,000 —

**ART. 10, litt. b. — Traitements, solde, indemnités et accessoires
des troupes.**

CRÉDIT DEMANDÉ : 87,540,700 francs.

Dans les observations, le Gouvernement dit que l'augmentation des dépenses est due, entr'autres, à l'augmentation du nombre de militaires subalternes rengagés.

La Commission voudrait être fixée sur cette augmentation.

RÉPONSE.

L'arrêté royal du 13 juin 1920, n° 7316, prévoit que les militaires de rang subalterne, volontaires de carrière passent du régime de la solde à celui du traitement, à partir du 1^{er} du mois qui suit celui pendant lequel ils comptent trois ans de bons services en sus de l'âge de 18 ans. A ce moment, les intéressés souscrivent un rengagement.

Le 1^{er} janvier 1922, le nombre de militaires rengagés était de 9,500, il était de 6,444 le 1^{er} janvier 1921.

Art. 10, litt. /). — Équipements et matériel d'éducation physique pour les corps, les établissements d'instruction et les camps.

CRÉDIT DEMANDÉ : 1.020.000 francs.

La Commission estime que les sommes demandées pour l'équipement et matériel d'éducation physique (voir annexes, p. 66) fait double emploi avec le C de l'article 23 qui prévoit aussi achats, renouvellement et entretien d'appareils et engins gymnastique.

RÉPONSE.

Le § II de l'article 10 (page 26) est bien intitulé : « Équipements et matériel d'éducation physique pour les corps, les établissements d'instruction et les camps », mais les litera détaillant les dépenses ne comportent pas l'acquisition d'appareils et d'engins de gymnastique; ils comprennent tout ce qui se rapporte au foot-ball, natation, escrime, boxe, etc., et également les « équipements » pour la gymnastique.

* * *

En ce qui concerne les appareils et engins de gymnastique; ils sont prévus pour les raisons suivantes au litera C de l'article 25.

Certains de ces appareils sont fixes et font dès lors partie de l'immeuble; ils constituent nécessairement de ce fait matériel de casernement, lequel est à charge de l'article 25.

D'autres appareils de gymnastique ont des parties fixes et des parties mobiles; d'autres enfin, comme les engins, sont mobiles.

C'est afin d'éviter de devoir faire une distinction à ce sujet que tout le matériel de *gymnastique* est considéré comme matériel de casernement et acquis en conséquence à charge de l'article 25.

Art. 10, lit. i). — Dépenses relatives aux écoles des pupilles de l'armée.

CRÉDIT DEMANDÉ : 2.031,250 francs.

1° La Commission demande combien il y a d'élèves dans les Écoles de pupilles et quel était leur nombre en 1913.

2° Le nombre d'ouvriers temporaire n'est-il pas exagéré?

RÉPONSE AU 1°

Il y avait au 1^{er} janvier 1922, 1463 élèves pour l'ensemble des Écoles des Pupilles et des Cadets.

En 1913 l'effectif approximatif de l'École des Pupilles d'Alost, était de 517 élèves; celui de l'École des Cadets était de 120 élèves.

Il est à remarquer qu'il n'existait en 1913, qu'une seule École des Pupilles, celle d'Alost, destinée à donner, aux fils de militaires, de fonctionnaires, etc., l'instruction voulue pour concourir au recrutement des cadres subalternes de l'Armée.

L'École des cadets, entièrement distincte ne recevait que les fils et petits-fils d'officiers pour les préparer à l'École militaire,

Actuellement, au contraire, il existe, correspondant aux deux régimes linguistiques (arrêté royal du 15 juillet 1919):

2 Ecoles primaires des Pupilles,

2 Ecoles moyennes des Pupilles,

2 Ecoles du degré Supérieur, dite École de Cadets, qui prolongent l'enseignement primaire et moyen.

Dans un but philanthropique et démocratique le champ de ces Ecoles a donc été considérablement augmenté, ce qui explique l'augmentation d'effectifs.

RÉPONSE AU 2°.

Les prévisions budgétaires tablent sur vingt-cinq ouvriers temporaires, six ouvriers seront renvoyés à bref délai et remplacés par des soldats aptes au service auxiliaire seulement. Les dix-neuf autres font en réalité un service d'ouvrier permanent; leur emploi est prévu organiquement.

Ils seront engagés à bref délai comme militaires (sans allocations militaires).

ART. 10 (j). Dépenses relatives aux Ecoles d'armes.

CRÉDIT DEMANDÉ : 395,800 francs.

La Commission demande si l'entretien des bâtiments ne comporte pas des dépenses de premier établissement.

RÉPONSE.

L'entretien des bâtiments militaires occupés par les écoles d'armes ne comporte pas de dépenses de premier établissement.

Il y a lieu de noter que les dépenses relatives au service des eaux et à l'éclairage, sont également comprises dans les dépenses d'entretien. Elles représentent la majeure partie des dépenses prévues.

CHAPITRE III.

(ART. 11 et 12).

Hôpitaux et pharmacies militaires.

Diminution de 7,851,780.

La différence provient :

1° Du transfert des frais d'hospitalisation des blessés et malades de la guerre aux dépenses extraordinaires. (Il est impossible de trouver au budget extraordinaires, ces frais étant mis aux articles 153 et 155);

2° De l'abaissement du prix des produits pharmaceutiques et autres;

3° De la diminution des frais d'entretien des bâtiments.

La question suivante a été posée :

ART. 2, *littera a.* — Frais d'hospitalisation des sous-officiers et soldats; frais d'inhumation; entretien locatif des hôpitaux.

CRÉDIT DEMANDÉ : 4,650,000 francs.

1° La Commission demande que le poste soit divisé et voudrait savoir à combien s'élève l'entretien locatif des hôpitaux ;

2° La Commission demande le coût d'une journée d'entretien dans un hôpital militaire et dans un hôpital civil.

RÉPONSE au 1°.

Le *littera a)* de l'article 11 se subdivise comme suit :

Nourriture des malades, chauffage, éclairage, eau, frais de bureau, etc.	fr.	4,130,000
Frais d'inhumation des militaires décédés dans les H. M.		20,000
Entretien locatif des bâtiments		500,000
		4,650,000

RÉPONSE au 2°.

En ce qui concerne les frais de nourriture, d'habillement, d'entretien du matériel et de réparations locatives, le prix de revient moyen par hospitalisé dans nos hôpitaux militaires, pendant l'année 1921, est de fr. 9.63 par jour ; en y comprenant le montant des traitements et indemnités alloués au personnel médical et de gestion, ce prix de revient s'élève à fr. 16.81.

En y ajoutant les dépenses pour produits pharmaceutiques, ce prix est porté à fr. 18.68.

Pour l'ensemble des dépenses énumérées ci-dessus, le coût de la journée d'hospitalisation aux hôpitaux à St-Pierre et St-Jean et à l'hôpital civil d'Ixelles, est respectivement de 21.13, 22.33 et 21.48, soit une moyenne de fr. 21.71 par jour et par malade.

CHAPITRE IV.

(ART. 13 A 19).

Académie militaire.

Diminution de 169,920 francs.

Cette diminution est due : (art. 14)

1° Des frais d'entretien des bâtiments ;

2° Du coût des fournitures classiques ;

3° De la part d'intervention de l'État dans la fourniture du trousseau.

En outre, les indemnités aux membres du jury sont transférées à l'article 13.

Ce chapitre intitulé Académie militaire comprend les dépenses relatives à l'École militaire, l'École de guerre et le Musée Royal de l'Armée.

La Commission se demande pourquoi ce chapitre ne s'intitulerait pas Enseignement militaire et ne comprendrait pas toutes les écoles de l'Armée.

La Commission a posé les questions suivantes :

CRÉDIT DEMANDÉ : 1,103,950 francs.

1° La Commission estime que 5 dactylographes c'est trop pour l'École militaire et voudrait voir supprimer les temporaires.

2° Combien y-a-t-il d'élèves à l'École militaire ? (élèves et officiers suivant les cours).

3° La Commission demande si les 16 garçons de bureau, garçons de laboratoire et plantons ne pourraient être pris dans les services auxiliaires ?

4° La Commission demande si l'indemnité de 18,000 francs aux membres du jury est justifiée pour les membres militaires habitant la ville ? -

RÉPONSE AU 1°.

Il y a à l'École militaire 2 dactylographes permanents et 3 dactylographes féminins temporaires.

Il n'est pas possible pour le moment de songer à réduire ce personnel, qui est à peine suffisant pour assurer la copie des cours enseignés et des travaux qui se donnent d'une façon intensive à 8 promotions d'élèves.

La nécessité de cet effectif de copistes a été pleinement justifiée.

RÉPONSE AU 2°.

L'École militaire compte actuellement 248 officiers élèves et 176 élèves, soit au total 424.

RÉPONSE AU 3°.

Les 16 garçons de bureau, garçons de laboratoire et plantons sont des agents civils permanents qui doivent posséder des connaissances pratiques qu'ils acquièrent par suite de leur longue présence dans l'exercice de leurs fonctions.

Il serait donc très difficile, sinon impossible, de trouver parmi les soldats des services auxiliaires des hommes capables d'occuper ces emplois; d'autre part, ils seraient trop souvent remplacés.

RÉPONSE AU 4°.

Les membres militaires du jury d'admission ne reçoivent pas d'indemnité pour ce service. La somme de 18,000 francs portée au budget sert à rémunérer exclusivement les membres civils de ce jury.

ART. 15. — École de guerre. — Personnel.

CRÉDIT DEMANDÉ : 162,500 francs.

1° La Commission demande combien il y a d'officiers suivant les cours de l'École de guerre.

2° Y a-t-il des officiers étrangers suivant ces cours ?

3° Le nombre de dactylographes semble exagéré.

RÉPONSE AU 1°.

Le nombre d'officiers-élèves suivant les cours de l'École de guerre est de 84.

RÉPONSE AU 2°.

Il y a 4 officiers étrangers suivant ces cours :

1 Français, 1 Arménien et 2 Lithuaniens.

RÉPONSE AU 3°.

Dactylographes : En 1921, par raison d'économie, l'on a fait l'essai de suppression d'un dactylographe ; cet essai a démontré la nécessité de rétablir en 1922 le 4° dactylographe prévu dans l'organisation de l'École.

Le travail des dactylographe est considérable. Tous les cours sont dactylographiés à l'École, ainsi que les nombreux documents se rapportant aux divers travaux d'application, aux voyages d'études, aux épreuves d'entrée, aux épreuves de passage d'une année à l'autre, aux épreuves de sortie, etc..., sans compter les documents se rapportant à l'administration de l'École.

ARTICLE 18. — Musée Royal de l'Armée, Personnel.

CREDIT DEMANDÉ : 94,200 francs.

La Commission estime que 4 conservateurs adjoints est exagéré.

RÉPONSE :

Lorsque, dans quelques mois, le Musée Royal de l'Armée, installé au Palais du Cinquantenaire, sera accessible au public, la Commission pourra constater que le chiffre de 4 conservateurs adjoints est loin d'être exagéré.

On s'imagine généralement que le Musée de l'Armée ne comporte qu'une exposition de souvenirs de la dernière guerre. C'est une erreur.

D'autre part, le Musée sera une œuvre bien vivante, ayant pour double but d'enseigner l'histoire Nationale au public et d'élever ses sentiments de patriotisme et de loyalisme ; ensuite, de servir de laboratoire aux établissements d'instruction militaire, aux savants ou aux chercheurs.

Le Musée comprend :

1) Un *département historique* comprenant tous les souvenirs militaires des troupes nationales de terre et de mer depuis la Révolution Brabançonne jusqu'à nos jours, ainsi que des Belges qui servirent sous les drapeaux étrangers. (Autriche, République française, 1^{er} Empire, Pays-Bas et Indes Orientales, expéditions belges aux Portugal, expédition belge au Mexique, contribution des Belges à la guerre d'Indépendance italienne, campagne arabe, essai de colonisation, etc).

Ce département embrasse également la Grande Guerre 1914-1918, en ce qui concerne notre armée.

2) Une *section numismatique et iconographique* est adjointe à ce département. Sans parler des innombrables médailles, elle comporte au bas mot, une collection de 700 tableaux, dessins, gravures, etc.

3) Un *département technique* comprenant :

a) Tout le matériel (armes, artillerie diverses, engins, uniformes etc , employé au cours de la dernière guerre par les Allemands et leurs alliés.

b) Les objets identiques, en usage dans toutes les armées qui luttèrent à nos côtés en 1914-1918.

c) Une section technique d'artillerie.

- d) Une section technique des armes portatives
- e) Une section technique de l'aviation.
- f) Une section technique de cartographie.
- g) Une section technique du génie et des fortifications, ainsi que plusieurs autres sections en formation : photographies terrestres et aériennes, médicales de guerre, hippologie, moyens de transports, équipements, etc.

IV) Une bibliothèque d'histoire et de technique militaire, riche dès à présent d'environ 30,000 volumes ;

V) Une section d'archives d'histoire et de technique militaire comprenant déjà une dizaine de milliers de dossiers et registres dont la majeure partie est encore inexplorée, faute de personnel.

Cette simple nomenclature montre assez toute l'importance de cet organisme en pleine voie d'organisation et qui ne dispose que d'un conservateur en chef et de quatre conservateurs adjoints. (Notons que les Musées du Cinquantenaire comptent un personnel scientifique de treize membres, et il s'agit là d'une institution de formation ancienne).

Ce sont ces conservateurs qui feront vivre le musée en organisant des cours, des conférences-promenades, des expositions temporaires.

Parmi eux, il y en a un qui remplit en outre les fonctions de *secrétaire-économiste* (comptabilité en matière, en deniers, comptes du personnel subalterne, inventaires, etc.).

Un autre, *qui est artiste peintre*, va prendre copie dans les musées ou dans les collections particulières des tableaux ou des œuvres dont le musée ne parvient pas à obtenir l'original.

Un autre est *bibliothécaire archiviste* : on conçoit que le classement et l'exploitation d'environ 30,000 volumes et 10,000 dossiers n'est pas une mince besogne.

Il convient de noter, enfin, que si le Musée a coûté quelques milliers de francs au pays, les démarches de ses conservateurs lui ont rapporté des collections valant un nombre respectable de millions.

En un mot, je crois pouvoir affirmer que le chiffre de quatre conservateurs-adjoints est loin d'être exagéré.

* * *

La Commission estime que le titre de conservateur-adjoint n'est pas justifié à l'artiste peintre et que, d'autre part, il en est de même du bibliothécaire archiviste.

CHAPITRE V.

(ART. 20 à 23). — Armement, charroi et harnachement de l'armée.

Augmentation 222,005 francs.

Cette augmentation est due (art. 20) (5,045,125) :

- 1° Le relèvement des traitements (A. R. du 23 mars 1921) ;
- 2° L'augmentation du taux des salaires ;
- 3° La mise sans allocations militaires du personnel militaire utilisé dans les établissements ;

4° Le complètement du personnel, celui-ci devant être mis en rapport avec l'accroissement du programme des fabrications.

Si l'augmentation totale du chapitre n'est pas plus considérable, c'est que :

1° Une diminution de 1,997,060 a été faite sur les approvisionnements de toute nature et frais généraux des établissements et parcs d'artillerie ;

2° Une diminution de 1,759,560 sur la réduction du personnel civil et militaire appointés et salariés des établissements du charroi automobile ;

3° Une diminution de 1,066,500 sur la réduction du charroi automobile.

La Commission a constaté avec satisfaction que tout ce qui comportait le charroi automobile avait été mis à des postes séparés et que les crédits pour 1922 étaient en forte diminution.

Les questions suivantes ont été posées.

ART. 20. — Armement, charroi, harnachement de l'armée.

La Commission demande si une comptabilité industrielle est établie dans chacun des établissements.

Par qui est-elle vérifiée et contrôlée ?

RÉPONSE.

La comptabilité du prix de revient est tenue dans des établissements de fabrication de l'artillerie ; elle est vérifiée par les directeurs de ces établissements et contrôlée par l'Inspecteur des fabrications.

La revision des instructions existantes fait l'objet d'un travail pour l'élaboration d'un règlement concernant la comptabilité industrielle.

La Commission espère que le règlement concernant la comptabilité industrielle pourra paraître au plus tôt.

ART. 21, litt. d. — Grand Parc de Campagne, 1.570,000 francs.

La Commission demande la décomposition de ce poste.

Décomposition du litt. d de l'article 21.

1. Fournitures d'objets et matériel destinés aux unités et services de l'armée.	fr. 1,170,000
2. Fournitures de bureau et imprimés	25,000
3. Éclairage et chauffage du Grand Parc de Campagne et des dépôts de munitions et fournitures.	55,100
4. Entretien du casernement du Grand Parc de Campagne et des dépôts de munitions	80,000
5. Abonnements et communications téléphoniques du Grand Parc de Campagne et des dépôts de munitions	7,000
6. Frais de douane et de transports.	60,000
7. Baux de terrains près du fort 6	1,500
8. Réquisitions de terrains dans la région de Bruges.	50,000
9. Réquisition de terrains près du fort 7	1,000
Imprévus	120,500
Total.	1,570,000

ART. 22, *litt. c.* — Usine de réparation du charroi automobile, 1,009,100 fr.

La Commission demande si cette usine est celle de Jette et si cette usine est construite sur un terrain appartenant à l'État.

RÉPONSE.

L'Usine de réparation du charroi automobile est située rue Ongena, à Jette-Saint-Pierre.

Cette usine est construite sur un terrain loué pour un terme de neuf années, prenant cours en avril 1920.

La Commission estime qu'il est regrettable de faire des constructions sur un terrain loué, car tôt ou tard le déplacement coûtera cher au Trésor.

CHAPITRE VI.

ART. 24 A 29.

Bâtiments militaires et services techniques du Génie.

La Commission voudrait que dans le prochain budget il y ait deux chapitres au lieu d'un.

D'une part, le chapitre des bâtiments militaires et, d'autre part, un chapitre spécial pour les services techniques du génie.

L'augmentation du chapitre VI actuel est de 5,513,770 francs.

Elle est due principalement :

1° à l'entretien d'une compagnie d'aérostiers et de trois escadrilles d'aviation supplémentaires ;

2° Aux frais d'achat de matériel aéronautique.

Art. 24. — Personnel et frais de bureau : 600,000 francs.

La Commission constate que si le nombre des agents temporaires du service des bâtiments militaires a diminué depuis 1921, que, par contre, le nombre des agents permanents a augmenté dans de fortes proportions, ce qui veut dire que les agents temporaires ont été nommés permanents.

Pour 1921, il y avait 280 agents permanents ; en 1922, il y en a 400.

La Commission demande si ce service ne devrait pas être réorganisé ?

Le nombre de directions ou de commandements ne devrait-il pas être diminué ?

Les frais généraux ne sont-ils pas exagérés pour le travail accompli ?

Le Ministre a répondu :

CRÉDIT DEMANDÉ : 6,000,000 francs.

RÉPONSE.

Attributions du service des bâtiments et constructions militaires.

Ce service qui fonctionne dans toute l'étendue du Royaume, y compris les cercles d'Eupen et de Malmédy, a comme attributions :

1° L'administration du Domaine Militaire National, c'est-à-dire de tous les biens

meubles ou immeubles, de quelque nature qu'ils soient, bâtiments, terrains, plantations, matériel, etc., qui sont confiés au Ministre de la Défense Nationale pour être affectés à l'usage de l'armée.

2° L'administration des zones de servitudes militaires.

Il concentre donc :

a) Toutes les questions concernant le casernement des troupes et des services de troupes (y compris les dépôts et les parcs, les camps, les établissements d'instruction, les stands de tir, et les champs de manœuvres), c'est-à-dire : études d'ensemble, élaboration des plans, tracés, aménagements, mode général d'occupation des Bâtiments Militaires, alimentation en eau, évacuation des eaux résiduaires, mode d'éclairage et de chauffage, force motrice, protection contre la foudre et contre l'incendie, ameublement en matériel de casernement, acquisitions, expropriations, réquisitions ou locations.

b) Tout ce qui concerne la construction et l'entretien non locatif des ouvrages de fortification, des installations nécessaires au casernement de la troupe, des installations techniques de l'Aéronautique et des services techniques du Génie, des établissements de fabrication de l'artillerie, des parcs et des dépôts de munitions, des établissements de l'Institut Cartographique, du Service de Santé, de l'Intendance, de la Direction du Charroi automobile.

c) Les acquisitions et expropriations d'immeubles en général.

d) La surveillance et la liquidation de toutes les entreprises.

e) La gestion financière de tout le service.

f) La police du Domaine Militaire et l'application des lois sur les servitudes.

ORGANISATION. — Elle est comprise de la façon suivante, qui est d'ailleurs celle qui existait autrefois :

Une « Direction » des Bâtiments et Constructions militaires, en principe, par circonscription.

Un ou plusieurs « commandants » des Bâtiments et Constructions militaires par province, suivant l'importance des garnisons.

Les directeurs et les commandants sont, en principe, des officiers. Ils ont sous leurs ordres, tant au siège des commandements que dans les places détachées, un personnel civil composé :

a) d'adjoints techniques (correspondant aux conducteurs des Ponts et Chaussées);

b) d'adjoints administratifs (correspondant aux chefs de bureau et commis des Ponts et Chaussées);

c) de dessinateurs;

d) de surveillants.

Outre ces agents permanents, il existe des employés temporaires en nombre très variable d'après les nécessités momentanées des entreprises et travaux.

IMPORTANCE DU PERSONNEL. — En 1913, le personnel comprenait :

60 officiers.

Personnel civil :

85 adjoints techniques,

70 adjoints administratifs,
24 dessinateurs,
94 surveillants.

La pénurie d'officiers du génie ne permet plus d'atteindre le chiffre de 60 officiers; actuellement, il n'y en a *qu'une trentaine*, y compris les officiers pensionnés qui ont accepté de continuer leurs fonctions spéciales.

En ce qui concerne le personnel civil, les chiffres cités plus haut étaient déjà trop faibles en 1913; la preuve en est dans le fait suivant :

De nombreux employés temporaires finissaient leur carrière comme temporaires, sans pouvoir être pourvus d'une nomination définitive (il y avait des temporaires dans cette situation depuis près de vingt ans).

Nul doute que si des temporaires deviennent en fait « temporaires permanents » dans une administration, c'est ce que les chiffres des cadres organiques de cette administration sont trop faibles.

Mais des causes nouvelles sont venues aggraver encore la situation antérieure :

a) augmentation des effectifs sous les armes *par suite du service général* : 73,000 au lieu de 43,000 hommes.

b) différence entre le nombre d'officiers dans les services spéciaux du génie (60) et le nombre que la pénurie permet actuellement de conserver au Service des Bâtiments et Constructions militaires (50 y compris les pensionnés);

c) l'organisation d'un service d'électricité pour assurer et entretenir un éclairage moderne dans les casernements;

d) la reprise du casernement des cercles rédimés dont le très important camp d'Elsenborn;

e) la reprise d'anciennes organisations défensives allemandes;

f) l'extension du service des plantations dans les trois camps;

g) la reprise au Département de l'Intérieur, des stands de Tir de Belgique et du Tir National de Bruxelles;

h) l'organisation de la gestion financière, laquelle doit dorénavant être assurée par les services proprement dits.

Pour toutes ces raisons, l'arrêté ministériel du 29 novembre 1920 a fixé comme suit le nombre d'agents civils pour l'ensemble des services des Bâtiments et Constructions militaires :

115 adjoints techniques.
120 adjoints administratifs.
35 dessinateurs.
190 surveillants.

Ce total est le minimum indispensable pour assurer la gestion, l'administration et la surveillance du Domaine militaire national, telles qu'elles ont été définies plus haut.

Par suite des difficultés actuelles de recrutement, il n'a pas été possible de

compléter les *cadres en une fois*; pour 1922, les chiffres suivants sont atteints (art. 24, *littéra a*) :

105 adjoints techniques.

105 adjoints administratifs.

35 dessinateurs.

155 surveillants.

Les emplois permanents restant à conférer sont encore jusqu'à nouvel ordre compris dans les emplois temporaires (art. 24, *littéra b*).

L'organisation du service des Bâtiments et Constructions militaires est donc une organisation régionale, s'adaptant à l'organisation territoriale militaire.

Je ne vois pas le moyen de diminuer le nombre de commandements ou de directions, parce que la juridiction des chefs de service s'étend dès à présent sur *des territoires trop étendus*.

Il est à signaler également qu'avant la guerre, en 1913, afin de parer à la pénurie d'officiers du génie, l'on avait décidé que le service du casernement de l'armée relèverait de deux Départements, savoir :

Les places fortes dépendant du service spécial du Génie (actuellement service des Bâtiments et Constructions militaires) relevant du Ministère de la Guerre; les places ouvertes, dépendant de l'Administration des Ponts et Chaussées (Bâtiments civils du Département des Travaux Publics) relevant du Ministère des Travaux Publics.

L'expérience de 1913 n'a pas donné de bons résultats et, après l'armistice, on s'est empressé de revenir au système ancien en repassant au Département de la Défense Nationale la gestion de tout le casernement, qu'il soit dans les villes ouvertes ou dans les places fortes.

La guerre avait d'ailleurs démontré que le Service des Constructions était une excellente école pour les officiers du Génie.

*
* *

La Commission estime que « les frais généraux semblent exagérés pour le travail accompli ».

C'est, en effet, la déduction qui, à première vue, résulte de la lecture des inscriptions faites page 10 du projet, article 24 (6 millions), article 25 (11.5 millions).

Mais, il faut tenir compte des considérations suivantes :

1° De la lecture des attributions du service telles qu'elles ont été détaillées plus haut, il résulte que le personnel permanent n'est pas simplement employé à l'élaboration, la surveillance et la liquidation des travaux, mais qu'il a en plus une importante mission de gestion et d'administration, mission qui subsisterait même s'il n'y avait pas un seul travail à « exécuter ».

On ne peut donc faire intervenir la totalité du montant du *littéra a* de l'article 24 dans la supputation des *frais généraux relatifs aux travaux*.

II) Le personnel permanent et les employés temporaires ne sont pas uniquement utilisés pour les travaux du budget ordinaire (art. 25) lesquels ne concernent, en effet, que les installations à l'usage des troupes proprement dites, mais

encore a) à des travaux *du budget ordinaire* qui intéressent les autres établissements militaires, et dont les dépenses sont disséminées dans le budget ordinaire aux divers articles qui concernent ces établissements, notamment :

Art. 9, *littera d.* (Institut Cartographique) 75,000.

Art. 10. (Ecoles des Pupilles et Ecoles d'armes), *littera i*, une partie; *littera j*, une partie.

Art. 11, *littera d.* (Hôpitaux et pharmacies) 650,000.

Art. 14, *littera b.* (*Ecole Militaire*) 100,000.

Art. 21. (Etablissements de l'Artillerie) une partie de chacun des *litteras*.

Art. 23. (Etablissements du Charroi automobile) une partie de chacun des *litteras*.

Art. 27. (Services techniques du Génie) une partie.

Art. 29. (Aéronautique militaire) une partie.

Art. 30, *littera g.* (Etablissements de l'Intendance) 282,345.

Art. 32. (Service du couchage) une partie.

Art. 34, *littera b.* (Magasin central d'habillement) une partie.

Art. 35. (Combustibles) *littera a* et *b*, une partie.

Art. 48. (Musée de l'armée) une partie.

b) *A des travaux du budget extraordinaire.*

Voir les articles 97 à 128 s'élevant à 40 millions ainsi que les articles 133, 154, 139, 142, 144 et 147.

c) *A des travaux sur dépenses recouvrables* (voir l'art. 71).

III. Dans l'article 24, *littera b*, il y a lieu de remarquer que le poste « ouvriers » 858,000 ne doit pas entrer dans le total des frais généraux, mais bien dans le total des travaux.

En effet, si ces ouvriers n'étaient pas là pour exécuter des travaux *en régie*, il y aurait lieu d'exécuter ces travaux par entreprises et ils figureraient alors à l'article 25.

IV. Dans ce même article 24, le *littera c* (stands de tir) ne doit pas non plus intervenir dans le compte des frais généraux intéressant les travaux.

En résumé, si on tient compte des remarques I, II, III et IV ci-avant, il apparaît clairement que l'évaluation des frais généraux relatifs à l'exécution des travaux ne peut se faire par la simple comparaison des totaux des articles 24 et 25; cela conduit à un résultat totalement erroné.

Les résultats d'un exercice antérieur sont plus probants et il est intéressant à ce sujet de dire que pour l'exercice 1921, le total des travaux exécutés par le Service des Bâtiments et Constructions militaires s'élève à 62,500,000 — tandis que les dépenses faites pour le personnel (sans déduire encore celui qui est employé non pas aux travaux, mais à l'administration et à la gestion du Domaine militaire national) s'est élevé à 5,500,000.

La Commission a demandé quels étaient les locaux loués à l'intervention du Service des Bâtiments Militaires dans l'agglomération bruxelloise.

Il a été répondu :

Immeubles loués à l'intervention du Service des Bâtiments Militaires

Rue Belliard, 240.	Bureaux du Directeur des Bâtiments et Constructions Militaires dans la 4 ^e circonscription et des Commandants des Bâtiments et Constructions Militaires de Bruxelles-sud et de Bruxelles-nord.	5,950 francs l'an.	Bail expirant le 1 ^{er} février 1929.
Place des Gueux, 11.	Bureaux du Commandant des Bâtiments et Constructions Militaires du Brabant et du Directeur du Service Electrique des Bâtiments et Constructions Militaires.	8,000 francs l'an.	Bail expirant le 19 janvier 1930.
Rue Royale, 105.	Bureaux de la Place et de la Province.	8,900 francs l'an.	Bail expirant le 31 décembre 1929.
Boulevard d'Auvers, 49. (Domaines.)	Service du Corps de Transport de la 6 ^e Division d'Armée.	5,000 francs l'an.	Bail expirant le 1 ^{er} mai 1929.
Boulevard de Waterloo, 30	Mess et Bibliothèque de Garnison.	38,500 francs l'an.	Bail expirant le 1 ^{er} décembre 1930.

SCHAERBEEK.

Rue du Progrès, 86. (Domaines.)	Bureaux de l'Inspecteur Général du Service de Santé.	1,550 francs l'an.	Bail expirant le 31 décembre 1928.
---------------------------------	--	--------------------	------------------------------------

SAINT-JOSSE-TEN-NOODE.

Rue de la Pacification, 67.	Bureaux de l'E. M. de la 6 ^e Division d'Infanterie et du Centre d'instruction de la 6 ^e Division d'Infanterie.	2,400 francs l'an.	Bail expirant le 31 décembre 1928.
-----------------------------	--	--------------------	------------------------------------

ETTERBEEK.

Rue Louis Hap, 223.	Bureaux de l'E. M. de la 6 ^e Division d'Armée de l'E. M. de la 12 ^e Division d'Infanterie et du Centre d'instruction de la 12 ^e Division d'Infanterie.	8,000 francs l'an.	Bail expirant le 1 ^{er} mai 1929.
---------------------	---	--------------------	--

IXELLES.

Rue Sans-Souci, 42.	Bureaux de l'Inspecteur Général des Services de l'Intendance.	4,500 francs l'an.	Bail expirant le 15 juin 1929.
Rue Victor Greyson, 3.	Logement d'un adjoint technique du Service des Bâtiments et Constructions Militaires.	1,540 francs l'an.	Bail expirant le 1 ^{er} février 1927.

(Voir observations page 8.)

Le Gouvernement a-t-il un programme quant aux constructions de bâtiments militaires.

RÉPONSE.

Dès que, en 1921, fut admis en principe, le projet de réorganiser l'armée sur la base de 9 D. I. actives, un programme des garnisons définitives et des caserne-

ments à en résulter a été arrêté, en s'efforçant au mieux, de tirer parti des bâtiments existants.

C'est partant de ce programme qu'a été établi le projet de budget correspondant de l'exercice 1922, en n'insérant dans ces prévisions que les crédits répondant à une nécessité immédiate.

Ce programme comportait, en somme, principalement les points suivants :

a) *Bruges* : Achèvement de la transformation du casernement des troupes montées.

b) *Gand* : Achèvement de la caserne du corps des transports.

c) *Gand* : Construction d'installations et d'un casernement pour l'état-major, la base et un bataillon du corps des chars de combat.

d) *Anvers* : Création d'installations définitives pour le corps des transports automobiles.

e) *Burght* : Achèvement de la caserne.

f) *Liège* : Création d'installations du corps des transports et de troupes montées.

g) *Liège* : Construction d'une caserne pour un bataillon d'infanterie.

h) *Eupen* : Aménagement d'un casernement permanent pour un bataillon d'infanterie.

i) *Malmédy* : Construction d'un casernement permanent pour un bataillon d'infanterie.

j) *Spa* : Construction d'une caserne de cavalerie.

k) *Saint-Trond* : Agrandissement de la caserne de cavalerie.

l) *Arlon* : Agrandissement pour loger un bataillon supplémentaire d'infanterie.

m) *Vilvorde* : Achèvement de l'agrandissement de la caserne du corps de troupes de transmission.

n) *Tervueren* : Construction d'une caserne pour un régiment de génie en remplacement de la caserne baraquée.

o) *Etterbeek* : Construction d'installations pour le corps de transport automobile et déplacement de la voie ferrée.

p) *Louvain* : Construction d'une caserne pour un bataillon cycliste.

q) *Namur* : Création d'installations pour le corps de transport automobile.

r) *Idem* : Construction d'une caserne pour deux régiments du génie.

s) *Mons* : Achèvement d'installations pour le corps de transport automobile.

t) *Anvers (Hoogboom)* : Installations définitives de troupes de chemins de fer.

u) Installations définitives des troupes de la défense terrestre contre les objectifs aériens (D. T. O. A.).

•
* *

L'étude approfondie des divers points de ce programme, faite au fur et à mesure que les bases y relatives purent être mieux déterminées, a permis :

1° De renoncer définitivement aux postes repris sous les lettres : *g, l, p, q, r* (pour un des deux régiments) ;

2° De réserver avec espoir d'ajournement définitif les postes : *b, k, r* (réduit d'ailleurs par un seul régiment) et *o* (en partie : Corps de transport automobile).

3° De reporter aux exercices de 1923 et suivants les postes : *c, d* (en partie), *e* (en partie), *f* (en partie), *i* (en partie), *j* (en partie), *n* (en partie), *t, u*.

4° Il ne reste donc à envisager pour 1922 que les postes : *a, d* (en partie), *e* (en partie), *f* (en partie), *h, i* (en partie), *j* (en partie), *m, n* (en partie), *o* (en partie : voie ferrée), *s*.

Des casernements pour unités des chars de combat devront également être prévus dans l'avenir, lorsque les études en cours sur cette question seront terminées.

*
* *

Un programme analogue élaboré pour les dépôts et parcs fait actuellement l'objet d'un examen complémentaire; les besoins de l'espèce se limiteront surtout à la création de hangars pour voitures et harnais, et de magasins à munitions, vu l'augmentation incontestable du charroi et du nombre de munitions nécessaires pour les troupes.

Aucune précision ne peut être donnée pour le moment avec certitude à ce sujet.

*
* *

A ces questions en sont liées d'autres concernant les installations complémentaires à prévoir dans les casernements pour permettre de donner l'instruction dans les meilleures conditions possibles : éclairage, stands de tir réduit, stands de garnisons, auvents ou hangars d'exercice, gymnases, manèges, carrières, pistes de voltige, questions au sujet desquelles une étude d'ensemble est en cours.

La création d'un nouveau camp d'instruction est aussi à envisager dans un délai plus ou moins rapproché.

*
* *

En ce qui concerne les établissements d'instruction, il y a lieu de signaler pour des exercices ultérieurs :

1° La construction de l'École d'armes d'infanterie au camp de Brasschaet, qui a été remise à plus tard ;

2° La construction d'un institut militaire d'éducation physique, actuellement installé dans une aile d'une des casernes d'Etterbeek, dans des conditions incompatibles avec l'importance et l'extension que doit prendre cette organisation.

*
* *

En ce qui concerne les établissements d'artillerie, je ne puis encore actuellement fournir de programme pour le déplacement de ces établissements dans la base, déplacement qui ne sera vraisemblablement d'ailleurs à envisager que dans quelques années.

*
* *

Le service de l'Intendance ne prévoit rien d'autre que ce qui est inscrit à son projet de budget pour 1922.

*
* *

Quant au Service de Santé, son programme comprend :

1° Achèvement de l'Hôpital Militaire du Camp de Beverloo commencé en 1913.

Il comprend encore la construction de quatre pavillons prévus au budget extraordinaire de cette année : 70,000 francs article 117.

La nécessité de ce travail est indiscutable, le Camp devient la garnison la plus importante du pays, et les annexes baraquées ne sont qu'une solution précaire et provisoire.

2° Achèvement de l'Hôpital Militaire de Salzinnes (Namur) le nouvel hôpital de Salzinnes a été commencé en 1913 et les travaux ont été repris en partie en 1921 ; pour des raisons d'ordre budgétaire aucun travail n'a été prévu pour 1922, cependant l'achèvement progressif de cet établissement s'impose, car la ville de Namur exige que l'on désaffecte le plus rapidement possible l'hôpital actuel (ancien couvent situé en pleine ville, rue de Fer.

3° Agrandissement et modifications à l'Hôpital militaire de Gand.

Ce projet étudié avant la guerre et motivé par la disposition défectueuse générale de cet hôpital, se justifie par des raisons plus péremptives d'exécution, dans les circonstances actuelles. La modernisation inéluctable des services s'impose, d'autant plus qu'elle vient s'ajouter à la nécessité militaire d'avoir dans la région ouest de la Belgique, un grand hôpital, et que seul celui de Gand répond à cette nécessité. Coût du travail : 1,500,000 francs.

4° Hôpital de Woluwé destiné aux invalides de la guerre, il est construit en grande partie en bois.

Dans un avenir assez éloigné, lorsque les invalides et incurables actuellement en famille seront isolés dans la vie, l'Etat, devra forcément les recueillir dans un Home-Hôpital, dont l'Hôtel des Invalides de Paris est le type. C'est une transformation de ce genre que devra, avec le temps, subir l'hôpital actuel de Woluwé. Les constructions en dur actuelles sont déjà établies de façon à permettre plus tard l'acheminement progressif vers une édification totale permanente.

5° L'Institut d'Hygiène et de Biologie d'Armée avec son annexe, l'Ecole d'Application du Service de Santé Militaire, actuellement en baraquements, devront un jour être construits en dur sur le terrain actuel.

Les motifs qui ont nécessité la création de ces établissements et qui sont surtout basés sur le caractère scientifique et chimique que l'évolution de la guerre nouvelle a imposée, ne feront que prendre dans l'avenir un caractère plus impérieux.

L'ordre d'urgence, d'exécution de ce programme est variable.

L'on doit prévoir dans ces deux ou trois premières années, l'achèvement de l'Hôpital de Beverloo en premier lieu, suivi de celui de Salzinnes.

L'Hôpital de Gand peut attendre plus longtemps.

L'Institut d'Hygiène pourra suffire dans les conditions actuelles, pour une période de quatre ou cinq années, et l'Hospice des Invalides, ne deviendra de véritable nécessité que dans une décade environ.

ART. 26, LIT. c.

On demande l'utilité d'un dactylo au B^{on} du chemin de fer ?

RÉPONSE.

Il n'existe plus de dactylo civil au B^{on} du Chemin de fer.

Le dactylo civil en service au B^{on} du Chemin de fer a cessé d'être employé depuis le mois de février 1922.

En conséquence, la partie du crédit non utilisée tombera en annulation à la fin de l'exercice.

ART. 27, littera f. — Bataillon de chemin de fer.

1^o La Commission voudrait des précisions sur le chiffre 570,200 francs. (Bataillons de Chemins de fer.)

2^o Quelles sont les voies stratégiques, quais et raccordements entretenus?

RÉPONSE AU 1^o.

Les prévisions pour les dépenses normales du Bataillon de Chemins de fer, s'établissent comme suit :

Frais de bureaux techniques	fr. 14,000
Instruction du personnel, atelier, outillage d'instruction et entretien du Polygone, réparation du matériel	120,000
Instruction du personnel (voies et travaux) traction et maté- riel et exploitation (acquisition d'outillage d'atelier, frais d'entretien des réseaux du B. C. F. et frais d'exploitation de ceux-ci)	350,000
Entretien des bâtiments militaires techniques	10,000
Entretien des quais militaires, raccordements militaires et rampes d'embarquement	76,200
Soit : fr.	570,200

Pour le premier de ces postes, il a été prévu une réduction de 1,000 francs sur les sommes dépensées au cours de l'exercice 1921.

Pour le deuxième poste, on a estimé :

1^o que la tenue à hauteur de l'outillage d'instruction exigeait une dépense de 5 p. c. de la valeur de celui-ci, soit 16,000 francs; aucune dépense de cette nature n'ayant été effectuée en 1921, il est indispensable de procéder à la remise à hauteur de l'outillage en 1922;

2^o que l'entretien du polygone de la 1^{re} compagnie nécessite 500 billes pour l'entretien du réseau, et 500 billes pour les réparations et l'entretien de la clôture, soit une dépense de 9,000 francs. Aucune dépense de cette nature n'ayant été faite en 1921, les travaux d'entretien prévus ne peuvent être différés plus longtemps;

3^o que pour l'instruction du personnel d'atelier, l'entretien et la réparation du matériel roulant en service, entretien effectué dans les ateliers de la 1^{re} circonscription, il était indispensable de prévoir la même somme que celle demandée pour l'exercice 1921, soit 95,000 francs.

Pour le troisième poste, on a estimé :

1° que la tenue à hauteur de la dotation en outillage exigeait une somme de 5 p. c. de la valeur de celui-ci, soit 16,000 francs ;

2° que l'entretien du matériel fixe du réseau normal et étroit de Beverloo, du réseau normal de Brasschaet, du réseau étroit du camp d'Elsenborn, exigera une somme de 40,000 francs ;

3° l'expérience de 1921 prouve que l'exploitation du réseau normal de Brasschaet et des réseaux étroits de Brasschaet, Beverloo et Elsenborn, exigera une somme de 290,000 francs.

En ce qui concerne le dernier poste, l'entretien des Quais militaires est assuré par l'Administration des Chemins de fer, aux frais du Département de la Défense Nationale.

Ces quais militaires sont ceux de Grupont (Luxembourg), Bourg-Léopold (Gare et Gare de Cavalerie), Genck, Asch, Hasselt, Spa, Floreffe, Meirelbeke, Sotteghem, Bruges et quais de la ligne Anor, Chimay. Une somme de 4,000 fr. est prévue pour ces entretiens. Certains raccords et voies stratégiques, d'autre part, sont également entretenus aux frais du département de la Défense Nationale.

RÉPONSE AU 2°.

Il s'agit des voies Anor-Chimay, Ostende-Dudzele. Ainsi que des raccords du Grand Parc de Campagne dans la région d'Anvers (forts 6, 7 et 8, Rempart d'Hoboken (boulangerie et meunerie militaires) et Rempart de Wilryck) et dans la Région des Flandres; dépôt de munitions de Varsenaere (sera supprimé à bref délai, à Lophem, Zedelghem, Veldeghem (sera supprimé à bref délai), Oostcamp, Dépôts d'Houthulst, Jabbeke.

En outre, dès cette année, il faut prévoir quelques frais d'entretien pour les rampes d'embarquement. Une somme globale de 72,200 francs a été prévue pour ces divers objets.

ART. 29. Aéronautique militaire.

Approvisionnements de toute nature et frais généraux, 11,000,000.

La Commission demande le nombre d'escadrilles existantes.

Il existe : 4 escadrilles d'aérostation ; 15 escadrilles tactiques d'aviation ; 3 escadrilles d'école ; 3 escadrilles techniques ; 1 escadrille de parc de matériel.

1° Les prévisions pour 1921 du plan du sexennat pour le développement de notre aviation ont-elles été réalisées en 1921 ?

RÉPONSE AU 1°.

Oui. Le plan comportait le parachèvement de l'organisation de 1920.

* * *

2° Le programme concernant les aérodromes et prévu pour 1921 a-t-il été réalisé ?

RÉPONSE AU 2°.

Oui. L'aérodrome de Gossoncourt (Tirlemont) a été occupé en décembre 1921 ; celui de Bierset-Awans (Liège) en janvier 1922. La construction des casernements et des installations de Nivelles et de Wevelghem (Courtrai), — ce dernier pour remplacer l'école des pilotes d'Asch qui va être désaffectée, — sont actuellement en cours. Ces derniers travaux sont effectués au moyen des crédits du budget de 1921. Ces deux aérodromes seront occupés au début de 1923.

* * *

3° L'école d'aviation de bombardement est-elle installée?

RÉPONSE AU 3°.

Cette école est en voie d'installation à l'aérodrome de Bierset-Awans.

* * *

4° De nouveaux centres photographiques (aériens) ont-ils été installés en 1921 ?

RÉPONSE AU 4°.

Oui, un. Trois autres sont prévus pour 1922. De plus, en 1921, on a créé quatre installations de campagne, mobiles, qui sont utilisées pour les périodes de camp et de manœuvres.

* * *

5° Le relevé photographique des zones occupées est-il terminé?

RÉPONSE AU 5°.

Oui. Toutes les missions photographiques demandées par le commandant de l'A. O. ont été remplies. Plusieurs régions ont été photographiées à diverses reprises.

* * *

6° Existe-t-il des hydroavions?

RÉPONSE AU 6°.

Non. Une escadrille est prévue, mais sa création est liée à la question de la défense de la côte.

CHAPITRE VII.

ART. 30 à 36.

Nourriture des troupes. — Fourrages et autres prestations.

La diminution de ce chapitre est de 42,764,290 francs.

Cette diminution provient de la diminution du prix de certaines denrées

entrant dans la nourriture des troupes et de la diminution du coût des fourrages (16,253,000 francs), de la diminution du prix des matières premières et des objets entrant dans la composition de l'équipement du soldat (22,063,000 francs), de la réduction du prix des matières et combustibles (3,760,000 francs).

La Commission est heureuse de constater que les plaintes concernant la nourriture sont très rares; aussi apprécie-t-elle hautement l'initiative prise par le Ministre de la Défense Nationale d'avoir créé une école de cuisiniers.

ART. 30, littéra 4. — Traitements salaires et indemnités du personnel civil : 1,745,575 francs.

Quel est le personnel civil (littéra h) 1,745,575 francs?

RÉPONSE.

Ce sont les ouvriers militarisés recrutés par application des dispositions de l'article 77 de la loi de milice de 1902, pour les meuneries, boulangeries, boucheries, magasin de fourrages et magasin des petits vivres.

Il n'est plus recruté actuellement d'ouvriers de l'espèce; au fur et à mesure de leur disparition ils sont remplacés par des militaires.

ART. 35. — Combustibles et essences : 7,740,000 francs.

La Commission a demandé la décomposition de cette somme ainsi que le prix prévu pour l'essence et la quantité.

Il a été répondu :

CRÉDIT DE 3,500,000 FRANCS.

Charbon nécessaire :

33,000 tonnes à 100 francs la tonne (prix moyen) . . . fr.	3,300,000
Entretien et amélioration des bâtiments et service d'exploitation des parcs et magasins de combustibles	200,000
Total fr.	3,500,000

CRÉDIT DE 4,240,000 FRANCS.

Prix de l'essence et quantité.

Essence et matières grasses nécessaires :

2,646,250 litres essence pour autos à fr. 0.97 . . . fr.	2,566,862 50
400,000 — — pour avions à fr. 1.35	460,000 »
210,000 — pétrole à fr. 0.44	92,400 »
200,000 — huile fluide à fr. 1.20	240,000 »
Divers (glycérine, graisses)	120,000 »
Location de tanks-wagons-citernes et frais de transports . .	500,000 »
Salaires et indemnités du personnel (frais d'exploitation et main-d'œuvre	40,000 »
Imprévus	220,737.50
Total fr.	4,240,000 »

CHAPITRE VIII.

ART. 37 à 39.

Transports, indemnités de déplacement et de déménagement.

Il y a une diminution de 4,681,000 provenant de la diminution des changements de garnison et des mouvements de troupes en Belgique et par suite de la création d'une armée d'occupation permanente.

ART. 38, *littéra a.* — Indemnités de déplacement des officiers et assimilés ainsi que des fonctionnaires et employés civils ressortissant au Département de la Défense nationale; indemnités de déménagement, 1,500,000 francs.

La Commission demande la décomposition de cette somme.

Il a été répondu :

Il n'est pas possible de décomposer le chiffre de 1,500,000 francs. Cette somme a été jugée nécessaire pour liquider en 1922, les indemnités de déplacement des officiers et assimilés ainsi que des fonctionnaires et employés civils ressortissant au Département de la Défense nationale et les indemnités de déménagement.

Pour estimer cette dépense à 1,500,000 francs, le Département de la Défense nationale s'est basé sur l'insuffisance des crédits qui ont été mis à sa disposition, pour le même objet, pour les années 1920 et 1921, soit 950,000 francs par exercice, et les dépenses qui ont été réellement effectuées.

En effet, en 1921, il a été alloué un crédit supplémentaire de 402,000 francs environ pour liquider les indemnités en question, ce qui porte les dépenses pour l'exercice 1920, au total de 1,352,000 francs.

En 1921, au 31 juillet les dépenses pour le même objet s'élevaient déjà à 863,000 francs environ.

Un crédit supplémentaire de 591,500 francs a été demandé en 1922, pour faire face aux dépenses engagées en 1921, ce qui porte les dépenses pour cet exercice au total de 1,455,000 francs environ.

ART. 38, *littéra b.* — Frais de représentation et de mission spéciale des officiers, 600,000 francs.

La Commission demande si ce poste concerne les attachés militaires.

Il a été répondu :

Oui, 540,000 francs environ.

Le reliquat de ce poste, soit 60,000 francs, se rapporte aux indemnités payées aux officiers conférenciers et aux officiers orateurs, y compris une somme de 30,000 francs (imprévus) pour frais de réceptions dans le pays.

ART. 39. — Section des Chemins de fer de campagne.

Traitements, indemnités familiales, de résidence et de séjour. 2,700,525 francs.

La Commission a posé les questions suivantes :

1° La Commission demande quel rapport cette section a avec le Bataillon de Chemins de fer.

2° Elle demande une décomposition du chiffre de 2,700,525 francs.

RÉPONSE AU 1°.

Au lendemain de l'armistice, la section des Chemins de fer de campagne qui a fonctionné pendant la guerre et qui a été militarisée le 1^{er} mai 1918, exploitait le réseau des Chemins de fer se trouvant au nord de la Belgique (Adinkerke-Bruxelles-Aix-la-Chapelle). Ce réseau a été exploité jusqu'au janvier 1919.

Or, cette section étendait également son action dans la 4^e zone d'occupation, d'où un grand nombre d'agents de ce service détachés en Allemagne occupée.

L'Administration des Chemins de fer de l'État ayant repris l'exploitation entière de son réseau, et la mission de l'ancienne section des Chemins de fer de campagne n'étant pas terminée à l'armée d'occupation, il a été créé un nouvel organisme composé uniquement d'agents de l'administration précitée sous le nom de Section de Chemins de Fer de Campagne — Pays Rhénan.

Cette nouvelle section a été placée sous le contrôle de la Mission Belge près de la Commission Interalliée des Chemins de fer de Campagne à Wiesbaden.

Le Bureau des transports du Département de la Défense Nationale n'intervient que pour l'administration et les questions relatives aux traitements, indemnités, etc. des agents de cette section.

RÉPONSE AU 2°

DÉCOMPOSITION DU CHIFFRE DE 2,700,525 FRANCS.

1 comptable	15,057.50 francs.	
1 ingénieur	20,995.00 —	
1 ingénieur technique . .	23,375.00 —	
1 chef de section (1) . .		18,660.00 francs.
3 chefs de station . . .	54,565.00 —	
7 commis chefs	136,240.00 —	
27 commis	415,702.00 —	
8 commis (1)		122,152.50 —
6 commis d'ordre . . .	81,532.50 —	
4 commis d'ordre (1) . .		55,730.00 —
21 chefs gardes	318,797.50 —	
28 agréés et facteurs . .	377,740.00 —	
8 agréés et facteurs . .		106,827.50 —
38 ouvriers spécialistes .	507,232.50 —	
27 ouvriers subalternes .	332,780.00 —	
1 ouvrier subalterne (1) .		11,680.00 —
160	2,282,037.00 francs. (1)	315,050.00 francs.
22 (1)	315,050.00 —	
	2,597,087.00 —	
Divers et imprévus	103,438.00 —	
TOTAL	2,700,525.00 francs.	

(1) Personnel venu en renfort pour l'occupation éventuelle de la Ruhr et l'application des sanctions douanières.

CHAPITRE IX.

ART. 40 à 41.

Pensions et secours. — Subsidés.

Il y a une diminution de 32,099,000 au lieu de 32,102,000 prévue par un amendement du Gouvernement prévoyant un subside de 3,000 francs pour un vaillant défenseur du Pays, M. Cogge, surveillant du wateringue à Furnes en 1914.

ART. 40, *littera* b. — Premiers termes des pensions de retraite et ordres nationaux.

CRÉDIT DEMANDÉ : 4,800,000 francs.

La Commission demande si ce poste n'est pas trop élevé; il a sa place ailleurs qu'au budget de la Défense Nationale.

La Commission demande des explications supplémentaires sur la diminution de 32,175,000 francs. Cette somme n'est-elle pas portée à un autre budget ?

RÉPONSE.

Le poste qui fait l'objet du *littera* b de l'article 40 des projets de budgets de la Défense Nationale pour l'exercice 1922 ne peut être réduit.

Lors de l'établissement du projet, les demandes de crédits ont été réduites au strict minimum.

D'autre part, ce poste ne peut trouver place ailleurs qu'au budget de la Défense Nationale, attendu qu'il n'y est question que des *premiers termes* des pensions de retraite et ordres nationaux et que, conformément à la loi sur la comptabilité, les arrérages de premier terme sont à charge du département liquidateur.

En ce qui concerne la diminution aux budgets de 1922 de 32,175,000 fr. par rapport au budget de 1921 il y a lieu de remarquer que cette diminution n'est qu'apparente en ce sens que 15,750,000 francs ont été portés à l'article 158 du Budget extraordinaire nouvellement créé en 1922 pour la liquidation des pensions pour ancienneté de service et ordres nationaux, dérivant de la guerre.

Le tableau ci-dessous montre clairement la situation :

	Budgets de 1921 article 82.	Projets de budgets de 1922	
		article 40.	article 158.
Pensions provisoires. fr.	183,000	110,000	»
Premiers termes des pensions de re- traites et ordres nationaux	56,972,000	4,800,000	15,750,000
Indemnités aux militaires en-dessous du grade d'officier, licenciés par réforme.	50,000	50,000	»
Pension viagère de M ^{lle} Leman	5,000	»	»
Premiers termes de pensions d'inv- lidité accordées à certains militaires dont l'origine de l'invalidité ne se place pas entre le 1 ^{er} août 1914 et le 30 sep- tembre 1919 (y compris éventuellement l'indemnité spéciale pour l'aide d'une tierce personne)	»	75,000	»
fr.	57,210,000	5,035,000	15,750,000
		20,785,000	

La diminution sur l'ensemble des budgets de 1922 par rapport à celui de 1921 est en réalité de : 57,210,000 — 20,785,000 = 16,425,000.

CHAPITRE X.

ART. 42 à 47.

Dépenses diverses et imprévues.

Il y a une augmentation de 123,175 au lieu d'une diminution de 46,825 prévue. Cette augmentation est la conséquence des amendements déposés par le Gouvernement aux articles 44 et 45.

Il y a augmentation de 180,000 francs provenant de l'augmentation du personnel du réseau aérien et de 2,470,625 provenant de ce que le service de la sûreté militaire, mis antérieurement aux dépenses recouvrables a été mis au budget ordinaire.

D'autre part, il y a une diminution de 930,000 francs pour l'administration aéronautique, matériel, etc., de 944,000 francs provenant de la diminution du prix du mazout et du prix de la main d'œuvre au détachement des torpilleurs et marins, de 115,500 aux divers et imprévus

ART. 45. — Administration de l'Aéronautique. —

Matériel, approvisionnements, primes, travaux d'aménagement.

CRÉDIT DEMANDÉ : 8,750,000 francs.

La Commission voudrait avoir des explications sur le fonctionnement des divers services : (a, b, c, e, e, f, g).

Les résultats sont-ils satisfaisants ?

Combien de pilotes ont été formés en 1921 ?

RÉPONSE.

L'administration de l'aéronautique a pour missions principales :

a) Comme dans tous les pays, créer et entretenir la superstructure des lignes aériennes, hangars, bâtiments divers, balisages, phares, etc.) et créer et entretenir les divers services nécessaires au trafic aérien (T. S. F., météorologs, éclairage de nuit ;

b) Étudier l'aide à apporter aux sociétés belges de navigation aérienne (primes) et contrôler l'exploitation des sociétés subsidiées ;

c) Encourager le tourisme aérien et vulgariser l'aviation ;

d) Faire tous les essais nécessaires pour la construction de nouveaux avions, et à cet effet posséder un laboratoire aéronautique, où puissent se faire en même temps des études théoriques ;

e) Encourager les inventeurs, leur permettre de faire des essais, encourager éventuellement les industries s'occupant d'aéronautique, étudier la participation du pays aux concours dans les pays alliés ;

Ces différentes missions correspondent respectivement aux paragraphes a, b, c, d, e de l'art. 43.

Quelques explications à ce sujet :

Litt. a) Nous possédons deux aérodromes exclusivement civils, Ostende et Anvers (en construction) et un mixte (Evere). Une très grosse partie des dépenses afférentes à l'aménagement de ces champs et à l'organisation des services de T. S. F. et météorologique a été portée aux budgets précédents. Il reste encore à parfaire le balisage des routes, à organiser l'éclairage de nuit, à construire quelques hangars et bâtiments, à compléter les installations de T. S. F. Le crédit de 2,500 000 francs est inférieur à celui de 1921 (6 millions). L'année prochaine, il sera moindre que cette année. On peut estimer que la situation est satisfaisante, il y a lieu d'estimer qu'en 1923, toutes les dépenses de premier établissement seront terminées. Il ne restera alors que l'entretien et les perfectionnements éventuels.

Litt. b). En 1921, un système de primes à la navigation aérienne a été élaboré. Les dépenses en résultant se sont montées en 1921, à 1,750,000 francs pour trois lignes Paris-Bruxelles, Paris-Amsterdam, Paris-Londres, qui ont fonctionné normalement pendant une grande partie de l'année dernière. Les résultats obtenus ont été très satisfaisants. Evere était devenu le troisième port aérien du monde, dépassé seulement par Le Bourget (France) et Croydon (Angleterre).

Les subsides accordés l'ont été à titre d'essai. Un nouveau système est à l'étude. Les services belges ont été supprimés en partie.

La somme prévue de 3 millions ne sera certainement pas atteinte cette année.

Litt. c). Des concours ont été organisés en 1921, à titre de vulgarisation, par l'Aéro-Club de Belgique et subsidiés par l'État. Ils ont eu beaucoup de succès. Nos aéroliers ont participé à la Coupe Gordon-Bennett de sphériques. Un programme plus étendu est envisagé pour 1922. Une carte aéronautique va être établie.

Enfin, la Direction de l'Aéronautique possède une bibliothèque technique spéciale.

Litt. d. — Le laboratoire aérotechnique à Rhode-St-Genèse est actuellement en construction. Les crédits à cet effet ont été votés en 1921. En 1922, les crédits se rapportent au parachèvement, à l'outillage, à la force motrice, etc., au fonctionnement. Cet institut pourra, en effet, fonctionner probablement en septembre-octobre 1922.

Litt. e. — Plusieurs inventions sont également à l'étude et il est probable que cette année on pourra procéder aux premiers essais d'avions d'invention et de construction belge.

En résumé, si comme tout le fait croire, l'aviation au point de vue transport comme au point de vue technique est appelée à prendre un grand développement; nous nous outillons dans la mesure de nos moyens, et en procédant progressivement à participer au grand mouvement économique, qui en sera le résultat.

* * *

Le littéra f a trait à une expérience tentée depuis juillet 1921 : la formation, au moins jusqu'au brevet « touriste », de pilotes destinés à l'aviation militaire par des écoles civiles.

Cela se pratique d'ailleurs en France; le but à atteindre est : a) de vulgariser l'aviation dans les diverses régions du pays; b) de décharger l'aviation militaire de la formation de jeunes pilotes, ce qui permettra de réduire le personnel « instituteur » et le personnel « troupe; c) de faire créer des aérodromes utilisables en temps de guerre. 20 pilotes ont été formés à Gosselies en 1921; 19 vont terminer incessamment, 11 vont y entrer au début de mai. Les résultats obtenus jusqu'ici sont satisfaisants.

g) Il s'agit de frais de location du local et de fournitures de bureau pour le Comité consultatif d'aéronautique.

* * *

Il y a lieu de signaler que l'Administration de l'aéronautique civile s'est occupée également de l'organisation de l'enseignement aéronautique.

Actuellement, des cours supérieurs d'aéronautique sont donnés à l'Université de Bruxelles, et pour l'année académique prochaine, il en sera de même à Liège et sans doute à Louvain.

L'Université du Travail de Charleroi a organisé depuis deux ans des cours à l'usage des techniciens (contremaîtres) et ouvriers pour l'industrie aéronautique.

Des cours analogues viennent d'être installés à Bruxelles. Des pourparlers sont engagés pour Anvers.

Toutes ces initiatives ne coûtent jusqu'ici rien à l'État : nous fournissons une partie du personnel enseignant.

* * *

La Commission a demandé combien de pilotes-aviateurs avaient été formés à l'École d'aviation de Asch depuis sa fondation en 1920. Il a été répondu : 64 pilotes; à une autre question, M. le Ministre a répondu :

2° a) le pilote formé à Gosselies revient à 16,000 francs, ce qui correspond à 800 francs par heure de vol.

Il est excessivement difficile d'établir d'une manière exacte le coût de l'heure de vol à l'aviation militaire : il y a beaucoup de facteurs qu'on doit compter dans une entreprise civile, terrain, salaires au barème civil, amortissement, assurance, bâtiments, etc. et qui n'interviennent pas à l'armée. Je pense qu'en réalité le pilote formé à Asch revient plus cher à l'État que celui de Gosselies.

b) Les pilotes formés par les deux écoles se valent au point de vue de la capacité technique.

* * *

L'essai fait à Gosselies, que se termine au mois de juillet prochain, ayant donné des résultats satisfaisants, on envisage la création de un ou deux centres nouveaux (un certainement dans la région flamande du pays). Ces nouveaux centres pourraient commencer à fonctionner au début de l'année prochaine.

Je crois intéressant de vous faire connaître que, d'ici quelque temps, la formation, au premier degré (degré civil), de tous les élèves pilotes-militaires se fera par des écoles civiles.

ART. 44. — Détachement de torpilleurs et marins. — Personnel.

CRÉDIT DEMANDÉ : 172,000 francs.

La Commission voudrait savoir la composition du personnel.

RÉPONSE.

Ci-joint 2 tableaux donnant la composition du personnel :

- 1° du détachement de torpilleurs et marins ;
- 2° de la flottille du Rhin.

COMPOSITION DU DÉTACHEMENT DES TORPILLEURS ET MARINS.

(ANVERS ET ENVIRONS).

Composition du personnel.

État-major (Anvers).

- 1 lieutenant-colonel, commandant le détachement ;
- 1 major, commandant en second du détachement ;
- 1 sous-lieutenant, officier-adjoint au commandant du détachement ;
- 1 sous-lieutenant, officier-technicien ;
- 1 sous-lieutenant, professeur de mathématiques à l'École navale du détachement des torpilleurs et marins ;
- 1 lieutenant, fons de capitaine quartier-maître ;
- 1 lieutenant, officier-payeur ;
- 1 1^{er} maître, secrétaire d'État-major ;
- 1 1^{er} maître, fons d'officier comptable de matériel ;
- 1 maître de 2^{me} classe, facteur ;
- 2 seconds-maitres, secrétaire-adjoint ;
- 2 sergents-majors, secrétaires au bureau du capitaine quartier-maître du détachement de torpilleurs et marins.

Compagnie de dépôt (Burght).

- 1 capitaine en second, commandant de la Compagnie;
- 1 lieutenant, chef de peloton;
- 1 lieutenant, officier de casernement et de ménage, à Burght;
- 1 adjudant;
- 1 1^{er} sergent-major;
- 1 sergent-major;
- 1 sergent-fourrier;
- 2 sergents;
- 7 quartiers-maitres;
- 2 caporaux;
- 97 matelots.

1^{re} Compagnie de formation (Fort de Steendorp).

- 1 capitaine en second, commandant de la Compagnie;
- 1 lieutenant, chef de peloton;
- 1 adjudant;
- 1 1^{er} sergent-major;
- 1 sergent-major;
- 1 sergent-fourrier;
- 1 second-maitre, professeur de gymnastique;
- 2 sergents;
- 2 quartiers-maitres;
- 86 matelots.

2^{me} Compagnie de formation (Fort de Steendorp).

- 1 capitaine-commandant, commandant de la Compagnie et du Quartier de Steendorp;
- 1 lieutenant;
- 1 lieutenant, officier de casernement et de ménage, à Steendorp;
- 1 1^{er} sergent-major;
- 1 sergent-major;
- 1 sergent-fourrier;
- 4 sergents;
- 3 caporaux;
- 103 matelots.

Flottille. (Anvers)

- 1 Major, commandant provisoirement la Flottille;
- 1 Lieutenant de vaisseau de 2^{me} classe; commandant de la 2^e escadrille;
- 1 Lieutenant de marine de l'État; commandant de la 1^{re} escadrille;
- 1 Lieutenant, Commandant Administratif de la Flottille;
- 5 premiers Maitres, Commandants de Torpilleurs;

2 premiers Maîtres, Chefs-mécaniciens ;
2 Maîtres de 2^{me} classe ;
15 Second-Maîtres ;
1 Adjudant ;
1 Sergent-Major ;
1 Sergent-Fourrier ;
1 Sergent ;
28 Quartiers-Maîtres ;
200 Matelots.

N. B. — En plus 200 militaires du Détachement sont en subsistance à la Commission de Navigation du Contrôle Belge. (Flottille du Rhin)

ART. 45. — Détachement de torpilleurs et marins. — Approvisionnements de toute nature et frais généraux

CRÉDIT DEMANDÉ : 1,536,000 francs.

1° La Commission demande le nombre d'unités en service ?

Combien y a-t-il d'unités non en service ?

2° La Commission demande des explications sur la flottille du Rhin.

3° Décomposition de la somme 750,000 francs. — Article 45 litt. d (flottille du Rhin : entretien, réparations et exploitation des bateaux.

RÉPONSE AU 1°

Ci-joint 3 tableaux (annexes I à III) donnant :

- 1° les unités en service au Détachement de torpilleurs et marins ;
 - 2° les unités en service à la flottille du Rhin ;
 - 3° les unités non en service au détachement de torpilleurs et marins
- Il n'existe pas d'unités non en service à la flottille du Rhin.

RÉPONSE AU 2°

I. La Flottille du Rhin est un groupement d'embarcations à moteur à essence ou à vapeur mis à la disposition à la fois :

- a) de la mission Belge à la Commission Internationale de Navigation de Campagne. — C. I. N. C. (Organe de contrôle interallié.) et,
- b) de l'armée d'occupation.

II. Elle comprend *actuellement* (1922), les unités suivantes :

- 6 vedettes à deux moteurs à essence ;
- 9 vedettes à un moteur à essence ;
- 2 vedettes à vapeur ;
- 9 petits remorqueurs ;
- 1 vapeur allemand réquisitionné.

Ces unités sont armées de canons de 3e7 ou de mitrailleuses.

Le personnel et le matériel appartiennent au Détachement des torpilleurs et marins.

III. La mission de la flottille est de :

a) Pour la Commission interalliée de Navigation de Cologne :

1° Coopérer à sa mission de contrôle de la navigation sur le Rhin;

2° Coopérer à des actions militaires, soit dans le secteur belge, soit dans les secteurs alliés, en cas de reprise du dispositif de garde.

b) Pour l'armée d'occupation belge :

1° Coopérer au service de garde devant le front des troupes d'occupation belge;

2° Éventuellement coopérer aux opérations militaires intéressant le Rhin.

IV. Une étude de réorganisation de la flottille du Rhin est en cours.

Elle tend à la réduction du nombre d'unités en service en Allemagne et par conséquent à une réduction correspondante du personnel.

RÉPONSE AU 3°.

Ci-joint un tableau (annexe IV) donnant la décomposition demandée.

ANNEXE I.

DÉTACHEMENT DE TORPILLEURS ET MARINS. — ÉTAT-MAJOR.

Unités du détachement de torpilleurs et marins à Anvers.

Unités en service.

Noms.	Emplacement.	Nombre global.	Observations.
Torpilleur A 1	Bassin aux Charbons.		
» A 2	Id.		
» A 3	Bassin Bonaparte,		
» A 40	Hangar 9.		
» A 47			
Vedette 1			
» 12			
» 25	Ste-Anne.		
» B			
<i>La Torpille</i> (vapeur).			
<i>Wilma</i> (petit remorqueur).	Hangar 9.		
<i>Ostende</i> (remorqueur)			
Pose-mines	Bassin Bonaparte.		Sert de caserne flottante. Chaudières hors de service, machines en bon état.
Canot à essence <i>Nieuport</i>			
Allège <i>Elsas</i>	Darse III.		Sert de magasin à charbon.
Vedette 2	Ostende.		
» 3		17	

ANNEXE II.

*Tableau des embarcations en service à la flottille belge du Rhin,
au 15 avril 1922.*

N° d'ordre.	DÉNOMINATION.	TYPE.
1	Roi Albert 1 ^{er} .	Vedette à deux moteurs.
2	Reine Elisabeth.	Id.
3	Prince Léopold.	Id.
4	Prince Charles	Id.
5	Chevalier-Cassaert.	Id.
6	Roi Léopold 1 ^{er} .	Id.
7	Roi Léopold II.	Vedette à un moteur.
8	Princesse Marie-José.	Id.
9	Dinant.	Id.
10	Capitaine Maroy.	Id.
11	Gabrielle Petit.	Id.
12	Caporal Tresignies.	Id.
13	Tabora.	Id.
14	Haelen.	Id.
15	Reigersvliet.	Id.
16	Congo.	Vedette à vapeur.
17	Yser.	Id.
18	Belgique.	Remorqueur.
19	Liège.	Id.
20	Brabant.	Id.
21	Hainaut.	Id.
22	Les Deux Flandres.	Id.
23	Anvers.	Id.
24	Limbourg.	Id.
25	Luxembourg.	Id.
26	Namur.	Id.
27	Le Passeur.	Coque vide.
28	»	»
29	Undine.	Vapeur allemand à passagers.

ANNEXE III.

DÉTACHEMENT DE TORPILLEURS ET MARINS. — ÉTAT-MAJOR.

Unités du détachement de torpilleurs et marins à Anvers.

Unités non en service.

Noms.	Emplacement.	Nombre global.	Observations.
<i>En réparation.</i>			
Vedette 4	Bassin Bonaparte.		
Canot <i>Dixmude</i> , moteur à vapeur.	Ste-Anne.		
Torpilleur A 29	En aval de Burght (rive gauche). Id. Id.		En réfection.
» A 42			Id.
» A 43			Id.
Ponton n° 55	Darse III.	6	Non achevé.
<i>Hors service en attendant d'être réparées.</i>			
<i>Frederick Willem</i> (remorqueur) .	A Burght.		Proposé pour être vendu ; on en offre 8,500 francs, y compris les machines.
Torpilleur A 3			
» A 8			
» 9			
» 11			
» 16			
» 20			
Vedette 5			
» 7			
» 11	Darse III.		
» 14			
» 17			
» 50			
» 51			
» 52			
Ben			
<i>Dievenouw</i> (vedette)			
Vedette A			
<i>Koetchen</i> (remorqueur)			
Vedette 13	Bassin Bonaparte.	20	Remise au D. T. M. par les services de la douane.

Décomposition du budget de la flottille belge du Rhin pour 1922.

DÉCOMPOSITION DU BUDGET DE LA

EMBARCATIONS.	Par semaine. (4 heures pour bateau à moteur). Approvisionnements pour 1922. (6 — — à vapeur).									
	Essence en kilogrammes.	Huile de moteur en kilogrammes.	Charbon en tonnes.	Huile de machine en kilogr.	Huile cylindrique en kilogr.	Graisse Stauffer en kilogr.	Essence en kilogr.	Huile de moteur en kilogr.	Charbon en tonnes.	Huile de machines en kilos.
Roi Albert I ^{er} V 1	140	2,50	»	»	»	0,5	7,280	520	»	»
Reine Elisabeth V 2	140	2,50	»	»	»	0,5	7,280	520	»	»
Prince Léopold V 3	140	2,50	»	»	»	0,5	7,280	520	»	»
Prince Charles V 4	140	2,50	»	»	»	0,5	7,280	520	»	»
Chevalier Cassart V 5	140	2,50	»	»	»	0,5	7,280	520	»	»
Roi Léopold I ^{er} V 6	140	2,50	»	»	»	0,5	7,280	520	»	»
Roi Léopold II V 7	140	2,50	»	»	»	0,5	7,280	520	»	»
Princesse Marie-José V 8	70	2,50	»	»	»	0,5	3,650	520	»	»
Dinant V 9	70	2,50	»	»	»	0,5	3,650	520	»	»
Capitaine Mauroy V 10	70	2,50	»	»	»	0,5	3,650	520	»	»
Gabrielle Petit V 11	70	2,50	»	»	»	0,5	3,650	520	»	»
Caporal Tresignies V 12	70	2,50	»	»	»	0,5	3,650	520	»	»
Tabora V 13	70	2,50	»	»	»	0,5	3,650	520	»	»
Haelen V 14	70	2,50	»	»	»	0,5	3,650	520	»	»
Reigersvliet V 15	70	2,50	»	»	»	0,5	3,650	520	»	»
Congo VV 1	»	»	1	1	1	0,5	»	»	52	52
Yser VV 2	»	»	1	1	1	0,5	»	»	52	52
Belgique VV 3	»	»	3	1	1	0,5	»	»	156	52
Liège VV 4	»	»	3	1	1	0,5	»	»	156	52
Brabant VV 5	»	»	3	1	1	0,5	»	»	156	52
Hainaut VV 6	»	»	3	1	1	0,5	»	»	156	52
Les Deux Flandres VV 7	»	»	3	1	1	0,5	»	»	156	52
Anvers VV 8	»	»	3	1	1	0,5	»	»	156	52
Limbourg VV 9	»	»	3	1	1	0,5	»	»	156	52
Luxembourg VV 10	»	»	3	1	1	0,5	»	»	156	52
Namur VV 11	»	»	3	1	1	0,5	»	»	156	52
Undine »	»	»	15	5	5	1	»	»	780	260
Réparations et travaux d'entretien des des bateaux	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Imprévus	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Total.	1,540	37,5	44	16	16	14	80,160	7,800	2,288	832

(1) La conversion en francs a été effectuée au taux de fr. 0.30 pour 1 mark. Ce taux, quelque peu surfait, avait l'excédent de la somme demandée tombera en annulation à la clôture de l'exercice.

FLOTTILLE BELGE DU RHIN POUR 1922.

ANNEXE IV.

Valeur au cours d'août 1921, des approvisionnements prévus pour 1922.											Total en marks.
Huile cylindrine en kilogr.	Graisse Stauffer en kilogr.	Peinture et entretien.	Grèement.	Outils.	Essence à 7 mks le kilo.	Huile de moteur à 9 mks les 25 kilos.	Charbon 313 mks la tonne.	Huile de machine à 7,75 mks. le kilo.	Huile cylindrine à 7,75 mks le kil.	Graisse Stauffer à 14 mks le kil.	
		marks.	marks.	marks.	marks.	marks.	marks.	marks.	marks.	marks.	
»	26	3,500	1,000	200	51,000	4,800	»	»	»	364	60,864
»	26	3,500	1,000	200	51,000	4,800	»	»	»	364	60,864
»	26	3,500	1,000	200	51,000	4,800	»	»	»	364	60,864
»	26	3,500	1,000	200	51,000	4,800	»	»	»	364	60,864
»	26	3,500	1,000	200	51,000	4,800	»	»	»	364	60,864
»	26	3,500	1,000	200	51,000	4,800	»	»	»	364	60,864
»	26	3,500	1,000	200	51,000	4,800	»	»	»	364	60,864
»	26	4,000	1,000	200	26,000	4,800	»	»	»	364	36,364
»	26	3,000	1,000	200	26,000	4,800	»	»	»	364	35,364
»	26	3,000	1,000	200	26,000	4,800	»	»	»	364	35,364
»	26	3,000	1,000	200	26,000	4,800	»	»	»	364	35,364
»	26	3,000	1,000	200	26,000	4,800	»	»	»	364	35,364
»	26	3,000	1,000	200	26,000	4,800	»	»	»	364	35,364
»	26	3,000	1,000	200	26,000	4,800	»	»	»	364	35,364
»	26	3,000	1,000	200	26,000	4,800	»	»	»	364	35,364
52	26	3,000	1,000	200	»	»	16,276	403	403	364	21,646
52	26	3,000	1,000	200	»	»	16,276	403	403	364	21,646
52	26	3,500	1,000	200	»	»	48,828	403	403	364	54,698
52	26	3,500	1,000	200	»	»	48,828	403	403	364	54,698
52	26	3,500	1,000	200	»	»	48,822	403	403	364	54,898
52	26	3,500	1,000	200	»	»	48,828	403	403	364	54,698
52	26	3,500	1,000	200	»	»	48,828	403	403	364	54,698
52	26	3,500	1,000	200	»	»	48,828	403	403	364	54,698
52	26	3,500	1,000	200	»	»	48,828	403	403	364	54,698
52	26	3,500	1,000	200	»	»	48,828	403	403	364	54,698
52	26	3,500	1,000	200	»	»	48,828	403	403	364	54,698
260	52	3,500	»	400	»	»	244,140	2,015	2,015	728	252,798
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	501,668
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	500,000
832	728	90,500	26,000	5,600	565,000	72,000	716,144	6,448	6,448	10,192	(1) 2,500,000

pour but d'éviter les aléas que pouvait entraîner le cours essentiellement variable du mark.

QUATRIÈME COMPOSITION NUMÉRIQUE DÉTAILLÉE DU
AU 15

BATEAUX OU SERVICES	Cadre.	Personnel embarqué.						Personnel				
	Sous-officiers.	Patrons Q. M.	Matelots de pont.	Machinistes.	Chauffeurs.	Mécaniciens monteurs.	2 ^e Mécaniciens monteurs.	Forgerons.	Forers.	Chaudronniers.	Tourneurs.	Menuisiers.
Roi Albert 1 ^{er}	V 1.	1	3			1	2					
Reine Elisabeth	V 2.	1	3			1	2					
Prince Léopold	V 3.	1	3			1	2					
Prince Charles	V 4.	1	3			1	2					
Chevalier Cassart	V 5.	1	3			1	2					
Roi Léopold 1 ^{er}	V 6.	1	3			1	2					
Roi Léopold II	V 7.	1	3			1	1					
Princesse Marie-José	V 8.	1	3			1	1					
X		1	3			1	2					
Dinant	V 9.	1	1			1	1					
Capitaine Maroy	V 10.	1	1			1	1					
Gabrielle Petit	V 11.	1	1			1	1					
Caporal Trésignies	V 12.	1	1			1	1					
Tabora	V 13.	1	1			1	1					
Haalen	V 14.	1	1			1	1					
Regersvliet	V 15.	1	1			1	1					
Congo	VV 1.	1	1	1	1							
Yser	VV 2.	1	1	1	1							
Belgique	VV 3.	1	1	2	1							
Liège	VV 4.	1	1	1	1							
Brabant	VV 5.	1	1	1	1							
Hainaut	VV 6.	1	1	2	1							
Deux Flandres	VV 7.	1	1	1	1							
Anvers	VV 8.	1	1	2	1							
Limbourg	VV 9.	1	1	2	1							
Luxembourg	VV 10.	1	1	2	1							
Namur	VV 11.	1	1	2	1							
Undine		1	5	3	5							
Atelier		1						1	1	1	1	2
Bureaux												
Cuisine												
Soneck II			1	1								
Magasins		1										
Service intérieur		1										
Surveillance des vedettes et instruction		2										
Chef de ménage		1										
Flottilles divisionnaires		2										
Clairons												
TOTAUX.	9	28	51	20	16	16	23	1	1	1	1	2

(1) Cet effectif n'est pas atteint actuellement, le Détachement des Torpilleurs et Marins n'ayant pu fournir tous les éléments de remplacement.

Actuellement c'est 197, rapport de la dernière décade.

PERSONNEL DE LA FLOTTILLE BELGE DU RHIN.
AVRIL 1922.

de l'Atelier.								Divers.							Total.	Observations.
Ajusteur machines à vapeur.	Aide-forgeron.	Ajusteur-monteur moteur.	Electricien.	Ajusteurs pour moteurs.	Soudeur autogène.	Vitrier.	Chef atelier machines à vapeur.	Chef ateliers moteurs.	Employés de bureau.	Magasiniers.	Cuisiniers.	Quartiers-Mâtres.	Clairons.	Ravitailleur.		
															7	
															7	
															7	
															7	
															7	
															6	
															6	
															7	
															4	
															4	
															4	
															4	
															4	
															4	
															4	
															5	
															4	
															4	
															5	
															4	
															5	
															5	
															5	
															5	
															17	
2	1	1	1	2	1	1		1			1	2			17	
									2						2	
											3				3	
									2						2	
										4					7	
												2			3	
															2	
									2						2	
														1	4	
													2		2	
															4	
															2	
2	1	1	1	2	1	1		1	6	4	4	4	2	1	200	(1)

ART. 46. — Service de la Sûreté militaire.**CRÉDIT DEMANDÉ : 2,470,625 francs.****Comment se recrute la Sûreté militaire?****Quelles sont les conditions d'engagement?**

La Commission a l'impression que la Sûreté ne donne pas ce qu'elle devrait et que ce service devrait être réformé.

RÉPONSE.

La Sûreté militaire de l'armée d'occupation a exclusivement pour mission d'assurer la sécurité de l'armée en pays allemand occupé par les troupes belges.

Créée en vertu de l'arrêté royal n° 6156-1 du 21 septembre 1919, la Sûreté militaire de l'armée d'occupation se trouve sous les ordres directs du commandant de l'armée d'occupation et a son siège à Aix-la-Chapelle (quartier général de l'armée d'occupation).

Son personnel comprend : des fonctionnaires, des dactylographes et des fouilleuses.

Ci-après chiffres organiques actuels :

Fonctionnaire de 1 ^{re} classe.	.	.	.	.	.	.	1
— 2 ^e —	.	.	.	.	.	.	2
— 3 ^e —	.	.	.	.	.	.	5
— 4 ^e —	.	.	.	.	.	.	18
— 5 ^e —	.	.	.	.	.	.	89
— 6 ^e —	.	.	.	.	.	.	116

Tous les fonctionnaires ont la qualité militaire au point de vue administratif et la qualité civile au point de vue judiciaire.

Les membres du personnel masculin de la Sûreté sont tenus de signer un engagement par lequel ils contractent l'obligation de servir pendant une durée de cinq ans.

Démission de leurs fonctions peut être accordée à ceux qui en font la demande par voie hiérarchique après un an de service au moins.

Les fonctionnaires des 1^{re}, 2^e, 3^e, 4^e et 5^e classes sont nommés et révoqués par le Roi ; les fonctionnaires de 6^e classe par arrêté ministériel.

Le personnel se recrute parmi l'élément civil (de préférence ex-combattant) ou militaire.

Les candidats font au préalable l'objet d'une enquête sur leur moralité, leur honorabilité et leurs antécédents.

Ils doivent au surplus réunir les conditions générales et faire preuve des connaissances requises.

L'Arrêté Royal n° 7730, du 16 juillet 1920, fixe comme suit les traitements des fonctionnaires de la Sûreté militaire de l'armée d'occupation :

Fonctionnaire de 1^{re} classe : traitement de major.

Fonctionnaire de 2^e classe : traitement minimum de capitaine commandant.

Fonctionnaire de 3^e classe : traitement minimum de capitaine en second.

Fonctionnaire de 4^e classe : traitement de lieutenant (avec 3 ans de grade).

Fonctionnaire de 5^e classe : traitement de sous-lieutenant.

Fonctionnaire de 6^e classe : traitement initial de l'adjudant rengagé.

* * *

Réorganisation de la Sûreté militaire de l'Armée d'occupation.

J'ai décidé de réduire considérablement le nombre des agents de la Sûreté en Allemagne occupée. Une réorganisation est donc actuellement à l'étude.

La réduction de l'effectif est déjà notable à ce jour :

Chiffre organique prévu : 231.

Effectif actuel : 183.

En attendant la mise au point des nouvelles dispositions qui régiront cet organisme, j'ai prescrit au commandant de l'armée d'occupation de suspendre jusqu'à nouvel ordre le recrutement.

De plus, les admissions futures seront subordonnées à l'acceptation d'un engagement dont la formule essentielle sera libellée comme suit :

« Cet engagement qui prend cours le ... sera résiliable en tout temps par le Ministre de la Défense Nationale, soit pour faute grave, soit moyennant préavis de trois mois. »

La Commission a demandé des explications sur le traitement des 4 dactylos. On trouve au budget : 20,800 + 46,280, soit 67,080, pour 4 dactylos. — Ne touchent-elles rien en plus? logement, etc.?

La Commission voudrait voir remplacer le mot « fouilleuse » par « visiteuse ».
Il a été répondu :

Le poste « suppléments d'allocations et indemnités aux dactylos », tel qu'il est libellé au budget, peut prêter à confusion.

Ce poste se rapporte à deux catégories d'agents :

a) suppléments d'allocations aux fonctionnaires de 6 ^e classe de la	
Sûreté militaire	31,680
b) indemnités aux dactylos	14,600
	46,280

Les émoluments des 4 dactylos sont les suivants :

1 ^o traitements	20,800
2 ^o indemnités	14,600
	35,400

Outre ces émoluments, les dactylos jouissent du logement meublé, du chauffage et de l'éclairage, fournis gratuitement par l'Allemagne en vertu de l'arrangement annexé au Traité de Versailles.

*
* *

Je ne vois pas d'inconvénient à ce que le mot « fouilleuse » soit remplacé par celui de « visiteuse ». Il sera tenu compte de cette remarque pour l'établissement des budgets futurs.

CHAPITRE XI.

Services divers.

Diminution de 700,000 francs.

ART. 48. — Musée Royal de l'Armée. — Achat de meubles à titre de première mise et frais de première installation dans les locaux du Cinquantenaire.

CRÉDIT DEMANDÉ : 100,000 francs.

La Commission demande si la somme de 100,000 francs est la dernière demandée pour premier établissement. Cette somme ne devrait-elle pas être portée au budget extraordinaire.

RÉPONSE.

La somme de 100,000 francs sollicitée ne pourra suffire pour terminer l'installation du Musée dans les locaux du Cinquantenaire.

Un dernier crédit de 100,000 à 200,000 francs sera demandé au budget de 1923 pour parfaire cette installation.

De même qu'en 1920 et en 1921 le crédit dont il s'agit est porté au chapitre des dépenses exceptionnelles du budget ordinaire parce que son objet ne peut être rangé ni parmi les dépenses « suite de guerre » ni parmi les dépenses productives, seuls cas qui justifieraient son incorporation dans le budget extraordinaire.

*
* *

La Commission tient à remercier M. le Ministre de la Défense Nationale de la très bonne volonté qu'il a mise à donner à la Commission de la Défense Nationale toutes les explications demandées. Elle tient à assurer le Ministre de son appui dans la réalisation du programme qu'il a exposé notamment au point de vue de l'aéronautique, du matériel anti-aéronef, des chars d'assaut, de l'armement, des appareils anti-gaz, de la réquisition des automobiles.

Elle approuve également les idées exprimées pour faciliter le recrutement des officiers du génie.

Le Président-rapporteur,
MAURICE PIRMEZ.



(1)

(Nr 268.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 26 MEI 1922.

BEGROOTING VAN HET MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING VOOR HET DIENSTJAAR 1922 (1).

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER PIRMEZ.

MIJNE HEEREN,

De Commissie voor de Landsverdediging, waarbij de zes verslaggevers der afdeelingen zich aangesloten hadden, heeft de gewone begrooting der Landsverdediging onderzocht.

Deze Bijzondere Commissie wijst erop, dat het onregelmatig is de buitengewone begrooting der Landsverdediging niet te voegen bij de gewone begrooting.

Heeft de Legercommissie eene zekere bevoegdheid verworven in de militaire vraagstukken, dan kan zij echter deze bevoegdheid niet doen gelden in zake militaire politiek der Regeering, noch zich daarvan rekenschap geven; immers de uitgaven waaruit blijken de inzichten der Regeering alsmede de door haar aangewende pogingen om de Landsverdediging te verzekeren, worden aan bedoelde Commissie niet onderworpen, daar de gewone begrooting slechts de loopende en bestendige uitgaven omvat en niet de buitengewone uitgaven voor de bewapening, den vliegdiens, de technische diensten van de Genie, enz.

Anderdeels vermeldt de gewone begrooting de uitgaven niet welke het gevolg zijn van den oorlog, daar deze uitgaven niet voorkomen op de bui-

(1) Begrooting, nr 24^{xi}.

Amendementen, n^{rs} 154 en 211.

(2) Samenstelling van de *Bijzondere Commissie* :

1) De leden van de *Bestendige Commissie voor de Landsverdediging* : de heeren Pirmez, voorzitter, Berloz, Bovesse, Brifaut, Buyl, Crick, de Burlet, de Gérardon, du Bus de Warnaffe, Ernest, Fieullien, Hoen, Huyshauwer, Mansart, Marck, Mathieu, Pierco, Richard, Vandemeulebroucke, Vandervelde en Van Hoeck.

2) *Zes leden benoemd door de Afdeelingen* : de heeren Janson, Golenvaux, Raemdonck, Theelen, Cocq en Ernest.

tengewone begrooting; men kan zich dus onmogelijk vergewissen of sommige uitgaven, die het gevolg zijn van den oorlog, geene gewone of bestendige uitgaven worden of zijn.

Dringend is het de onderscheidene diensten en organismen, tijdens den oorlog opgericht en welke drie jaren na den vrede nog bestaan, af te schaffen. Aldus bevindt men, dat in de buitengewone begrooting een crediet van 3,138,000 frank wordt gevraagd voor het hoofdbestuur: « tijdelijk burgerlijk personeel, materieel der tijdelijke burgerlijke inrichtingen, enz. »

Is dit tijdelijk burgerlijk personeel gedeeltelijk niet bestemd om bestendig te worden?

Houdt dit tijdelijk burgerlijk personeel zich niet gedeeltelijk bezig met hetzelfde werk als het burgerlijk personeel van het hoofdbestuur, dat op de gewone begrooting vermeld staat?

De Commissie kan dit niet uitmaken.

Uit deze enkele beschouwingen blijkt voldoende hoe nuttig het is, dat de gewone en de buitengewone begrooting van de Landsverdediging door dezelfde Commissie wordt onderzocht.

De Commissie drukt den wensch uit dat elk jaar — tenzij er ernstige en met redenen omkleede bezwaren zijn — eensdeels, de artikelen in dezelfde hoofdstukken worden behouden, en, anderdeels, dat de onderscheidene littera's der artikelen op hunne zelfde plaats blijven in de onderscheidene artikelen der begrooting. De overdracht van een littera van een artikel naar een ander, terwijl dan ook de tekst wordt gewijzigd, maakt het onderzoek der begrooting bezwaarlijk, zoo niet onmogelijk.

Insgelijks ware het wenschelijk, dat de verklaring meer werde uitgebreid. Een voorbeeld volstaat om het nut daarvan aan te toonen: hoofdstuk III, artikel 41, litt. a luidt: « Onderhoudskosten der onderofficieren en soldaten in de gasthuizen; begrafenis-kosten; onderhoud der lokalen van de gasthuizen, 4,650,000 » Deze littera diende in drie artikelen te worden gesplitst. Hetzelfde geldt voor tal van aanzienlijke posten der begrooting.

Graag zou de Commissie het geschrijf, waardoor de begrooting wordt verzwaaard, zien verminderen. Ongetwijfeld zullen zij, die van dit geschrijf leven, redenen weten te vinden om het te handhaven, ten einde hunne plaats te rechtvaardigen en de belangrijkheid van hunnen dienst te doen uitschijnen.

De begrooting voor 1922 mag als eene overgangsbegrooting worden aangezien, vermits de herinrichting van het leger en het in te voeren verdedigingstelsel tot grondige wijzigingen aanleiding zullen geven. In 1924 zal de opleiding der oudere klassen voltooid wezen en dan zal men terug in de norma kunnen treden, daar de miliciens vanaf hun twintigste jaar hun dienst doen.

De Commissie heeft inlichtingen gevraagd om te weten of men weldra met het afbreken van sommige versterkingen van Antwerpen zal beginnen, waarop de Regeering heeft geantwoord:

De mate waarin de studie van het verdedigingstelsel van België gevorderd is, laat niet toe te bepalen welke stellingen der vesting Antwerpen nutteloos

zullen worden voor de verdediging van het grondgebied, eens dat het nieuwe verdedigingstelsel uitgevoerd zal zijn.

Er dient te worden opgemerkt dat, afgezien van de tactische rol welke de verdedigingswerken der vesting-Antwerpen zouden kunnen vervullen, deze worden gebruikt als kazernen, depots, parken, magazijnen, enz., en dat, om die reden, zij, ten minste gedeeltelijk, zullen moeten blijven bestaan zelfs indien zij geen nut meer moesten opleveren voor de verdediging van het grondgebied.

* * *

De Commissie hoopt dat de studie van het defensieve stelsel van België zoo spoedig mogelijk zal aangevat worden.

De Commissie vestigt de aandacht van den Minister op de noodzakelijkheid het leger met stormwagens te voorzien. In het bouwen dezer wagens zijn thans belangrijke verbeteringen gebracht en zullen er nog in gebracht worden, maar ons dunkt dat men niet te lang moet wachten om het leger met die wagens te voorzien, die op doeltreffende wijze de infanterie beschermen, en tegelijkertijd een aanvalswapen van eerste gehalte zijn. Wij mogen niet vergeten dat wij in 1914 zoo pover uitgerust waren in mitrailleurs doordat wij altijd wachtten op het laatste geperfectioneerde stelsel, en dat men geen besluit kon nemen. Die fout mag niet meer begaan worden.

De uitlegging van den Minister heeft ons voldoening geschonken.

De Commissie vestigt eveneens de aandacht van het Parlement op de belangrijkheid van een goed ingerichten luchtvaartdienst. De rol van het vliegtuig is van hoofdzakelijk belang, niet alleen voor den inlichtingsdienst maar ook voor den aanval en de verdediging. Een goede luchtvaartdienst kan van den aanvang der vijandelijkheden over het lot van een leger beslissen, en men kan zeggen dat hij in de toekomst een hoofdfactor zal zijn voor den duur van den oorlog.

In een land als het onze, met beperkt grondgebied, is het werkelijk onmogelijk de militaire vliegpleinen te vermeerderen, en toch is heel het vraagstuk talrijke vliegtuigen en talrijke loodsen voor vliegtuigen te bezitten. Dit resultaat kan niet bereikt worden tenzij door het oprichten van talrijke burgerlijke luchtvaartscholen die vliegtuigbestuurders leveren voor de private vervoermaatschappijen, welke bestuurders later de helpers worden van den militairen vliegdienst. De Regeering is dien weg opgegaan. Met spijt hebben wij vastgesteld dat de luchtvaartdiensten met het buitenland waren geschorst geworden door de Belgische maatschappij. De aangeknoopte onderhandelingen laten ons hopen dat die diensten weldra zullen hervat worden, want dit is het eenige stelsel dat ons Belgische ondervindingrijke en afgerichte vliegeniers kan bezorgen.

Wij zullen verder zien wat er in dien zin werd gedaan en zal gedaan worden.

Zoo de Regeering zich den luchtvaartdienst moet aantrekken, moet zij evenzeer haar aandacht schenken aan het materieel voor den strijd tegen vliegtuigen.

De Commissie maakt den Minister van Landsverdediging attent op de zoo belangrijke kwestie van de bescherming van onze basissen en van sommige steden.

De ons overgemaakte mededeeling laat ons toe hieromtrent vertrouwen te koesteren.

Hetzelfde geldt voor onze gasmaskers.

De Commissie heeft tot in de onderdeelen de verschillende begrootingsposten onderzocht.

Voor meer klaarheid zullen wij achtereenvolgens de verschillende hoofdstukken van de begrooting onderzoeken.

De begrooting van Landsverdediging voor 1921	bedroeg fr. 523,092,630
Die van 1922	484,037,160

Dus eene vermindering van.	fr. 41,035,470
----------------------------	----------------

Deze vermindering vloeit in hoofdzaak voort uit de prijsdaling van sommige levensmiddelen voor de voeding van den soldaat (16,233,000 frank), uit de prijsdaling in de grondstoffen en in de voorwerpen die de uitrusting van den soldaat uitmaken (22,065,000 frank), uit de prijsdaling in de brandstoffen (3,760,000 frank), uit de oprichting van een permanent bezettingsleger, waardoor de garnizoenverplaatsingen en de troepenbewegingen in België zijn verminderd (4,631,000 frank).

Uit de vermindering der pensioenen en hulpgelden (32,173,000 frank), credieten welke werden overgebracht met de behoeften voorzien voor 1922 (een groot gedeelte van deze som werd op een andere begrooting gebracht). Deze vermindering is dus fictief.

Uit de vermindering van de grondstoffen bij het militair Kaarteninstituut (473,000 frank).

Uit de vermindering der onderhoudskosten van de hospitalen; de prijsdaling van de pharmaceutische producten, van het overbrengen op de buitengewone begrooting der kosten voor gewonden en zieken van den oorlog (totaal : 7,151,781 frank).

Uit de regeling van het crediet bij artikel 21 (bij benadering 1 miljoen 997,000 frank).

Uit de vermindering van het personeel bij den automobiel-trein (1,739,500 frank).

Uit de vermindering van den automobiel-trein (1,066,500 frank).

Uit de vermindering der gehuurde gebouwen (800,000 frank).

Uit de vermindering van de uitzonderlijke begrooting (700,000 frank).

Anderzijds is er vooral vermeerdering :

voor de weddeverhooging van het personeel, art. 8 (237,000 frank);

voor de verhooging van wedde en vergoeding, art. 10 (39,096,500 frank);

voor de wedde- en loonsverhooging, art. 20 (5,043,125 frank);

uitbreiding van den militairen vliegdiens, art. 28, 29 en 41 (6 miljoen 740,000 frank);

credietverhooging bij de afdeeling veldspoorwegen, 2,700,525 frank. (Dit crediet werd gewoonlijk gebracht op de invorderbare uitgaven);

crediet voor de militaire veiligheid, vroeger gebracht op de invorderbare uitgaven, 2,470,525 frank.

De hoofdpst van de vermeerderingen is deze van de wedde-verhoogen. Wij erkennen dat deze verhooging onmisbaar was geworden en wij kunnen enkel den Minister geluk wenschen voor de getroffen beslissingen.

Verleden jaar meende de Minister dat er eene bijzondere begrooting zou kunnen opgemaakt worden voor het bezettingsleger. Ondervraagd over de reden waarom daaraan geen gevolg werd gegeven, en over de reden waarom de kosten van het bezettingsleger aangegroeid waren met 22,240,000 frank op de begrooting van 1921, heeft de Minister geantwoord :

Het vraagstuk van het opmaken eener bijzondere begrooting voor het bezettingsleger werd opgegeven, tengevolge van het verlangen der betrokken landen eene jaarlijksche vaste som te bepalen voor de kosten van het bezettingsleger.

De financieele overeenkomst te Parijs gesloten op 11 Maart 1922, door de Ministers van Financiën van Groot-Britannië, Frankrijk, Italië en België, heeft, van af 1 Mei 1922, als kosten van het Belgisch bezettingsleger, eene jaarlijksche vaste som van 102 miljoen Belgische franks vastgesteld.

De som van 112,240,000 frank, op de Begrooting van 's Lands middelen vermeld, wordt onderverdeeld als volgt :

Begrootingen.	Uitgaven		Totalen.
	normale.	buitengewone.	
Landsverdediging	103,137,900	1,273,200	106,411,100
Gendarmerie	3,410,000	30,900	3,470,900
Financiën.	1,350,000		1,350,000
Spoorwegen, Posterijen en Telegrafien.	832,000		832,000
Justitie	148,800	7,200	156,000
Totalen. . . . fr.	110,898,700	1,341,300	112,240,000

De vermeerdering van 22,240.000 frank komt daar uit voort, dat de sterkte van het bezettingsleger, in 1922 grooter is dan die welke men tot grondslag had genomen voor de berekening der begrooting voor 1921.

*
* *

De Commissie heeft den heer Minister gehoord over de door hem genomen en nog te nemen maatregelen om de veiligheid onzer troepen in het bezette gebied te verzekeren. De Commissie heeft hare volledige overeenstemming met den Minister hierover betuigd

Het bezettingsleger, dat de Belgische Natie in Rijnland vertegenwoordigt, mag er op rekenen dat het Parlement in alle omstandigheden al de maatregelen zal nemen om het te doen eerbiedigen.

Anderzijds, zijn wij er zeker van dat het bezettingsleger door zijne houding, door zijne kieschheid ons ras zal doen achten, dat geene gedachte van overweldiging koestert, maar dat in alle omstandigheden de rechtvaardigheid, de zaak van het recht wil verdedigen en het ons verschuldigd zijnde herstel verzekeren.

HOOFDSTUK I.

ARTIKELN 1 TOT 9.

Hoofdbestuur.

Dit hoofdstuk is voor 1922 in vermindering met 822,105 frank.

Deze vermindering komt voor een bedrag van 450,000 frank hieruit voort : dat de uitgaven voor het leveren van werken aan de onderwijsinrichtingen die geen eigen begroting hebben en voor het aanschaffen van werken en klasbenodigdheden voor de leerlingen der pupillenscholen en van de scholen voor onderofficieren bij artikel 10 werden gehecht. En bij artikel 10 ziet men dat deze uitgave van 450,000 frank voor 1922 tot 121,405 frank is verminderd.

De vermindering van 822,105 frank komt nog voort uit de inkrimping der bedrijfskosten van den militairen informatiedienst (217,000 fr.) en ook van de prijsdaling voor de grondstoffen in het Militaire Landkaarteninstituut (475,000 fr.).

Anderzijds, is er vermeerdering wegens de verhooging der jaarwedden van het personeel.

ART. 2. — De Commissie heeft gevraagd hoeveel officieren, onderofficieren en soldaten gehecht zijn aan het Ministerie van Landsverdediging buiten de 496 burgerlijke ambtenaren, beambten en dienstlieden.

Het antwoord luidt :

	Officieren.	Onderofficieren.	Troep.
Kabinet van den Minister	19	16	22
Legerstaf	74	28	44
1 ^e Algemeen bestuur	43	141	151
2 ^e — —	4	9	1
3 ^e — —	7	9	2
4 ^e — —	34	10	77
5 ^e — —	23	1	2
6 ^e — —	15	23	25
7 ^e — —	10	14	18
Algemeen secretariaat	43	74	117
Bestuur van den motortrein	5	5	—
Bestuur van den dienst der paardenverzorging en der remonte	5	2	—
Totalen	280	350	459

Het geheel personeel behorende tot het Ministerie van Landsverdediging bestaat dus uit 496 + 280 + 350 + 459 of 1,565 personen, onverminderd het personeel voor hetwelk een crediet is aangevraagd op de buitengewone begroting.

De Commissie vraagt dat, gezien het groot getal gedetacheerde officieren,

of het niet zou noodig zijn dezelve te laten deelnemen aan de garnizoensconferentiën en -oefeningen.

ART. 4. — Kantoorbehoeften, enz. : fr. 770,000.

De Commissie is van oordeel dat de som van fr. 770,000 veel te hoog is; zij vraagt dat zij verminderd worde; alleen de afslag op het papier moet eene vermindering in 1922 medebrengen; de overige Ministeriën houden er rekening mede.

De Commissie vraagt ook eene bepaalde uiteenzetting van dit bedrag.

ANTWOORD.

Bij het opmaken der begrootingsramingen, voorkomende onder deze littera, werd van de papierdaling geen rekening gehouden. Indien deze littera eene som van fr. 770,000 begrijpt, gelijk aan die welke voor 1921 werd toegekend, dan is dit het gevolg van eene verhooging van uitgaven wegens de levering van de mobilisatiedruksels van het loopende jaar, welke fr. 200,000 zullen bedragen, wanneer, voor 1921, zij slechts fr. 80,000 bereikten.

De som van fr. 770,000 wordt onderverdeeld als volgt :

Benoodigdheden voor de bureelen en de schrijfmachines	fr.	110,000
Papier en omslagen		120,000
Drukken en inbinden		480,000
Kleine uitgaven		60,000
Totaal.	fr.	770.000

ART. 4. — Onderhoud der lokalen, gebeurlijke huur van gebouwen, aankoop en onderhoud van het mobilair, telefoon-abonnementen, enz.

240,000 frank.

De Commissie heeft aan den Minister gevraagd hoeveel de som bedraagt voorzien voor het onderhoud der lokalen gehuurd door het *Hoofdbestuur* en welk het bedrag is van de som voorzien als gebeurlijken huurprijs van gebouwen.

De Minister heeft geantwoord dat het onderhoud der lokalen, door het *Hoofdbestuur* gehuurd, voorzien was in de som van 240,000 frank uitgetrokken onder litt. d van artikel 4 en dat de gebeurlijke huurprijs van gebouwen in deze som voor 5,000 frank was begrepen.

De Commissie heeft, anderzijds, de lijst gevraagd van de gebouwen door het *Hoofdbestuur* in de Brusselsche agglomeratie gehuurd : zij zijn ten getale van 31 voor een jaarlijkschen huurprijs van 262,400 frank. Hier volgt de lijst van deze onroerende goederen :

Onroerende goederen in huur genomen door de diensten van het Hoofdbestuur

Aanwijzing der lokalen.	Jaarlijkse huurprijs.	Duur der huurcontracten.	Aanmerkingen.
Audergemlaan, 15	14,000	9 ans.	Verhuurd door bemiddeling van het Ministerie van Land- bouw en Openbare Werken.
Barricadenplaats, 13, en Noordstraat, 69, 67 en 65.	15,000	9 —	
Boduognatstraat, 15	18,000	9 —	
de Liedekerkestraat, 112	5,000	9 —	
Liefdadigheidstraat, 15	18,000	9 —	
— — — 37	12,000	9 —	
Kasteelheerstraat, 46	18,000	9 —	
Congresstraat, 21	9,000	9 —	
	9,500		
	2 ^e triënnat.		
	10,200		
	3 ^e triënnat.		
Hertogelijkestraat, 25	7,000	9 —	
	7,500		
	2 ^e et 3 ^e triënnat.		
Maria-Theresiastraat, 51	4,500	9 —	Opgeëischt. Gehuurd door den bestuurder van den Luchtvaartdienst. Gehuurd door de Hoofdcommissie van den Wederinverder- ingsdienst.
	(in rechtsgeding).		
Hamerstraat, 58	3,000	9 —	
Stassartstraat, 22	7,200	9 —	
Souvereinstraat, 40	12,000	9 —	
St-Michielslaan, 112	18,000	9 —	
Waversche Steenweg, 354	3,800	9 —	
Omwentelingstraat, 2.	12,000	9 —	
Commediantenstraat, 51	21,000	9 —	
Cortenberglaan, 21	5,000	3 —	
Koophandelstraat, 75.	8,000	9 —	
Koophandelstraat, 3	7,600	1 —	
Troonstraat, 61.	6,000	1 —	
Cellebroedersstaat, 82	3,000	9 —	
Berlaimontstraat, 30	5,000	9 —	
Berlaimontstraat, 10	15,000	9 —	Eigendom der Do- meinen.
Vooruitgangstraat, 106	2,000	9 —	
Galileenlaan, 5	4,000	9 —	
Galileenlaan,	4,000	9 —	
Loxumstraat, 16	4,800	9 —	

Voegt men bij deze onroerende goederen de tien gebouwen welke door bemiddeling van den dienst der militaire gebouwen, in de Brusselsche agglomeratie werden gehuurd, dan komt men tot één en veertig gebouwen gehuurd voor eene som van ongeveer 346,000 frank.

De Commissie is van gevoelen dat dit overdreven is. Indien men bij dit aantal in de agglomeratie gehuurde gebouwen die wilde voegen, welke buiten deze agglomeratie gehuurd zijn, zou men verschrikt zijn vast te stellen hoeveel woninggelegenheden aan de bevolking werden ontnomen en hoeveel verlies de Thesaurie onderging door deze belastingvrije gebouwen.

Helgeen kan gezegd worden voor het Ministerie van Landsverdediging kan voorzeker ook gelden voor andere Ministeriën.

De Commissie is van oordeel dat de diensten, welke deze onroerende goederen betrekken, zouden moeten in aanmerking nemen dat duizenden personen voor hen noch voor hunne kinderen een onderdak kunnen vinden

en dat zij, voor de enkele uren die zij per dag in hunne kantoren doorbrengen, een weinig van hunne gemakzucht zouden kunnen laten vallen, ten einde een zeker aantal gebouwen vrij te maken.

De Commissie hoopt dat de Minister van Landsverdediging dit voorbeeld door zijn bestuur zal willen doen geven.

ART. 5. — Bibliotheek van het Ministerie van Landsverdediging.

VRAGEN :

AANGEVRAAGD CREDIET : 400,000 FRANK.

1° De Commissie zou de onderverdeeling willen kennen van de som van 400,000 frank ;

2° De Commissie zou het nut willen kennen van het *Journal militaire officiel*, hoeveel het kost en welke zijne oplage is.

ANTWOORD OP 1°.

Abonnementen op de tijdschriften fr.	65,000
Bibliotheek van het Ministerie van Landsverdediging .	25,000
— der officieren	80,000
— der troepen.	45,000
Inbinding	40,000
Drukken van reglementen	110,000
— van het <i>Journal militaire officiel</i>	30,000
Aankoopen voor het Hoofdbestuur. Kleine en onvoorziene uitgaven	5,000
	400,000

ANTWOORD OP 2°.

Nut van het Journal Militaire Officiel.

Het *Journal militaire officiel* is een maandblad van bestuurlijken aard, in 1832 gesticht onder den titel van *Recueil Administratif*, en dat op 1 Januari 1835 zijne huidige benaming aannam.

Daarin worden vereenigd : de wetten, de Koninklijke en ministerieele besluiten alsmede de ministerieele omzendbrieven betreffende de inrichting en het bestuur van het leger. De opzoekingen worden vergemakkelijkt door eene chronologische en alphabetische tabel aan het slot van elke aflevering.

Het doel van het *Journal Militaire Officiel* werd vastgesteld door een omzendbrief van 7 Januari 1835, uitgaande van den toenmaligen Minister van Oorlog, baron Evain.

« Het *Recueil administratif* waarvan ik de uitgave heb toegelaten, heeft » in groote mate bijgedragen tot het regelmatig opmaken der comptabiliteit » van het leger, vermits aldus de van kracht zijnde reglementsbepalingen » ter kennis van de Beheerraden en van de officieren worden gebracht. » Ik heb besloten dat het *Recueil administratif* ophouden zou te verschij-

» nen te rekenen van 1 Januari 1835 en dat vanaf dezen datum de verzameling zou vervangen worden door een *Journal Militaire Officiel*, uitgegeven door de zorgen van mijn Departement. Dit blad zal door Ons verschijnen elke maand, of dikwijlder volgens het aantal bekend te maken stukken. »

Deze uitgave levert een ontegensprekelijk nut op voor den goeden gang van het militaire bestuur.

KOSTEN van het *Journal Militaire Officiel*.

Het *Journal Militaire Officiel* kostte voor het jaar 1921 ongeveer dertig duizend frank. Deze prijs zal voor de volgende jaren op twintig tot vijf en twintig duizend frank komen te staan.

OPLAGE van het *Journal Militaire Officiel*.

Van 3,500 exemplaren na den wapenstilstand, is het thans gevallen op 775 exemplaren.

Uit het antwoord van den Minister blijkt dat het *Journal Militaire Officiel* nog slechts 20 tot 25,000 frank zal kosten.

De Commissie stelt dus voor, den post met 5,000 frank te verminderen en hem te brengen op 25,000 frank.

Het crediet op artikel 5 uitgetrokken zal dus nog slechts 395,000 frank bedragen.

ART. 6 en 7. — Bestuur der militaire inlichtingen,
personeel, en bedrijfskosten.

AANGEVRAAGDE CREDIETEN	{	Art. 6 . . .	100,000 frank.
		Art. 7 . . .	177,500 »

De Commissie is van gevoelen, dat de omvangrijkheid van deze diensten, in vreedstijd, diende verminderd te worden.

ANTWOORD.

ART. 6.

A. Photographische dienst van het leger.

1^o *Het personeel* volstaat voor de huidige behoeften van de inrichting.

Men voorziet dat er voortaan minder vraag zal zijn naar photo's van stukken betreffende den veldtocht 1914-1918; daarom werden dus bevelen gegeven, geen enkelen beambte, die om eene of andere reden den photographischen Dienst verlaat, nog te vervangen, of nieuwe beambten aan te nemen.

2^o *Uitgaven en ontvangsten.* — De photographische dienst koste in 1921 aan de Schatkist fr. 90,494.50. Deze som bevat al de exploitatiekosten (huur van gebouwen, verlichting, water, personeel, aankoop van grondstoffen, enz.).

Hij bracht aan den Staat op :

In geld	fr. 75,349.96
In betalingsbevelen	1,307.40
Hetzij . . . fr.	76,657.40
Voor leveringen aan de korpsen en legerdiensten	12,463.63
Totaal der ontvangsten . . . fr.	89,721.01

De werken van militair nut (fr. 12,463.63) zouden, toevertrouwd aan de private nijverheid, het dubbele aan de Schatkist hebben gekost.

In plaats van dus een last te zijn, is de photographische dienst van het leger dus een organisme dat aan de Staatskas geld opbrengt.

B. Kinematographische Dienst van den Staat.

1° Het *personeel* kan in vreedstijd niet verminderd worden. Op voorstel van het hoofd van den Staf, werd besloten tot het gebruik van den film voor de opleiding en de onderrichting van de kaders en den troep.

Wij hadden de gelegenheid gehad ons rekenschap te geven van de manier waarop de film wordt gebruikt voor de opleiding en de onderrichting van de kaders en den troep. Ons kwam het voor dat eene nauwgezette keuze moet worden gedaan tusschen de films bestemd voor den troep eenerzijds en het kader anderzijds.

2° Het blijkt uit een onderzoek dat de levering van de *onderwijs-films* bestemd voor de Wapenscholen, Diensten en Korpsen, door de private nijverheid vervaardigd (Firma's Pathé, Gaumont, enz.) aan den Staat meer zouden kosten dan zooals het thans geschiedt.

Het burgerlijk kader is een onmisbare kern, die aangevuld wordt door militairen van de hulpdiensten.

ART. 7.

Het voorgaande billijkt de credieten gevraagd voor de exploitatie, wat betreft de paragrafen *a* en *b* van artikel 7.

Wat aangaat de uitgave onder paragraaf *c* artikel 7 deze betreft de stipt noodzakelijke som voor het aankopen van dagbladen die moeten geschild worden.

De sommen onder paragraaf *d*, artikel 7, militaire kinema's in 't bezettingsleger, komen ten laste van Duitschland (Verdrag van Versailles, artikel 249, dat voorschrijft dat de totale kosten van onderhoud van alle de geallieerde en geassocieerde legers in het bezette Duitse gebied, zijn ten laste van Duitschland vanaf de onderteekening van den wapenstilstand op 11 November 1918).

Het is de eenige ontspanning die België bij toepassing van het Verdrag aan zijne troepen verschaft.

ART. 8. — Militair Landkaartinstituut.

AANGEVRAAGD CREDIET : 1,347,000 frank.

1° De Commissie wenscht te weten of thans nieuwe kaarten opgemaakt worden ?

2° Welk militair personeel bij het Landkaartinstituut is gedetacheerd?

3° Welk is het ambt van den gepensionneerden officier, met dien dienst belast?

4° De Commissie vraagt waarom de letterzetterij wordt uitgebreid. De privaattijverheid, welke tot nu toe het drukwerk leverde, werkte tegen veel gunstigere prijzen.

ANTWOORD OP 1°.

Nieuwe kaarten worden thans opgemaakt :

1° *Eene nieuwe kaart op 1/40.000.*

De bestaande kaart moet hermaakt worden ter oorzake van de grondige wijzigingen in de topographie van het land, gevolg van den oorlog, en omdat uit de ervaring is gebleken, dat het noodig is daaraan sommige inlichtingen toe te voegen, welke thans daarop niet voorkomen.

2° *Eene nieuwe kaart op 1/20.000.*

Om dezelfde redenen.

Het dient te worden opgemerkt, dat de gekleurde kaart op 1/20.000, welke vóór den oorlog bestond, niet meer kan gedrukt worden, daar de Duitschers de druktoestellen in zulke mate hebben beschadigd, dat zij onbruikbaar geworden zijn.

3° *Eene kaart op 1/100.000 van de grondgebieden Eupen en Malmedy, eene kaart op 1/40.000 en eene kaart op 1/20.000 van die grondgebieden.*

4° *Eene geologische kaart op 1/800.000.*

Buiten deze werken van opmaking van nieuwe kaarten, moet het Landkaartinstituut zorgen voor het verschaffen van kaarten aan het leger, waarvan het getal viermaal grooter is dan vóór den oorlog en waaronder begrepen zij niet alleen de kaarten op 1/100.000, op 1/40.000 en op 1/20.000 van België, doch ook kaarten van gelijke schalen der grensstreken, wat aanleiding geeft tot een aanzienlijk werk van regeling en drukken.

Eindelijk dienen aan het bezettingsleger de bijzondere kaarten te worden geleverd, welke het noodig heeft.

ANTWOORD OP 2°.

Het militair personeel, bij het Landkaartinstituut gedetacheerd, omvat :

49 officieren, waarvan 10 gepensionneerde officieren toegelaten tot het voordeel van het Koninklijk besluit van 16 September 1919; omtrent 80 militairen van lageren rang, allen ongeschikt voor den gewapenden dienst.

De officieren zijn belast met de wetenschappelijke en studiewerken, met de cartographie, met de aardmeetkundige, topographische en herzieningswerken ter plaatse, met het bestuur der bureelen, der werkhuizen en magazijnen.

De militairen van lageren rang zijn belast met betrekkingen in de bureelen, met hulpwerk in de werkhuizen, magazijnen; zij treden op als plantons en dienstlieden.

ANTWOORD OP 3°.

De gepensionneerde officier, met dezen dienst belast, had insgelijks in zijne bevoegdheid den dienst der geologische kaart; op zijn verzoek is hij nu pas ontslagen van zijne betrekking in het Landkaartinstituut op 1 Februari laatst.

ANTWOORD OP 4°.

De letterzetterij werd niet uitgebreid. Het getal werklieden, dat 20 bedroeg in de begrooting voor 1921, is verhoogd tot 40 en 10 halve gasten en leerjongens, daar men rekening houden moest met het feit, dat een dertigtal betrekkingen in 1921 waren toevertrouwd aan militairen geschikt voor den gewapenden dienst, die drukkers van beroep waren, en dat men ze moest vervangen door burgers; de militairen geschikt voor den gewapenden dienst konden inderdaad aan het regiment niet meer onttrokken worden. Onder de ongeschikte militairen van de hulpdiensten zijn er bijna geen drukkers van beroep; over 't algemeen zijn zij ten hoogste geschikt om op te treden als helpers of dienstlieden.

Wat betreft het voordeel dat men zou kunnen bekomen, wanneer men zich tot de privaatnijverheid wendt, dient men de aandacht der Commissie te vestigen op het feit, dat de kostende prijzen der letterzetterij van 's Lands Verdediging — prijzen, tegen welken het drukwerk van allen aard aan het leger geleverd wordt — veel lager zijn dan de prijzen gesteld door de private drukkerijen.

HOOFDSTUK II.

ART. 10.

Jaarwedden van en vergoedingen aan de officieren.

Jaarwedden, soldij en bijgelden der troepen.

De verhooging van dit hoofdstuk bedroeg 59,096,500 frank, doch werd verminderd tot 58,996,500 frank, daar de Regeering beslist heeft, de inrichting van de schooldiensten in bezet Duitschland ten laste te brengen van de Begrooting van Wetenschappen en Kunsten.

De verhooging van dit hoofdstuk is het gevolg van :

1° Een grootere getalsterkte van officieren (zie de wetten van 11 November 1913, 25 Mei 1914, de besluit-wetten van 11 April en 30 Juli 1917, de wetten van 15 November 1919 en 19 Maart 1920), een hoogere woonstvergoeding (gebracht van 100 tot op 175 frank voor de gehuwde officieren en van 50 tot op 100 frank voor de ongehuwden);

2° De hoogere vergoeding voor kleeding en uitrusting (gebracht van 50 tot op 75 frank);

3° Het hooger getal opnieuw dienstnemende militairen van lagere rang;

4° Het feit, dat op dit artikel worden uitgetrokken de jaarwedden van non-activiteit en beschikbaarstelling, die in 1922 waren voorzien bij artikel 30, evenals sommige schoolboeken en schoolbehoeften vroeger ten laste van artikel 5.

ART. 10, LITTERA A.

De Commissie wenscht te weten hoe de diensten van 31 luitenant-generaals, 50 generaals-majoor, 149 kolonels en 123 luitenant-kolonels worden benuttigd.

ANTWOORD.

1^o Benutting der 31 luitenant-generaals en der 30 generaals-majoor.

	Luitenant- Generaals	Generaals- Majoor
Bevelhebber van het bezettingsleger	1	—
Generaals-inspecteur	5	—
Algemeene stafoverste van het leger	—	1
Bevelhebbers der legerdivisies	6	—
Bevelhebbers der infanterie-divisies	8	4
Bevelhebber der cavalerie-divisie	1	—
Bevelhebbers der stellingen Antwerpen en Luik	2	—
Bevelhebber der zware artillerie-divisie	1	—
Bevelhebbers der infanterie van de infanterie divisies	—	6
Bevelhebbers der artillerie der legerdivisies.	—	6
Bevelhebbers der cavalerie-brigaden	—	3
Bevelhebber der provincie Antwerpen	—	1
Inspecteur der Pupillenscholen	—	1
Wapenscholen voor artillerie en infanterie.	—	2
Bevelhebber der Genie van de stelling Antwerpen	—	1
Algemeen Bestuur van het 5 ^e Algemeen Bestuur.	—	1
Militaire attaché te Parijs	1	—
Militaire attaché te Rome.	—	1
Voorzitter van het Studiën-comité der basis	1	—
Hooge Commissaris des Konings te Eupen-Malmedy	1	—
Intergeallieerde Controle-commissie	1	—
Generaals buiten kader	2	—
Luitenant-generaal geneesheer	1	—
Generaals-majoor, geneesheeren	—	2
Generaal-majoor intendant	—	1
	31	30

2^o Benutting der 149 kolonels en 123 luitenant-kolonels.

	Kolonels	Luitenant- Kolonels
Waarnemend bevelhebber der infanterie van de infanterie-divisie	6	—
Onderoversten van den algemeenen staf	2	—
Algemeene bestuurders van het Ministerie van Landsverdediging	4	1
Bevelhebbers der infanterie-regimenten	51	5

	Kolonels.	Luitenants- kolonel.
Adjuncten van de bevelhebbers der infanterieregi- menten	—	24
Bevelhebbers der artillerieregimenten	16	8
Adjuncten van de bevelhebbers der artillerieregi- menten	—	10
Bevelhebbers der cavalerieregimenten	8	4
Adjuncten van de bevelhebbers der cavalerieregi- menten	—	4
Genieregimenten	1	2
Vervoerkorps	4	1
Tankkorps	1	—
Detachement torpedisten en mariniers	—	1
Tuchtkorps	—	1
Spoorwegbataljon	—	1
Groot veldpark	—	1
Stafoversten der legerdivisies.	6	—
Stafonderoversten der legerdivisies	—	—
Stafoversten der infanteriedivisies	—	6
Stafoverste der cavaleriedivisie	—	1
Sectieoversten. Legerstaf	1	3
Stafoverste, stelling Namen	1	—
— — Luik	1	—
— — Antwerpen	1	—
Stafoverste bezettingsleger	1	—
Bestuurders der zelfstandige besturen	2	—
Bevelhebber der artillerie, stelling Namen	1	—
— — — Luik	1	—
— — — Antwerpen	1	—
Adjunct van den bevelhebber der artillerie, stelling Antwerpen	—	1
Bevelhebber der krijgsschool.	1	—
Onderbevelhebber der krijgsschool	1	—
Professoren der krijgsschool	2	—
Bevelhebber der militaire school	1	—
Militair attaché te Londen	1	—
— te 's Gravenhage	—	1
Intergeallieerde commissie te Parijs	—	1
Bevelhebber der provincie Limburg	1	—
Bevelhebber kamp van Beverloo	1	—
Depot der oorlogsinvaliden	1	—
Intergeallieerde Controle-commissie	1	1
Cabinet van den Minister	2	2
's Konings militair Huis.	2	2
Adjunct van den inspecteur generaal der infanterie.	1	—
Adjunct van den inspecteur generaal der artillerie	—	1

Cavallerieschool	—	1
Artillerieschool	1	—
Genieschool	—	1
Detachement torpedisten en mariniers-legerstaf (studiën met betrekking tot D. T. M.)	1	—
Staf bezettingsleger. Dienstoverste artillerie	1	—
Centrale commissie voor herinzameling	—	1
Remontedepot van het leger	1	—
Divisionnaire depots der artilleriedivisie.	—	2
Op pensioen wachtend	1	2
Kantonnement Duisburg	—	1
Provinciale commissie voor militaire invaliditeits- pensioenen, Antwerpen	1	—
Technisch studiecentrum der infanterie	—	1
Militaire gebouwen	3	1
Militair institut voor lichaamsopvoeding	—	1
Bevelhebber der genie, stelling Luik	1	—
Bevelhebber der genie, stelling Namen	1	—
Cabinetsoverste van 's Konings Hoogen Commissaris. Intergeallieerde commissie der Rijnlanden	1	—
Geniepark van het leger	1	—
Gedetacheerd bij het 3° algemeen bestuur	—	1
Intendanten der 1° klasse	5	—
Intendanten der 2° klasse	—	2
Geneesheeren principaal der 1° klasse	25	—
Geneesheeren principaal der 2° klasse	—	17
Apothekers principaal der 1° klasse	1	—
Apothekers principaal der 2° klasse	—	3
Paardenartsen principaal der 1° klasse	—	10
	149	123

ART. 10, litt. e. — Administratiedienst.

BUREELKOSTEN : 2,200,000 frank.

De Commissie heeft de omstandige opgave van dit cijfer gevraagd.

De Commissie is van meening dat het cijfer 2,200,000 frank (bureelkosten) te hoog is. Zij vraagt de omstandige opgave van dit cijfer.

ANTWOORD.

*Administratiedienst van het Onderwijs en de Bibliotheek. Administratie-
dienst. Kantoorkosten.*

OMSTANDIGE OPGAVE.

Hooge militaire overheid — — — — —	27,500 —
Bijzonder Stafkader — — — — —	20,900 —
Provincie- en plaatsbevelhebbers — — — — —	41,200 —
Militaire intendantie en gezondheidsdienst — — — — —	31,400 —
Korpsoversten, enz. — — — — —	151,800 —
Bevelhebber van een half bataljon, enz. — — — — —	3,000 —
Bevelhebber van twee bataljons, enz. — — — — —	2,000 —
Officier belast met de administratie van een regiment-staf — — — — —	25,000 —
Bevelhebber van een actief bataljon (groep) — — — — —	30,500 —
— van een reservebataljon (groep) enz. — — — — —	15,000 —
— eene actieve administratie-eenheid — — — — —	352,150 —
— van een groep auto-kanonnen met machinegeweren — — — — —	„
— van eene kadereenheid — — — — —	4,000 —
— van eene instructie-eenheid — — — — —	1,200 —
— van eene reserve-eenheid — — — — —	70,500 —
— van een peloton duivenhokken — — — — —	„
— van eene depot-compagnie, enz. — — — — —	13,800 —
— van een depot-peloton, enz. — — — — —	300 —
— van een depot-eskadron, enz. — — — — —	1,350 —
— van eene depot-batterij zware artillerie — — — — —	450 —
— van eene depot-compagnie verkeertroepen, enz. — — — — —	1,350 —
Beheerder eener compagnie — — — — —	9,600 —
— van een detachement — — — — —	3,500 —
Kwartiermeesters — — — — —	168,900 —
Beheerder van kleeding, dienstoverste — — — — —	6,500 —
Officier van bewapening — — — — —	6,500 —
Officier betaalmceester dienstoverste — — — — —	1,500 —
Officier betaalmceester (min dan 2 bataljons, enz.) — — — — —	16,500 —
Dienstoverste (twee of meer bataljons, enz.) — — — — —	9,500 —
Kwartiermeesters die, in het overgangstijdpk sommige korpsen beheerden — — — — —	„
Scholen : Korpsoversten, enz. — — — — —	11,800 —
Bevelhebber eener groep — — — — —	125 —
— — — — — eenheid — — — — —	16,950 —
Kwartiermeester — — — — —	4,900 —
Officier betaalmceester, dienstoverste — — — — —	4,000 —
Beheerder van kleeding — — — — —	375 —
Eenheden van subsistentie — — — — —	14,400 —
Kwartiermeesters behouden voor onthonden organismen — — — — —	5,500 —
Betaalmceesters behouden voor onthonden organismen — — — — —	1,050 —
Totaal.	1,075,000 —

Op vertoon van facturen :

Overheden die geen vaste vergoedingen hebben ;

De Inspecteurs-Generaal ;

De Wapenscholen (infanterie, cavalerie, artillerie en genie) ;

In de korpsen :

De beheerders der bijgevoegde depots ;

De officieren van kleeding ;

De officieren van bewapening en slaping ;

Eenheden belast met het loopende werk en met de voorbereiding tot de mobielmaking van eenheden die bij de mobielmaking worden opgericht ;

De rekenplichtigen der diensten en eenheden die vereffend worden (Hulptroepen der genie. — Bestuurlijke groep der legertroepen. — Etappentroepen. — Onderrichtingscentrum der artillerie. — Stellingen, enz.

Bezettingsleger :

Dienst der artillerie ;

Dienst der genie ;

Toezicht over de kazerneering ;

Intendantie ;

Aalmoezeniersdienst ;

Militaire veiligheid ;

Auditoriaat ;

Militaire telegrafie ;

Militaire topografie ;

Draadlooze telegrafie ;

Bevelhebber van een onder-sector en van de segmenten ;

Bevelhebber van eene plaats of een cantonnement ;

Wacht van het Algemeen Hoofdkwartier ;

Etappentroepen ;

500,000 —

Totaal over te dragen.

1,575.000 —

Overdracht. . .	1,575,000 —
Documentatiebureelen; Interneringskamp van Rheindahlen; Collidienst; Staf van het detachement Duisburg-Ruhrort; De officieren rekenplichtigen van de Intergeallieerde Commissie der Veldspoorwegen. — Van de Intergeallieerde Commissie der Veld-Waterwegen. — Van de Hooge Intergeallieerde Commissie der Rijnlanden; Maatschappij der Intergeallieerde Commissie der Veldwaterwegen; Maatschappij van Toezicht; Eerste peloton van het Statiepersoneel; Park van het Vervoerkorps van de 4 ^{de} Legerdivisie; Bataljonsbevelhebber (opstel van de dagrapporten).	
Verwarming der bureelen : Gemiddeld getal bureelen : 2,100. Hooeveelheid kolen per kachel en per dag : 12 kilogram. Getal stookdagen (van 10 October tot 30 April) : 200, maakt $200 \times 12 = 2,400$ kilogram kolen per jaar en per kachel; $2,400 \text{ kilogram} \times 2,100 \text{ (getal bureelen)} = 5,040,000 \text{ kilogram};$ De kolen tegen 110 frank per ton = 554,400.00 frank.	555,000 —
Verlichting der bureelen die niet in militaire gebouwen zijn ingericht . .	70,000 —
Algemeen totaal . . .	2,200,000 —

Art. 10, *litt. b.* — Wedden, soldij, vergoedingen en bijgelden der troepen.

AANGEVRAAGD CREDIET : 87,540,700 FRANK.

In de aanmerkingen zegt de Regeering, dat de vermeerdering der uitgaven, onder meer, toe te schrijven is aan de verhooging van het getal ondergeschikte militairen die weder dienst genomen hebben.

De Commissie wenscht nadere verklaring over deze verhooging.

ANTWOORD.

Bij het Koninklijk besluit van 15 Juni 1920, nummer 7516, wordt voorzien, dat de militairen van ondergeschikten rang, beroepsvrijwilligers, in plaats van soldij eene wedde trekken te rekenen van den 1^{er} der maand volgende op die tijdens dewelke zij drie jaren goeden dienst hebben boven den leeftijd van achttien jaar. Op dat oogenblik nemen zij weder dienst.

Op 1 Januari 1922 beliep het getal wederdienstnemende militairen 9,500, terwijl dit getal op 1 Januari 1921 slechts 6,444 bedroeg.

Art. 10, *litt. f.* — Toerusting en materieel van lichamelijke opleiding voor de korpsen, de instellingen voor onderricht en de kampen.

AANGEVRAAGD CREDIET : 1,020,000 FRANK.

De Commissie is van gevoelen, dat de aangevraagde sommen voor toerusting en materieel van lichamelijke opleiding (zie bijlagen, bl. 66) op hetzelfde neerkomen als die van *litt. C.*, artikel 25, waarbij insgelijks wordt vermeld : aankoop, herstel en onderhoud van toestellen voor gymnastiek.

ANTWOORD.

§ II van artikel 10 (bl. 26) staat wel onder den titel : « Uitrusting en materieel tot lichamelijke opleiding voor de korpsen, de onderwijsinrich-

tingen en de kampen », doch de litterae waaronder de uitgaven zijn opgesomd omvatten niet het aankopen van turnwerktuigen en -toestellen; ze omvatten al wat betrekking heeft op foot-ball, zwemmen, schermen, boksen, enz. en ook de « uitrustingen » voor turnoefeningen.

* * *

Wat de turntoestellen en -werktuigen betreft, die zijn, om de volgende redenen, voorzien onder littera C van artikel 25.

Sommige daarvan zijn vaste toestellen, en behooren aldus tot het gebouw; deswege maken ze noodzakelijk deel uit van het kazerneeringsmaterieel, hetwelk ten laste van artikel 25 komt.

Andere turntoestellen bestaan uit vaste en uit losse deelen; andere nog, zooals de werktuigen, zijn heelemaal los.

Om dienaangaande geen onderscheid te moeten maken, wordt al het *turnmaterieel* beschouwd als kazerneeringsmaterieel, en komt bijgevolg ten laste van artikel 25.

Art. 10, litt. i). — Uitgaven betreffende de Pupillenscholen van het leger.

AANGEVRAAGD CREDIET : 2,031,250 frank.

1° De Commissie vraagt hoeveel leerlingen de Pupillenscholen tellen en hoeveel er waren in 1913.

2° Is het aantal tijdelijke arbeiders niet overdreven?

ANTWOORD OP 1°.

Op 1 Januari 1922, telde men 1,463 leerlingen voor de gezamenlijke Pupillen- en Kadettenscholen.

In 1913 waren er in de Pupillenschool te Aalst ongeveer 517 leerlingen, en 120 in de Kadettenschool.

Er dient opgemerkt, dat er in 1913 slechts één Pupillenschool bestond, namelijk te Aalst, welke bestemd was om aan zonen van militairen, van ambtenaren, enz. het noodige onderwijs te verstrekken met het oog op de aanwervingen van de lagere kaders van het leger.

De Kadettenschool, heelemaal op zich zelf staande, nam alleen op : zonen en kleinzonen van officieren, om die voor te bereiden voor de Militaire School.

Thans bestaan er echter, overeenkomstig het dubbel taalstelsel (Koninklijk besluit van 13 Juli 1919) :

2 lagere Pupillenscholen,

2 middelbare Pupillenscholen,

2 scholen van den hooger graad, genaamd « Kadettenscholen », in voortzetting van het lager en middelbaar onderwijs.

Met een menschlievend en democratisch doel is het arbeidsveld dier scholen dus aanzienlijk uitgebreid, waaruit volgt de vermeerdering van het getal leerlingen.

ANTWOORD OP 2^o.

De ramingen der begrootingen steunen op vijf-en-twintig tijdelijke arbeiders; zes arbeiders zullen eerlang afgedankt worden en vervangen door soldaten, die alleen geschikt zijn voor den hulpdienst. De overige negentien verrichten feitelijk het werk van vaste arbeiders; hun bediening is volgens inrichtingsverordening voorzien.

Binnenkort zullen zij dienst nemen als militairen (zonder militaire tegemoetkomingen).

ART. 10 (1). Uitgaven betreffende de Wapenscholen.

AANGEVRAAGD CREDIET : 395,800 frank.

De Commissie vraagt of het onderhoud der gebouwen geen uitgaven van eerste inrichting omvat.

ANTWOORD.

Het onderhoud der militaire gebouwen, gebruikt door de wapenscholen, omvat geen uitgaven van eerste inrichting.

Er dient opgemerkt dat de uitgaven betreffende water en licht ook begrepen zijn in de *onderhoudsuitgaven*. Daarin bestaat het grootste gedeelte der voorziene uitgaven.

HOOFDSTUK III.

(ART. 11 en 12.)

Militaire hospitalen en apotheken.

Vermindering van 7,851,780 frank.

Het verschil komt voort uit :

1^o Het overschrijven der onkosten voor hospitaliseering van oorlogszicken en -gekwetsten op de buitengewone uitgaven (onmogelijk die te vinden op de *buitengewone* begrooting, daar die kosten aangeschreven staan op de artikelen 153 en 155).

2^o De prijsvermindering der artsenijproducten.

3^o De vermindering van de kosten voor onderhoud der gebouwen.

De volgende vraag werd gesteld :

ART. 2, *littera a.* — Onkosten voor hospitaliseering van onderofficieren en soldaten; begrafenis-kosten; huuronderhoud der hospitalen.

AANGEVRAAGD CREDIET : 4,650,000 frank.

1^a De Commissie vraagt dat de post zou verdeeld worden, en wenscht te vernemen hoeveel het huuronderhoud der hospitalen bedraagt;

2^o De Commissie vraagt hoeveel een dag onderhoud kost in een militair hospitaal en in een burgerlijk hospitaal.

ANTWOORD OP 1°.

Littera a van artikel 11 wordt onderverdeeld als volgt :

Voedsel der zieken, vuur, licht, water, bureelkosten, enz. . fr.	4,130,000
Begrafeniskosten voor de militairen, overleden in de M. H. . .	20,000
Huuronderhoud der gebouwen	500,000
	4,650,000

ANTWOORD OP 2°.

Wat betreft de kosten voor voedsel, kleeven, onderhoud van materieel en huurherstellingen, bedraagt de gemiddelde prijs per zieke in onze militaire hospitalen, gedurende het jaar 1921, fr. 9.63 daags; met inbegrip van de wedden en vergoedingen van het geneeskundig en beheerend personeel, bedraagt die prijs fr. 16.81.

Voegt men daarbij de uitgaven van artsenijen, dan komt die prijs op fr. 18.68.

Voor het geheel der bovenstaande uitgaven, bedraagt de prijs van een dag onderhoud in de Sint-Pieters- en Sint-Janshospitalen en in het Burgerlijk hospitaal, te Elsene, onderscheidenlijk fr. 21.13, fr. 22.53 en fr. 21.48, d. i. gemiddeld fr. 21.71 per dag en per zieke.

HOOFDSTUK IV.

(13 ART. TOT 19).

Militaire Academie.

Vermindering : 169,920 frank.

Deze vermindering komt voort uit (art. 14) :

1° De kosten van onderhoud der gebouwen;

2° De kosten voor studiegierief;

3° De bijdrage van den Staat voor de aankopen van het uitzet.

Daarenboven zijn de vergoedingen voor juryleden naar artikel 13 overgebracht.

Het hoofdstuk : « Militaire Academie » omvat de uitgaven voor de Militaire School, de Krijgsschool en het Koninklijk Museum van het Leger.

De Commissie vraagt zich af, waarom dit hoofdstuk niet zou heeten « Militair onderwijs » en waarom het niet alle Legerscholen zou omvatten.

De Commissie heeft de volgende vragen gesteld :

AANGEVRAAGD CREDIET : 1,103,950 frank.

1° De Commissie is van oordeel dat vijf typisten voor de Militaire School wat veel is, en zou de tijdelijke typisten willen doen wegzenden,

2^o Hoeveel leerlingen zijn er op de Militaire School? (leerlingen en officieren die de lessen volgen).

3^o De Commissie vraagt of de 16 kantoorjongens, laboratoriumknechten en plantons niet zouden kunnen gekozen worden in de hulpdiensten?

3^o De Commissie vraagt of de vergoeding van 18,000 frank voor de juryleden wel gewettigd is voor de militaire leden die in de stad wonen?

ANTWOORD OP 1^o.

Aan de Militaire School zijn 2 vaste typisten en 3 tijdelijke vrouwelijke typisten verbonden.

Voor het oogenblik kan er niet aan gedacht worden dat personeel te verminderen, daar het nauw voldoende is om de gegeven lessen en de werken voor 8 promoties af te maken.

De noodzakelijkheid van dat aantal kopisten is ten volle bewezen.

ANTWOORD OP 2^o.

De Militaire School telt thans 248 officieren-leerlingen en 176 leerlingen, d. i. in 't geheel 424.

ANTWOORD OP 3^o.

De 16 kantoorjongens, laboratoriumknechten en plantons zijn vaste burgerlijke bedienden, die practische bekwaamheid moeten bezitten, dewelke zij aanwerven ten gevolge van de lange uitoefening van hun bediening.

Het ware dus zeer moeilijk, om niet te zeggen onmogelijk, onder de soldaten der hulpdiensten mannen te vinden die dergelijke bediening zouden kunnen waarnemen; anderdeels zouden zij te vaak moeten vervangen worden.

ANTWOORD OP 4^o.

De militaire juryleden voor de toelatingsexamens krijgen daarvoor geen vergoeding. De som van 18,000 frank die op de begrooting staat, is uitsluitend bestemd voor de *burgerlijke* juryleden.

ART. 15. — Krijgsschool. — Personeel.

AANGEVRAAGD CREDIET : 162,500 frank.

1^o De Commissie vraagt hoeveel officieren de lessen volgen op de Krijgsschool?

2. Worden de lessen gevolgd door vreemde officieren?

3. Het aantal typisten schijnt overdreven.

ANTWOORD OP 1^o.

84 officieren-leerlingen volgen de lessen op de Krijgsschool.

ANTWOORD OP 2^o.

4 vreemde officieren volgen die lessen :

1 Franschman, 1 Armeniër en 2 Lithauers.

ANTWOORD OP 3^o.

Typisten : In 1921 heeft men om bezuinigingsredenen, bij wijze van proef een typist weggezonden; daaruit is de noodzakelijkheid gebleken, den 4^e typist, voorzien volgens de inrichting der School, in 1922 weer in dienst te nemen.

De typisten hebben een aanzienlijk werk te verrichten. Al de lessen worden in de school getikt, alsook de talrijke stukken betreffende de verschillende toepassingen, studiereizen, toelatingsexamens, examens voor den overgang van een studiejaar naar het andere, uitgangsexamens, enz., zonder te spreken van de stukken aangaande het Bestuur der School.

ART. 18. — Koninklijk Meuseum van het Leger Personeel.

AANGEVRAAGD CREDIET : 94,200 frank.

De Commissie is van oordeel dat het getal van 4 adjunct-conservators overdreven is.

ANTWOORD.

Wanneer het Koninklijk Museum binnen enkele maanden zal ingericht zijn in het Jubelpaleis en toegankelijk voor het publiek, zal de Commissie kunnen vaststellen dat het cijfer van 4 adjunct-conservators op verre na niet overdreven is.

Men denkt over 't algemeen dat het Museum van het Leger alleen bestaat in een tentoonstelling van gedenkenissen uit den laatsten oorlog. Dat is niet het geval.

Het Museum zal een levend werk zijn, met het dubbel doel de Vaderlandsche geschiedenis aan te leeren aan het publiek en de gevoelens van vaderlandsliefde en trouw op te wekken; vervolgens, zal het tot laboratorium dienen voor de inrichtingen van militair onderwijs, voor de geleerden en navorschers.

Het Museum bestaat uit :

1) *Een geschiedkundige afdeling*, omvattende alle militaire herinneringen der land- en zeetroepen sedert de Brabantsche Omwenteling tot op onze dagen, alsmede van de Belgen die in vreemde legers gevochten hebben. (Oostenrijk, Fransche Republiek, 1^{ste} Keizerrijk, Nederlanden en Oost-Indië, Belgische expeditie naar Portugal, Belgische expeditie naar Mexico, Belgische hulp bij den Italiaanschen Onafhankelijkheidsoorlog, Araabsche veldtocht, enz.)

Deze afdeling omvat ook den Grooten Oorlog 1914-1918, voor hetgeen ons leger beteeft.

2^o *Een afdeling voor penningkunde en beeldbeschrijving* is daaraan toegevoegd.

Zonder te spreken van de talrijke medailles, omvat ze een verzameling van ruim 700 schilderijen, teekeningen, etsen, enz.

3^o *Een technische afdeling*, omvattende :

a) Al het materieel (wapens, artillerie, werktuigen, uniformen, enz.) gebruikt in den laatsten oorlog door de Duitschers en hun bondgenooten;

b) Dezelfde voorwerpen, gebruikt in al de legers die aan onze zijde vochten in 1914-18;

c) Een technische artillerieafdeeling.

d) Eene technische afdeeling voor draagbare wapenen.

e) Eene technische afdeeling voor het vliegwezen.

f) Eene technische afdeeling voor de kaartenkunde.

g) Eene technische afdeeling der genie en der versterkingen, alsmede verscheidene andere afdeelingen die thans worden opgericht : lichtbeelden op plattegrond en uit de hoogte; lichtbeelden in verband met de geneeskunde, met den oorlog; paardenkunde; vervoermiddelen; uitrustingen, enz.

IV) Eene bibliotheek voor de krijgsgeschiedenis en de krijgskunde, die thans reeds ongeveer 30.000 boekdeelen telt.

V) Een afdeeling voor het archief in zake krijgsgeschiedenis en krijgskunde, die reeds een tienduizend dossiers en registers bevat, nog voor het meeren-deel niet onderzocht, wegens gebrek aan personeel.

Deze naamlijst alleen toont aan hoe belangrijk dit organisme is, dat thans volop ingericht wordt en slechts beschikt over een hoofdconservator en vier hulpconservatoren. (Laten wij hier terloops aanstippen dat de Musea van het Jubelpark over een wetenschappelijk personeel van dertien leden beschikken, terwijl het hier gaat om eene reeds gansch ingerichte instelling).

Die conservatoren zijn het die het Museum zullen doen leven, door leergangen, wandelvoordrachten, tijdelijke tentoonstellingen in te richten.

Een van de conservatoren fungeert bovendien als *secretaris-econoom* (boekhouding der voorwerpen, kasbeheer, rekeningen van het ondergeschikt personeel, inventarissen, enz.).

Een andere, *die kunstschilder is*, gaat in de musea en de private verzamelingen, schilderijen of kunstwerken copieeren, waarvan het museum het origineel niet kan bekomen.

Een andere nog is *bibliothecaris-archivaris* : het rangschikken en te nutte maken van zoowat 50,000 boekdeelen en van 10,000 dossiers is geen gering werk, men zal het licht begrijpen.

Eindelijk dient aangemerkt dat, zoo het museum aan het land enkele duizenden franks heeft gekost, de door zijne conservatoren gedane stappen verzamelingen hebben opgeleverd die een eerbiedwaardig aantal miljoenen waard zijn.

Met een woord, ik meen te mogen beweren dat de vier hulpconservatoren er volstrekt niet te veel zijn.

*
* *

De Commissie is van oordeel dat de titel van hulpconservator, gegeven aan den kunstschilder, niet gebillijkt is en dat dit ten andere ook kan gezegd worden van den bibliothecaris-archivaris.

HOOFDSTUK V.

(ART. 20 tot 23). — Bewapening, trein en paardentuig van het leger.

Vermeerdering : 222,005 frank.

Deze vermeerdering is te wijten aan (art. 20) (5,045,125) :

- 1° De verhooging der wedden (K. B. van 25 Maart 1921) ;
- 2° De verhooging van het bedrag der loonen ;
- 3° Het ontnemen van militaire toekenningen aan het militair personeel dat bij de inrichtingen in dienst is ;
- 4° De aanvulling van het personeel, dat de uitbreiding moest volgen van het programma van den aanmaak.

Zoo de algeheele vermeerdering van het hoofdstuk niet aanzienlijk is, dan is het omdat :

- 1° Eene inkrimping van 1,997,060 frank verwezenlijkt werd op de bevoorradingen van allen aard en de algemeene kosten van de artillerie-inrichtingen en parken ;
- 2° Eene inkrimping van 1,759,560 frank, dank zij de vermindering van het bezoldigd burgerlijk en militair personeel der inrichtingen van den auto-trein ;
- 3° Eene inkrimping van 1,066,500 frank, dank zij de vermindering van den auto-trein.

De Commissie heeft met genoeg vastgesteld dat alles wat in den auto-trein begrepen was op onderscheiden posten was uitgetrokken geworden en dat de credieten voor 1922 een aanzienlijke vermindering aanwijzen.

De volgende vragen werden gesteld :

ART. 20. — Bewapening, trein en paardentuig van het leger.

De Commissie vraagt of in iedere inrichting de boekhouding op nijverheidsvoet is ingericht.

Door wie wordt zij nagezien en gecontroleerd ?

ANTWOORD.

De boekhouding van den kostenden prijs wordt gehouden in de inrichtingen voor artillerie-aanmaak ; zij wordt nagezien door de bestuurders dier inrichtingen en gecontroleerd door den Opziener van den aanmaak.

Thans worden de bestaande onderrichtingen herzien en een reglement om de boekhouding op nijverheidsvoet te regelen wordt op touw gezet.

De Commissie hoopt dat dit reglement ten spoedigste zal kunnen het licht zien.

ART. 21, *litt. d.* — Groot veldpark, 1,570,000 frank.

De Commissie vraagt hoe die post ingedeeld wordt :

Indeeling van litt. d van artikel 21.

1. Levering van voorwerpen en materieel voor de legereenheden en diensten	fr. 1,170,000
2. Kantoorbehoefsten en drukwerk	25,000
3. Verlichting en verwarming van het Groot Veldpark en van de munitiebewaarplaatsen en leveranties	53,000
4. Onderhoud van de als kazerne dienende gebouwen van het Groot Veldpark en van de munitiebewaarplaatsen	80,000
5. Abonnementen op de telefoon en aansluiting per draad van het Groot Veldpark en van de munitiebewaarplaatsen	7,000
6. Tol- en vervoerkosten	60,000
7. Huur van gronden nabij fort 6	1,500
8. Opvordering van gronden in de streek van Brugge	50,000
9. Opvordering van gronden nabij fort 7	1,000
Onvoorziene kosten	120,500
Totaal.	fr. 1,570,000

ART. 22, litt. c. — Herstellingswerkhuis van den motor-trein, 1 miljoen 9,100 frank.

De Commissie vraagt of dit het werkhuis is dat te Jette is gelegen en of dit werkhuis opgericht is op een grond van den Staat.

ANTWOORD.

Het herstellingswerkhuis van den motor-trein is gelegen Ongenastraat, te St-Pieters-Jette.

Het is gebouwd op een terrein dat gehuurd is voor een tijd van negen jaar, met ingang van April 1920.

De Commissie is van oordeel dat het betreurenswaardig is gebouwen op te richten op een gehuurden grond, want vroeg of laat zal de verplaatsing aan de Schatkist duur te staan komen.

HOOFDSTUK VI.

ART. 24 TOT 29.

Militaire gebouwen en technische diensten der Genie.

De Commissie zou in de volgende begrooting willen dat hier twee hoofdstukken voorzien werden in plaats van één.

Eenerzijds, het hoofdstuk der militaire gebouwen, anderzijds, een bijzonder hoofdstuk voor de technische diensten der genie.

De vermeerdering van het huidige hoofdstuk VI bedraagt 5,513,770 frank.

Zij is in hoofdzaak te wijten :

1^o Aan het onderhoud van eene compagnie luchtvaarders en van drie bijkomende escadrilles van vliegeniers ;

2^o Aan de kosten voor aankoop van luchtvaart-materieel.

ART. 24. — Personeel en kantoorkosten : 600,000 frank.

De Commissie stelt vast dat, zoo het aantal tijdelijke agenten van den dienst der militaire gebouwen sedert 1921 heeft afgenomen, het aantal der agenten met vaste aanstelling daarentegen aanzienlijk aangegroeid is, wat wil zeggen dat de tijdelijke agenten eene vaste aanstelling hebben bekomen.

Voor 1921, waren er 280 vaste agenten ; in 1922, zijn er 400.

De Commissie vraagt of deze dienst niet diende heringericht te worden ?

Zou het aantal besturen of commando's niet dienen verminderd te worden ?

Zijn de algemeene kosten niet overdreven voor het gedaan werk ?

De Minister heeft geantwoord :

AANGEVRAAGD CREDIET : 6,000,000 frank.

ANTWOORD.

Bevoegdheden van den dienst der militaire gebouwen en bouwwerken.

Deze dienst, die zich over gansch het Rijk uitbreidt, de kringen van Eupen en van Malmedy er bij begrepen, heeft in zijne bevoegdheden :

1^o Het beheer van het Nationaal militair domein, d. w. z. van al de roerende en onroerende goederen, van welken aard ook, gebouwen, terreinen, beplantingen, materieel, enz., die aan den minister van Landsverdediging zijn toevertrouwd om gebruikt te worden ten behoeve van het leger.

2^o Het beheer der gordels van krijgsdienstbaarheden.

Hij behandelt dus :

a) Al de vraagstukken betreffende het kazerneeren van de troepen en van de diensten voor den troep (met inbegrip van bewaarplaatsen en parken, kampen, onderrichtingsinstellingen, schietbanen, oefenpleinen), d. w. z. : algemeene studies, opmaken der plannen, afbakeningen, inrichtingen, algemeene wijze van gebruikneming van de Militaire gebouwen, watervoorziening, afvoer van vuile wateren, verlichting- en verwaarmingswijze, drijfsteracht, bliksem- en brandwering, meubilering met kazernen-materieel, aankopen, onteigeningen, opvorderingen of huur.

b) Al wat betreft het bouwen en onderhouden (behalve wat den huurder ten laste komt) van de versterkingswerken, van de inrichtingen noodig voor de kazerneering der troepen, de technische instellingen van het Luchtvaartwezen en van de technische instellingen der genie, van de inrichtingen voor artillerie-aanmaak, van de parken en munitie-bewaarplaatsen, van de instellingen van het landkaarten-Instituut, van den Gezondheidsdienst van de Intendantie, van het Bestuur van den motor-trein.

c) Het aankopen en onteigenen van onroerende goederen in het algemeen :

d) Het toezicht op en de vereffening van alle ondernemingen.

- e) Het geldelijk beheer van gansch den dienst.
- f) De politie van het Militair Domein en te toepassing der wet op de krijgsdienstbaarheden.

INRICHTING. — Zij is volgenderwijze opgevat, zooals zij het trouwens reeds vroeger was :

In princip, één « Bestuur » voor Militaire Gebouwen en Bouwwerken, per omschrijving.

Een of meer commando's voor Militaire Gebouwen en Bouwwerken per provincie, volgens het belang der garnizoenen.

De bestuurders en de bevelhebbers zijn, in princip, officieren.

Zij hebben onder hunne bevelen, zoowel ten zetel van hun commando als in de gedetacheerde plaatsen, een burgerlijk personeel bestaande uit :

- a) Technische toegevoegden (overeenkomend met de conducteurs van bruggen en wegen),
- b) Bestuurstoegevoegden (overeenkomend met de bureelhoofden en klerken van bruggen en wegen),
- c) teekenaars,
- d) opzichters.

Behalve deze bestendige agenten, zijn er tijdelijke agenten waarvan het aantal zeer afwisselend is volgens de tijdelijke behoeften van de ondernemingen en werken.

GETALSTERKTE VAN HET PERSONEEL. — In 1915, bevatte het personeel :
60 officieren.

Burgerlijk personeel :

- 85 technische toegevoegden,
- 70 bestuurstoegevoegden,
- 24 teekenaars,
- 94 opzichters.

Het gebrek aan officieren der genie laat niet meer toe 60 officieren in beslag te nemen; thans zijn er slechts een *derdigtal*, met inbegrip van de rustende officieren die aanvaard hebben hun bijzonder ambt verder waar te nemen.

Wat het burgerlijk personeel betreft, de hierboven aangehaalde cijfers volston- den reeds niet in 1913 ; een bewijs :

Talrijke tijdelijke beambten eindigden hunne loopbaan als tijdelijke beambte, zonder eene vaste aanstelling te kunnen bekomen (er waren tijdelijken die zich reeds sedert bijna twintig jaar in dien toestand bevonden).

Het is niet te betwijfelen dat, indien in een bestuur, tijdelijke beambten in feite « bestendige tijdelijken » worden, de organieke kaders van dit bestuur niet voorzien zijn van het noodige personeel;

Doch nieuwe oorzaken kwamen den vroegeren toestand nog verergeren :

- a) Vermeerdering van de onder de wapens zijnde troepensterkte *tengevolge van den algemeenen dienstplicht* : 75,000 in plaats van 45,000 man;
- b) Verschil tusschen het aantal officieren in de bijzondere diensten der Genie (60) en het aantal dat het gebrek aan officieren thans slechts toelaat te behouden in

den Dienst der Militaire gebouwen en Bouwwerken (30, met in begrip van de rustende officieren);

c) inrichting van een electriciteitsdienst om in de kazernen een moderne verlichting te verzekeren en te onderhouden;

d) overname der kazernen in de aangehechte kringen, waaronder het zeer aanzienlijke kamp van Elsenborn;

e) overname van vroegere Deutsche verdedigingswerken;

f) uitbreiding der beplantingsdiensten in de drie kampen;

g) overname van de Belgische schietbanen en van de Nationale schietbaan te Brussel, door het Departement van Binnenlandsche Zaken;

h) inrichting van het geldelijk beheer, hetwelk voortaan door de eigenlijke diensten moet worden verzekerd.

Om al deze redenen, werd bij ministerieel besluit van 29 November 1920 het aantal burgerlijke beambten voor de gezamenlijke diensten der Militaire gebouwen en bouwwerken als volgt bepaald :

118 technische toegevoegden ;

120 bestuurstoegevoegden ;

35 teekenaars ;

190 opzichters.

Dit totaal is het onmisbare minimum om het beheer van het toezicht op het Nationaal Militaire Domein te handhaven, zooals zij hierboven werden omschreven.

Ten gevolge van moeilijkheden bij de aanneming, was het niet mogelijk de *kaders in éénmaal* aan te vullen; voor 1922, werden de volgende cijfers bereikt (art. 24, litt. a) :

108 technische toegevoegde ambtenaren ;

108 bestuurlijke — —

35 teekenaars ;

155 toezichters.

De nog te begeven overblijvende bestendige ambten zijn nog tot nader bevel begrepen in de tijdelijke betrekkingen (art. 24, litt. b).

De inrichting van den dienst der militaire gebouwen en bouwwerken is dus eene gewestelijke inrichting welke zich bij de territoriale militaire inrichting aanpast.

Ik zie niet de mogelijkheid om het aantal bevelhebberschappen of besturen te verminderen, omdat de bevoegdheid der dienstoversten zich, van nu af aan, *over te zeer uitgestrekte grondgebieden* verspreidt.

Moet insgelijks aangemerkt worden dat, in 1913, dus vóór den oorlog, ten einde in het tekort der genieofficieren te voorzien, men beslist hadt dat de dienst der kazerneering van het leger van twee Departementen zou afhangen, te weten :

De versterkte plaatsen van den bijzonderen Genie-dienst (thans dienst der Militaire gebouwen en bouwwerken) afhangende van het Ministerie van Oorlog;

de open plaatsen, afhangende van het Beheer der Bruggen en Wegen (Burgerlijke gebouwen van het Departement der Openbare Werken) afhangende van het Ministerie der Openbare Werken.

De proefneming van 1913 leverde geene goede uitslagen op en, na den wapenstilstand, heeft men zich gehaast tot het vroegere stelsel terug te komen met aan het Departement van Landsverdediging het beheer terug te geven van geheel de kazerneering, zoowel in de open steden als in de versterkte plaatsen.

De oorlog had overigens bewezen dat de Dienst der Bouwwerken eene uitmuntende school was voor de Genie-officieren.

*
* *
*

De Commissie is van gevoelen dat « de algemeene kosten voor het geleverde werk overdreven toeschijnen ».

Dit is, inderdaad, de indruk dien men krijgt uit de lezing van de vermeldingen voorkomende op bl. 10 van het ontwerp, art. 24 (6 millioen), art. 25 (11.5 millioen).

Doch men moet rekening houden met de volgende beschouwingen :

I) Uit de lezing van de dienstverstrekingen zooals die hooger werden onderscheiden vloeit voort dat het bestendig personeel niet enkel gebruikt wordt om de werken voor te bereiden, na te gaan en te vereffenen, maar dat het, daarenboven, een belangrijke opdracht heeft van beheer en bestuur, welke opdracht zou blijven bestaan als er geen enkel werk « uit te voeren » was.

Men kan dus het gezamenlijk bedrag onder *littera a* van art. 24 niet inroepen voor de raming *der algemeene kosten betreffende de werken*.

II) Het bestendig personeel en de tijdelijke bedienden worden niet alleen gebruikt voor de werken op de gewone begroting (art. 25) vermeld, die, inderdaad, slechts de installaties betreffen ten dienste van de eigenlijk gezegde troepen, maar nog op werken voorkomende op de *gewone begroting* die de overige militaire inrichtingen aanbelangen en waarvan de uitgaven verspreid zijn in de gewone begroting onder de verschillende artikelen deze inrichtingen betreffende, namelijk :

Art. 9, *litt. d* (Landkaarten-instituut) 75,000.

Art. 10. (Popillenschoolen en Wapenscholen), *litt. i*, een gedeelte; *litt. j.*, een gedeelte.

Art. 11. *litt. d*. (Hospitalen en apotheken) 650,000.

Art. 14, *litt. b* (Militaire school) 100,000.

Art. 21. (Artillerie-inrichting) een gedeelte van elk der *litteras*.

Art. 23. (Inrichtingen van den motortrein) een gedeelte van elk der *litteras*.

Art. 27. (Technische diensten der Genie) een gedeelte.

Art. 29. (Militaire luchtvaartwezen) een gedeelte.

Art. 30, *litt. g*. (Inrichtingen der Intendantie) 282,345.

Art. 52. (Diensten van het beddegoed) een gedeelte.

Art. 34, *litt. b*. (Centraal kleedingmagazijn) een gedeelte.

Art. 53. (Brandstoffen) *litt. a* en *b*, een gedeelte.

Art. 48. Museum van het leger) een gedeelte.

b) *Aan werken voorkomende op de buitengewone begrooting.*

Zie de artikelen 97 tot 128 bedragende 40 miljoen, alsmede de artikelen 133, 134, 139, 142, 144 en 147.

c) *Aan werken voorkomende op de invorderbare uitgaven* (zie art. 71).

III. Bij artikel 24, litt. b, moet worden aangemerkt dat de post « werklieden » 858,000 niet moet behooren tot het totaal der algemeene kosten, maar wel tot het totaal der werken.

Inderdaad, indien deze werklieden niet daar waren om werken *in regie* uit te voeren, zou het noodig zijn deze werken bij onderneming uit te voeren en zij zouden alsdan onder artikel 25 voorkomen.

IV. In ditzelfde artikel 24, moet litt. C (schietbanen) evenmin in aanmerking komen bij de berekening der algemeene kosten de werken betreffende.

Kortom, indien men rekening houdt met de voorafgaande beschouwingen I, II, III, IV, blijkt het klaar, dat de raming der algemeene kosten betreffende de uitvoering der werken niet door de eenvoudige vergelijking van de totalen der artikelen 24 en 25 kan geschieden; *dit* leidt tot een gansch verkeerde uitkomst.

De uitkomsten van een vorig dienstjaar zijn meer afdoende en het is dienaangaande van belang te zeggen dat, voor het dienstjaar 1921, het totaal bodrag der werken, uitgevoerd door den Dienst der Militaire Gebouwen en Bouwwerken, 62,500,000 frank bereikt, — terwijl de uitgaven voor het personeel (zonder vermindering nog van het personeel dat gebezigd wordt niet aan de werken, doch aan het bestuur en aan het beheer van het Nationaal militair domein) 5,500,000 frank hebben bereikt.

De Commissie heeft gevraagd welke lokalen door de tussenkomst van den Dienst der Militaire Gebouwen in de Brusselsche agglomeratie werden gehuurd.

Het antwoord luidde :

**Gebouwen gehuurd door tussenkomst van den Dienst
der Militaire Gebouwen.**

Belliardstraat, 240.	Bureelen van den Bestuurder der Militaire Gebouwen en Bouwwerken in de 4 ^{de} Om-schrijving, en van de Commandanten der Militaire Gebouwen en Bouwwerken van Brussel-Zuid en Brussel-Noord.	5,950 frank 's jaars.	Huurcontract verstrijkend op 1 Febr. 1929.
Geuzenplaats, 11.	Bureelen van den Commandant der Militaire Gebouwen en Bouwwerken van Brabant en van den Bestuurder van den Electrischen dienst der Militaire Gebouwen en Bouwwerken	8,000 frank 's jaars.	Huurcontract verstrijkend op 19 Jan. 1930.
Koningsstraat, 105.	Bureelen van de Plaats en van de Provincie.	8,900 frank 's jaars.	Huurcontract verstrijkend op 31 Dec. 1929.
Antwerpschelaan, 49. (Domeinen.)	Dienst van het Vervoerkorps der 6 ^{de} Legerdivisie.	5,000 frank 's jaars.	Huurcontract verstrijkend op 1 Mei 1929.
Waterloolaan, 30.	Mess en Bibliotheek van het Garnizoen.	38,500 frank 's jaars.	Huurcontract verstrijkend op 1 Dec. 1930.

SCHAARBEEK.

Vooruitgangstraat, 86. (Domeinen.)	Bureelen van den Inspecteur- Generaal van den Gezond- heidsdienst.	1,550 frank 's jaars.	Huurcontract verstrij- kend op 31 Dec. 1928.
---------------------------------------	--	-----------------------	---

SINT-JOOST-TEN-OODE.

Pacificatiestraat, 67.	Bureelen van den Staf van de 6 ^{de} Infanterie-divisie en van het Opleidingscentrum van de 6 ^{de} Infanterie-divisie.	2,400 frank 's jaars.	Huurcontract verstrij- kend op 31 Dec. 1928.
------------------------	--	-----------------------	---

ETTERBEEK

Lodewijk Hapstraat, 223.	Bureelen van den Staf van de 6 ^{de} Legerdivisie, van den Staf van de 12 ^{de} Infanterie- divisie, en van het Op- leidingscentrum van de 12 ^{de} Infanterie-divisie.	8,000 frank 's jaars.	Huurcontract verstrij- kend op 1 Mei 1929.
--------------------------	--	-----------------------	---

ELSENE.

Zonder Zorgstraat, 42.	Bureelen van den Inspecteur Generaal der Intendantie- diensten.	4,500 frank 's jaars.	Huurcontract verstrij- kend op 15 Juni 1929.
Victor Greysonstraat, 3.	Huisvesting van een technisch adjunct bij den Dienst der Militaire Gebouwen en Bouwwerken.	1,540 frank 's jaars.	Huurcontract verstrij- kend op 1 Febr. 1927.

(Zie aanmerkingen op bl. 8.)

Heeft de Regeering een programma in zake het oprichten van militaire gebouwen?

ANTWOORD.

Toen in 1921 het ontwerp tot herinrichting van het leger op grond van negen actieve L. D. in beginsel werd aangenomen, werd een programma vastgesteld voor definitieve garnizoenen en voor de daartoe noodige kazernen. Men trachtte daarbij zooveel mogelijk de bestaande gebouwen te benuttigen.

Steunend op dit programma werd het overeenstemmend begrootingsontwerp voor 1922 opgemaakt; men bracht op deze ramingen enkel de credieten die beantwoorden aan eene dringende noodwendigheid.

Dit programma omvatte hoofdzakelijk de volgende punten :

- a) *Brugge* : Voltooing van de verandering aan de kazerne der bereden troepen.
- b) *Gent* : Voltooing van de kazerne voor het vervoerkorps.
- c) *Gent* : Bouw van inrichtingen en van eene kazerne voor den staf, de basis en een bataljon van het korps der stormwagens.
- d) *Antwerpen* : Oprichting van definitieve inrichtingen voor het korps van het automobiëlvervoer.
- e) *Burght* : Voltooing van de kazerne.
- f) *Luik* : Bouw van inrichtingen voor het vervoerkorps en voor de bereden troepen.
- g) *Luik* : Bouw van eene kazerne voor een bataljon infanterie.

- h) *Eupen* : Inrichting van eene bestendige kazerne voor een bataljon infanterie.
- i) *Malmédy* : Bouw van eene bestendige kazerne voor een bataljon infanterie.
- j) *Spa* : Bouw van eene kazerne voor de cavalerie.
- k) *Sint-Truiden* : Vergrooting van de cavaleriekazerne.
- l) *Aarlen* : Vergrooting om een bijkomend bataljon infanterie onder te brengen.
- m) *Vilvoorde* : Voltooing van de vergrooting der kazerne van de sein-troepen.
- n) *Tervueren* : Bouw van eene kazerne voor een genie-regiment ter ver-vanging van de barakken-kazerne.
- o) *Etterbeek* : Bouw van inrichtingen voor het korps van het automobiel-vervoer en verplaatsing van eene spoorlijn.
- p) *Leuven* : Bouw van eene kazerne voor een bataljon wielrijders.
- q) *Namen* : Bouw van inrichtingen voor het korps van het automobiel-vervoer.
- r) *Idem* : Bouw van eene kazerne voor twee genieregimenten.
- s) *Bergen* : Voltooing van de inrichtingen voor het korps van het auto-mobiel-vervoer.
- t) *Antwerpen (Hoogboom)* : Definitieve inrichtingen voor de spoorweg-troepen.
- u) Definitieve inrichtingen voor de troepen van de landverdediging tegen luchtobjectieven (D. T. O. A.)

* * *

De grondige studie van de verschillende punten van dit programma, gedaan naar gelang de desbetreffende basissen beter konden bepaald worden, heeft toegelaten :

1^o Voor goed af te zien van de posten onder littera : *g, b, p, q, r* (voor een der twee regimenten);

2^o Te wachten, met de hoop er gansch te kunnen van af zien, met de posten *b, k, r* (overigens beperkt tot één regiment) en *o* (gedeeltelijk : korps van het automobiel-vervoer).

3^o Op de diensjaren 1923 en volgende over te brengen de posten : *c, d* (gedeeltelijk), *e* (gedeeltelijk), *f* (gedeeltelijk), *i* (gedeeltelijk), *j* (gedeeltelijk), *n* (gedeeltelijk), *t, u*.

4^o Voor 1922 komen dus slechts in aanmerking : *a, d* (gedeeltelijk), *e* (gedeeltelijk), *f* (gedeeltelijk), *h, i* (gedeeltelijk), *j* (gedeeltelijk), *m, n* (gedeeltelijk), *o* (gedeeltelijk : spoorbaan), *s*.

Kazerneering voor de eenheden der stormwagens moet insgelijks in de toekomst worden voorzien, wanneer de desbetreffende aanhangige studiën zullen voltooid zijn.

* * *

Aan een dergelijk programma, uitgewerkt met het oog op de depots en parken, wordt thans een aanvullend onderzoek gewijd; de behoeften van

dezen aard zullen vooral worden beperkt bij het oprichten van loodsen voor rijtuigen en paardentuig, en van magazijnen voor schietvoorraad, gezien de onbetwistbare vermeerdering van den legertrein en van de vereischte hoeveelheid schietvoorraad voor de troepen.

Met zekerheid kan vooralsnog geene juiste bepaling desbetreffende worden gegeven.

* * *

Met deze vraagstukken staan andere vraagstukken in verband betreffende de aanvullende inrichtingen welke men moet te gemoet zien in de kazerneringen ten einde het onderricht onder de meest gunstige omstandigheden te kunnen geven : verlichting, schietbanen op korten afstand, garnizoensschietbanen, loodsen voor de oefeningen, oefeningspleinen, rijbanen, renperken, voltige-banen, vraagstukken welke in eene enkele aanhangige studie zijn vervat.

Men moet insgelijks binnen korten of langeren tijd de oprichting van een nieuw instructie-kamp te gemoet zien.

* * *

In zake de instellingen voor het onderricht, dient, met het oog op komende dienstjaren, het volgende te worden in acht genomen :

1° De oprichting van de Wapenschool voor de infanterie in het kamp van Brasschaet, verdaagd tot later ;

2° De oprichting van een Militair gesticht voor lichamelijke opleiding, dat thans werkt in een vleugel van eene der Etterbeeksche kazernen, en wel in zulke vereischte dat het niet vereenbaar is met het belang en de uitbreiding welke deze inrichting nemen moet.

* * *

Wat de artillerie-inrichtingen betreft, kan ik vooralsnog geen programma aanduiden voor de verplaatsing van deze inrichtingen in de basis, verplaatsing welke men overigens slechts binnen enkele jaren moet te gemoet zien.

* * *

De dienst der Intendantie voorziet niets anders dan wat voor 1922 in het ontwerp van begrooting is ingeschreven.

* * *

Wat den gezondheidsdienst betreft, het programma omvat :

1° Voltooiing van het in 1913 begonnen Hospitaal in het Kamp van Beverloo. Het omvat ook het bouwen van 4 paviljoenen, voorzien in de buitengewone begrooting van dit jaar : 73,000 frank, art. 147.

De noodzakelijkheid van dit werk is onbetwistbaar; het kamp wordt het aanzienlijkste garnizoen des lands, en de barakken zijn alleen een tijdelijke en voorloopige oplossing.

2° Voltooïing van het Militaire Hospitaal, te Salzinnes (Namen). Het nieuw hospitaal, te Salzinnes, werd begonnen in 1913 en de werken zijn gedeeltelijk hervat geworden in 1921; om begrootingsredenen zijn geen werken voorzien voor 1922; niettemin is de geleidelijke voltooiing van dit gebouw noodzakelijk, want de stad Namen eischt dat het huidige hospitaal zoo spoedig mogelijk opgeheven wordt (oud klooster in het midden der stad gelegen, rue de Fer).

3° Begrooting en verandering van het Militaire Hospitaal, te Gent. Dit ontwerp, dat voor den oorlog bestudeerd werd en noodig was wegens de gebrekkige algemeene inrichting van het hospitaal, is onder de huidige omstandigheden gewettigd door meer afdoende uitvoeringsredenen. De overmijdelijke modernisering der diensten dringt zich op, des te meer daar er ook een militaire noodzakelijkheid bestaat om, in het Westen van België, een groot hospitaal te bezitten; en alleen dat van Gent beantwoordt daaraan. Kosten : 1,500,000.

4° Hospitaal te Woluwe, voor Oorlogsinvaliden; het is grootendeels uit hout gemaakt.

In een tamelijk verwijderde toekomst, wanneer de thans samen levende invaliden en ongeneesbare zieken afgezonderd zullen zijn, zal de Staat hen noodzakelijkerwijze moeten opnemen in een Home-Hospitaal, waarvan het Invalidenhotel te Parijs het type is. Het hospitaal te Woluwe zal met teregtijd dergelijke verandering moeten ondergaan. De bestaande gebouwen in duurzame bouwstoffen zijn reeds zoo ingericht, dat later een geleidelijke overgang naar een volledige vaste inrichting mogelijk zal zijn.

5° Het instituut voor Hygiëne en Biologie van het Leger, met bijgebouw, de Oefenschool van den Militairen Gezondheidsdienst, thans in barakken ondergebracht, zullen eensdaags in duurzame bouwstoffen moeten gemaakt worden op dezelfde plaats.

De redenen, waarom die inrichtingen werden tot stand gebracht en welke inzonderheid steunen op het wetenschappelijk en scheikundig karakter van den nieuwen oorlog, zullen in de toekomst steeds dringender worden.

De graad van dringendheid van dat programma is veranderlijk.

Binnen de eerste twee à drie jaar moet in de eerste plaats gedacht worden aan de voltooiing van het hospitaal te Beverloo, vervolgens aan dat van Salzinnes.

Het hospitaal te Gent kan langer wachten.

Voor vier of vijf jaar nog, kan het Gezondheidsinstituut in zijn tegenwoordigen vorm volstaan, en het Invalidenhospitaal zal eerst binnen een tiental jaren wezenlijk noodwendig zijn.

ART. 26, litt. e.

Men vraagt of een typiste bij het Spoorwegbataljon noodig is.

ANTWOORD.

Er is geen burgerlijke typiste meer bij het Spoorwegbataljon.

De burgerlijke typiste bij het Spoorwegbataljon is afgedankt sedert Februari 1922.

Bijgevolg zal het niet aangewend gedeelte van het crediet op het einde van het dienstjaar tenietgedaan worden.

ART. 27, litt. f. — Spoorwegbataljon.

1^o De Commissie zou nadere inlichtingen willen verkrijgen aangaande het cijfer 570,200 frank (Spoorwegbataljons);

2^o Welke zijn de onderhouden strategische lijnen, kaaien en verbindingen?

ANTWOORD OP 1^o.

De ramingen voor de normale uitgaven van het Spoorwegbataljon komen neer op het volgende :

Onkosten voor technische bureelen fr.	14,000
Opleiding van het personeel, werkhuis, onderwijs- materieel en onderhoud van den Polygoon, her- stelling van het materieel	120,000
Opleiding van het personeel (weg en werken), trekdienst, materieel en exploitatie (aankoop van werkhuisgerief, kosten van onderhoud der spoor- wegnetten van het Sp. B. en kosten van exploitatie).	350,000
Onderhoud der technische militaire gebouwen . . .	10,000
— militaire kaaien, militaire verbin- dingen en instijghellingen	76,200
Hetzij : fr.	570,200

Voor den eersten post is een vermindering met 1,000 frank voorzien op de uitgave gedaan in 1921.

Voor den tweeden post, heeft men gedacht :

1^o dat het op peil houden van het onderwijsmaterieel een uitgave van 5 t. h. der waarde daarvan vergde, d. i. 16,000 frank; daar in 1921 geen uitgaven van dien aard voorgekomen zijn, moet het materieel, in 1921, noodzakelijk op de hoogte gebracht worden;

2^o dat voor het onderhoud van den polygoon der 1^o compagnie 500 dwarsliggers noodig zijn voor de lijnen en 500 dwarsliggers voor de herstellingen en het onderhoud der afsluiting, d. i. uitgave van 9,000 fr. Daar in 1921 geen uitgave van dien aard gedaan werd, kunnen de voorziene onderhoudswerken niet langer uitgesteld worden;

3^o dat, voor het opleiden van het werkhuispersoneel, het onderhoud en het herstellen van het rollend materieel, hetwelk geschiedt in de werkhuisen van het 1^{ste} district, het onvermijdelijk was dezelfde som te voorzien als voor het dienstjaar 1921, t. t. z. 95,000 frank.

Voor den derden post, is men van oordeel geweest :

1^o dat voor net op peil houden van de werktuigen een som van 5 t. h. der waarde daarvan noodig was, d. i. 16,000 frank;

2^o dat het onderhoud van het materieel van het normaal- en smalspoornet

van Beverloo, van het normaal spoornet van Brasschaet, van het smalspoornet van het kamp te Elsenborn, een uitgave van 40,000 frank zal vergen;

3° de ondervinding in 1921 heeft bewezen dat de exploitatie van het normaal spoornet van Brasschaet en van de smalspoornetten van Brasschaet, Beverloo en Elsenborn, een som van 290,000 frank zal vergen.

Wat den laatsten post betreft, wordt in het onderhoud der militaire kaaien voorzien door het Beheer van Spoorwegen, op kosten van het Departement van Landsverdediging.

Die militaire kaaien zijn : die van Grupont (Luxemburg), Leopoldsbrug (Statie en Cavaleriestatie), Genek, Asch, Hasselt, Spa, Floreffe, Meirelbeke, Sottegem, Brugge en de kaaien van de lijn Anor, Chimay. Voor dat onderhoud is een som van 4,000 frank voorzien. Anderdeels worden zekere verbindingen en strategische sporen insgelijks op kosten van het Departement van Landsverdediging onderhouden.

ANTWOORD OP 2°.

Het geldt de sporen Anor-Chimay, Oostende-Dudzele; benevens verbindingen van het Grootte Veldpark in de Antwerpsche fortienstreek (6, 7 en 8), Hobokensche vest (militaire bakkerij en molens), Wiirijksche vest en in de streek der Vlaanderen; munitieopslagplaats te Varssenaere (zal binnen kort verdwijnen), te Lophem, Zedelghem, Veldeghem (om binnen kort te verdwijnen), Oostcamp, Houthulst, Jabbeke.

Vanaf dit jaar dienen, daarenboven, eenige onderhoudskosten te worden voorzien voor de instijghelingen. Een globale som van 72,200 frank is voor die verschillende doeleinden voorzien geworden.

ART. 29. — Militaire luchtvaartdienst.

Voorraden van allen aard en algemeene onkosten : 11,000,000 frank.

De Commissie vraagt naar het aantal bestaande smaldeelen :

Er bestaan : 4 luchtbal-smaldeelen, 15 tactische vliegeniers-smaldeelen, 3 schoolsmaldeelen, 3 technische smaldeelen, 1 materieelparksmaldeel.

1° Zijn de ontwerpen, voor 1921, van het plan voor de zesjarige uitbreiding van onzen vliegdiens in 1921 tot stand gebracht?

ANTWOORD OP 1°.

Ja. Het plan voorzag de voltooiing der inrichting in 1920.

*
* * *

2° Is het programma inzake vliegpleinen, voorzien voor 1921, ten uitvoer gebracht?

ANTWOORD OP 2°.

Ja. Het vliegplein van Godsenhoven (bij Thienen) is, in December 1921, in gebruik genomen; dat van Bierset-Awans (Luik), in Januari 1922. Men is thans aan het bouwen van de kazerneeringen en inrichtingen te Nijvel en te

Wevelghem (Kortrijk), — deze laatste in vervanging van de loodsenschool van Asch die zal opgeheven worden. — Deze laatste werken worden uitgevoerd door middel van credieten der begrooting van 1921. Die twee vliegpleinen zullen in gebruik genomen worden begin 1923.

*
* *

3. Is de bommenwerpers-vliegschool ingericht?

ANTWOORD OP 3^o.

Die school wordt thans ingericht op het vliegplein te Bierset-Awans.

*
* *

4. Zijn er in 1921 nieuwe photographische centra voor vliegdiensten ingericht?

ANTWOORD OP 4^o.

Ja, één. Drie andere zijn voorzien voor 1922. Daarenboven heeft men in 1921 vier mobiele veldinrichtingen tot stand gebracht, die gebruikt worden voor kamp- en manœuvreperioden.

*
* *

5. Is de photographische opname der bezette gebieden voltooid?

ANTWOORD OP 5^o.

Ja. Alle photographische zendingen, gevraagd door den commandant van het B. L. zijn vervuld. Verscheidene streken zijn herhaalde malen gephotographieerd.

*
* *

6. Bestaan er watervliegtuigen?

ANTWOORD OP 6^o.

Neen. Een smaldeel is voorzien, maar het inrichten daarvan hangt samen met de verdediging der kust.

HOOFDSTUK VII.

ART. 30 TOT 36.

Voeding der troepen. — Voeder en andere verstrekkingen.

De vermindering op dit hoofdstuk bedraagt 42,761,290 frank.

Deze vermindering volgt uit de prijsvermindering van sommige eetwaren voor de troepen en uit de prijsvermindering van het voeder (16,253,000 fr.), uit de prijsvermindering der grondstoffen en voorwerpen, deel uitmakende van de uitrusting der soldaten (22,065,000 fr.), uit de prijsvermindering der stoffen en brandstoffen (3,760,000 fr.).

De Commissie stelt met genoegen vast dat klachten over het voedsel zeer zeldzaam zijn; ook stelt zij hoog op prijs het initiatief van den Minister van Landsverdediging, namelijk het oprichten eener kookschool.

ART. 30, litt. 4. — Wedden, loonen en vergoedingen van het burgerlijk personeel : 1,745,375 frank.

Waaruit bestaat het burgerlijk personeel (litt. h) 1,745,375 frank?

ANTWOORD.

Het bestaat uit de gemilitariseerde werklieden, aangeworven ingevolge de bepalingen van artikel 77 der militiewet van 1902, voor de molens, bakkerijen, slachterijen, voeder- en eetwarenmagazijnen.

Thans worden dergelijke werklieden niet meer aangeworven; naarmate zij verdwijnen, worden zij door soldaten vervangen.

ART. 35. — Brandstoffen en benzine : 7,740,000 frank.

De Commissie heeft de samenstelling dier som gevraagd evenals den prijs, voorzien voor de benzine en de hoeveelheid daarvan.

Er is geantwoord :

CREDIET VAN 3,500,000 FRANK.

Noodige steenkolen :

33,000 ton tegen 100 frank de ton (gemiddelde prijs). . fr. 3,300,000

Onderhoud en verbetering der gebouwen en exploitatiedienst van de parken en magazijnen voor brandstof. . . 200,000

Totaal. fr. 3,500,000

CREDIET VAN 4,240,000 FRANK.

Prijs van de benzine en hoeveelheid :

Noodige benzine en vetstoffen :

2,646,250 liter autobenzine tegen 0.97 frank . . . fr.	2,566,862.50
400,000 liter vliegtuigbenzine tegen 1.35 frank . . .	460,000 »
210,000 liter petroleum tegen 0.44 frank . . .	92,400 »
200,000 liter vloeiende olie tegen 1.20 frank . . .	240,000 »
Allerhande (glycerine, vetten)	120,000 »
Huur van tanks, ketelwagens en vervoerkosten . . .	500,000 »
Loon en vergoedingen van het personeel (exploitatiekosten en arbeidsloon)	40,000 »
Onvoorziene uitgaven	220.737.50
Totaal. . . fr.	4,240,000 »

HOOFDSTUK VIII.

ART. 37 tot 39.

Vervoer-, reis- en verhuiskosten.

Er is eene vermindering van 4,631,000 frank voortkomende van de min talrijk voormende garnizoenveranderingen en troepenbewegingen in België en ten gevolge van het oprichten van een bestendig bezettingsleger.

ART. 38, litt. a. — Reiskosten van de officieren en gelijkgestelden, alsmede van de burgerlijke ambtenaren en beambten afhangende van het Ministerie van Landsverdediging; verhuiskosten, 1,500,000 frank.

De Commissie vraagt hoe die som ingedeeld wordt.

Het antwoord luidde :

Het is niet mogelijk te zeggen hoe die som moet ingedeeld worden. Zij werd noodig geacht om in 1922 de vereffening te verzekeren van de reiskosten van de officieren en gelijkgestelden, alsmede van de burgerlijke ambtenaren en beambten afhangende van het Ministerie van Landsverdediging en van de verhuiskosten.

Het Bestuur van Landsverdediging raamde die som van 1,500,000 frank op grond van de ontoereikendheid der credieten welke met hetzelfde doel te zijner beschikking werden gesteld voor 1920 en 1921, d. i. 950,000 fr per dienstjaar, en de tijdelijk gedane uitgaven.

Inderdaad, in 1921 werd een aanvullend crediet van ongeveer 402,000 fr. gevraagd om bedoelde vergoedingen te vereffenen, hetgeen de uitgaven voor 1920, tot ongeveer 1,352,000 frank samen opvoert.

In 1921, beliepen de uitgaven voor hetzelfde doel op 31 Juli reeds 863,000 frank ongeveer.

Een aanvullend crediet van 591,500 frank werd in 1922 aangevraagd om de in 1921 betaalbare uitgaven te bestrijden, hetgeen de totale uitgave voor dit dienstjaar tot ongeveer 1,455,000 frank opvoert.

ART. 38, littera b. — Representatiekosten en bijzondere zending van officieren, 600,000 frank.

De Commissie vraagt of deze post de krijgsattaché's betreft.

Antwoord :

Ja, ten bedrage van 540,000 frank ongeveer.

Het overige, zegge 60,000 frank, vertegenwoordigt het bedrag der vergoedingen betaald aan officieren-voortdrachtgevers en redenaars, met inbegrip van een som van 30,000 frank (onvoorziene kosten) voor receptionkosten in het land.

ART. 39. — Veldspoorwegen-sectie.

Wedden, gezinsvergoeding, huishuurvergoeding, verblijfsvergoeding, 2,700,525 frank.

De Commissie heeft de volgende vragen gesteld :

1^o De Commissie vraagt welke betrekking deze sectie heeft met het Spoorwegbataillon.

2^o Zij vraagt hoe het cijfer 2.700,000 frank wordt ingedeeld.

ANTWOORD OP 1^o.

Daags na den wapenstilstand, heeft de veldspoorwegen-sectie, die tijdens den oorlog fungeerde en op 1 Mei 1918 gemilitariseerd werd, het beheer waargenomen van het spoorwegnet in het Noorden van België (Adinkerke-Brussel-Aken). Dit beheer duurde tot Januari 1919.

Welnu, dit net strekte zich uit tot in den 4^m bezettingsgordel, waaruit volgt dat een groot aantal agenten van dien dienst in bezet Deutschland gedetacheerd werden.

Nadat het Bestuur der Staatsspoorwegen gansch het beheer van zijn net terug in handen had genomen, en daar de rol van de vroegere veldspoorwegensectie bij het bezettingsleger nog niet ten einde was, werd een nieuw organisme in het leven geroepen, alleen bestaande uit beambten van voormeld bestuur onder den naam van Veldspoorwegennet-Rijland.

Deze nieuwe sectie werd geplaatst onder de controle van de Belgische Zending bij de intergeallieerde Commissie voor veldspoorwegen te Wiesbaden.

Het Vervoerkantoor van het Departement van Landsverdediging komt slechts tusschenbeide voor het beheer en de kwesties betreffende wedden, vergoedingen, enz.; van de agenten dier sectie.

ANTWOORD OP 2^o.

INDEELING VAN HET CIJFER VAN 2,700,525 FRANK.

1 rekenplichtige	15,057.50 fr.	
1 ingenieur	20,995.00 —	
1 technisch ingenieur.	23,375.00 —	
1 sectiehoofd (1)		18,660.00 frank.
3 statieoversten	54,565.00 —	
7 hoofdklerken	136,240.00 —	
27 klerken	413,702.00 —	
8 klerken (1)		122,152.50 —
6 orde-klerken.	81,532.50 —	
4 orde-klerken (1).		55,730.00 —
21 hoofd-treinwachters	518,797.50 —	
28 aangestelden en bestellers.	377,740.00 —	
8 — — — — —		106,827.00 —
38 arbeiders-specialisten	507,232.50 —	
27 ondergeschikte arbeiders	332,750.00 —	
1 ondergeschikte arbeider (1)		11,680.00 —
160	2,282,037.00 fr. (1)	315,050.00 frank.
22 (1)	315,050.00 —	
	2,597,087.00 —	
Verscheiden en onvoorziene uitgaven :	103,458.00 —	
TOTAAL	2,700,525.00 frank.	

(1) Aanvullend personeel met het oog op de eventueele bezetting van het Ruhrgebied en de toepassing van tol-sanctiën.

HOOFDSTUK IX.

ART. 40 TOT 41.

Pensioenen en hulpelden. — Toelagen.

De vermindering bedraagt 32,099,000 frank, in plaats van 32,102,000 frank, tengevolge van een amendement van de Regeering, waarbij eene toelage van 3,000 frank voorzien wordt ten behoeve van een dapperen verdiger van het Vaderland, den heer Cogge, opzichter bij den Waterstaat te Veurne in 1914.

ART. 40, litt. b. — Eerste pensioentermijnen en Nationale orden.

AANGEVRAAGD CREDIET : 4,800,000 FRANK.

De Commissie vraagt of dit bedrag niet te hoog is; het vindt zijn plaats elders dan in de begrooting voor Landsverdediging.

De Commissie vraagt aanvullende inlichtingen over de vermindering van 32,175,000 frank. Is deze som niet op eene andere begrooting overgebracht?

ANTWOORD.

De post onder *littera b* van artikel 40 der ontwerpen van begrooting voor Landsverdediging voor het dienstjaar 1922, is niet vatbaar voor vermindering.

Bij het opmaken van het ontwerp, werden de credietaanvragen tot het volstrekke minimum herleid.

Anderzijds kan deze post niet elders plaats vinden dan in de begrooting voor Landsverdediging, aangezien er slechts spraak is van de eerste termijnen van pensioen en Nationale orden, en dat, overeenkomstig de wet op de boekhouding, de achterstallen van den eersten termijn ten laste komen van het vereffend Departement.

Wat betreft de vermindering van de begrooting voor 1922, ten bedrage van 32,175,000 frank, op die voor 1921, dient er aangemerkt dat deze vermindering slechts schijnbaar is, met dien verstande dat 15,750,000 frank uitgetrokken werden op artikel 158 van de buitengewone begrooting onlangs in 1922 opgemaakt om de pensioenen wegens dienstouderdom en nationale orden, voortspruitende uit den oorlog, te vereffenen.

Onderstaande tabel toont duidelijk den toestand aan :

	Begrootingen voor 1921 artikel 82.	Ontwerpen van begrootingen voor 1922	
		artikel 40.	artikel 158.
Voorloopige pensioenen fr.	183,000	110,000	»
Eerste termijnen van pensioen en nationale orden	36,972,000	4,800,000	15,750,000
Vergoedingen aan de militairen be- neden den graad van officier, afgedankt wegens reform	50,000	50,000	»
Levenslang pensioen van Mej. Leman	5,000	»	»
Eerste termijnen van invaliditeitspen- sioenen toegekend aan sommige militai- ren waarvan de aanvankelijke invalidi- teit zich niet voordeed tusschen 1 Au- gustus 1914 en 30 September 1919 (gebeurlijk erbij begrepen de bijzon- dere vergoeding voor hulp van een derde persoon).	»	75,000	»
fr.	37,210,000	5,035,000	15,750,000
		20,785,000	

De vermindering op de gezamenlijke begrooting voor 1922, in vergelijking met die voor 1921, bedraagt in werkelijkheid : 37,210,000 — 20,785,000 = 16,425,000 frank.

HOOFDSTUK X.

ART. 42 TOT 47.

Allerlei en onvoorziene uitgaven.

Er is eene vermeerdering van 123,175 frank in plaats van eene vermindering van 46,825 frank, zooals voorzien werd. Deze vermeerdering is te wijten aan de amendementen door de Regeering bij de artikelen 44 en 45 ingediend.

Eene vermeerdering van 180,000 frank is toe te schrijven aan de vermeerdering van het luchtvaartpersoneel; eene vermeerdering van 2 miljoen 470,625 frank aan het feit dat de dienst voor militaire veiligheid, voorheen opgenomen onder de invorderbare uitgaven, op de gewone begrooting werd gebracht.

Anderzijds, is er eene vermindering van 930,000 frank voor het beheer van het luchtvaartwezen, materieel, enz.; van 944,000 frank wegens de prijsvermindering van het mazout en van de loonen bij het detachement der torpedojagers en zeelieden; van 115,500 frank wegens vermindering van allerlei onvoorziene uitgaven.

ART. 43. — Beheer van het luchtvaartwezen. — Materieel, bevoorrading, premies, inrichtingswerken.

AANGEVRAAGD CREDIET : 8,750,000 frank.

De Commissie verlangt uitleg over de werking der verscheidene diensten (a, b, c, d, e, f, g).

Zijn de uitslagen bevredigend ?

Hoeveel stuurmannen werden in 1921 gevormd ?

ANTWOORD.

Het beheer van het luchtvaartwezen heeft voor bijzondere opdrachten :

a) Zooals in alle landen, luchtlijnen, loodsen, verscheiden gebouwen, afbakeningen, lichttorens, aan te leggen of op te richten en de verschillende diensten noodig voor de luchtvaart op te richten en te onderhouden (draadloze telegraphie, weerkunde, nachtverlichting).

b) Te bestudeeren in hoever de Belgische luchtvaartmaatschappijen dienen aangemoedigd (premies) en het beheer der maatschappijen, die rijkssteun genieten, te controleeren ;

c) Luchttourisme aan te moedigen en de vliegkunst meer algemeen bekend te maken ;

d) Al de noodige proefnemingen te doen om nieuwe vliegtuigen te bouwen, en te dien einde een luchtvaart-laboratorium te bezitten, waar tegelijk theoretische studiën kunnen gedaan worden ;

e) De uitvinders aan te moedigen, hen in staat te stellen proeven te nemen, eventueel de luchtvaart-nijverheid aan te moedigen, de deelneming van het land aan de wedstrijden in de geallieerde landen te bestudeeren.

Deze verschillende opdrachten komen overeen met de paragrafen a, b, c, d, e, van art. 43.

Enkele uitleggingen, in verband hiermede :

Litt. a) Wij bezitten twee uitsluitend burgerlijke vliegterreinen, Oostende en Antwerpen (wordt thans aangelegd) en een gemengd (Evere). Een zeer aanzienlijk deel der uitgaven voor de inrichting van die terreinen en van de diensten voor draadloze telegrafie en weerkunde werden op de vorige begrotingen uitgetrokken. Nog dient de afbakening den lijner voltooid, de nachtverlichting ingericht ; enkele loodsen en gebouwen dienen nog opgericht, en de inrichtingen voor draadloze telegrafie aangevuld. Het crediet van 2,500,000 frank bedraagt minder dan dat voor 1921 (6 miljoen). Aanstaaende jaar zal het minder bedragen dan dit jaar. Men kan den toestand als bevredigend beschouwen. Het is te voorzien dat in 1913 al de uitgaven voor eerste instelling zullen gedaan zijn. Dan zullen nog alleen overblijven : het onderhoud, en de gebeurlijke verbeteringen.

Litt. b) In 1921, werd een stelsel van premies ten behoeve der luchtvaart op touw gezet. De daaruit voortspruitende uitgaven beliepen in 1921, 1,750,000 frank voor drie lijnen : Parijs-Brussel, Parijs-Amsterdam, Parijs-Londen die een groot deel van het vorige jaar op normale wijze gewerkt

hebben. De bekomen uitslagen waren hoogst bevredigend. Evere was de derde luchthaven der wereld geworden; alleen Le Bourget (Frankrijk) en Croydon (Engeland) waren haar voor.

De toelagen werden bij wijze van proef toegekend. Een nieuw stelsel ligt ter studie. De Belgische diensten werden gedeeltelijk afgeschaft.

Het voorziene bedrag van 3 millioen zal dit jaar zeker niet bereikt worden.

Litt. c. — In 1921 werden door de « Aéro-Club de Belgique », als vulgarisatie-middel, prijsskampen ingerich; zij genoten Rijkssteun. Zij hadden veel bijval. Onze luchtvaarders namen deel aan de *Coupe Gordon-Benett* voor gewone luchtballons. Voor 1922 wordt een uitgebreider programma voorzien. Een luchtvaartkaart zal opgemaakt worden.

Ten slotte bezit het bestuur van het Luchtvaartwezen een bijzondere technische bibliotheek.

Litt. d. — Het aërotechnisch laboratorium te St-Ghenesis-Rhode is thans in opbouw. De credieten werden daarvoor goedgekeurd in 1921. De credieten van 1922 betreffen de voltooiing, de uitrusting, de drijfkracht, enz., de werking. Deze instelling zal waarschijnlijk in September-October hare werkzaamheden kunnen aanvangen.

Litt. e. — Talrijke uitvindingen liggen eveneens ter studie, en denkelijk zal men dit jaar de eerste proeven kunnen doen met vliegtuigen van Belgische uitvinding en fabricaat.

Kortom, zoo de luchtvaart op gebied van vervoer en op technisch gebied een groote uitbreiding zal nemen, zooals alles laat voorzien, willen wij ons, onzerzijds, in de mate van het mogelijke uitrusten, en willen wij geleidelijk meedoen aan de groote economische beweging die er het gevolg zal van zijn.

*
* *

Littera f betreft eene proef waarmede reeds werd aangevangen sedert Juli 1921 : de vorming, door de burgerlijke scholen, ten minste tot den graad van « tourist », van vliegtuiglodsen bestemd voor den militairen vliegdiens.

Dat wordt overigens in Frankrijk gedaan; het beoogde doel is : a) de luchtvaart te vulgariseeren in de verschillende gedeelten van het land; b) den militairen vliegdiens te ontlasten van de opleiding der jonge lodsen, wat een vermindering zal meebrengen van het « onderwijs »-personeel en van den « troep »; c) vliegpleinen te doen oprichten die in oorlogstijd kunnen gebruikt worden. 20 lodsen werden gevormd te Gosselies in 1921; 19 zullen eerlang gevormd zijn, en 11 kwamen binnen begin Mei. De tothiertoe bekomen uitslagen zijn bevredigend.

g) Het geldt huurkosten van het lokaal, en kantoorbehoefden voor het raadgevend Comité van den vliegdiens.

*
* *

Men dient er eveneens op te wijzen dat het Bestuur van den Civielen Luchtvaartdiens zich eveneens heeft beziggehouden met de inrichting van het luchtvaartonderwijs.

Thans worden er aan de Universiteit te Brussel lessen van hooger onderwijs in de luchtvaart gegeven, en voor het aanstaande academiejaar zal dit ook gedaan worden te Luik en waarschijnlijk te Leuven.

De Arbeids-Universiteit van Charleroi heeft sedert twee jaar leergangen ingericht van technici (meestergasten) en werklieden voor luchtvaart.

Soortgelijke lessen worden thans ingericht te Brussel, en men is ook in onderhandeling met Antwerpen. Al deze ondernemingen kosten aan den Staat niets; wij leveren een deel van het onderwijzend personeel.

*
* *

De Commissie heeft gevraagd hoeveel luchtvaart-loodsen waren gevormd geworden in de Luchtvaartschool te Assche, sedert de stichting in 1920. Er werd geantwoord : 64 loodsen; op eene andere vraag antwoordde de Minister :

2° a) Het vormen van een loods te Gosselies kost 16,000 frank, wat overeenkomt met 800 frank per uur vliegens.

Het is uiterst moeilijk op een nauwkeurige wijze den prijs per uur vliegens bij de militaire luchtvaart vast te stellen : vele factoren moeten in een burgerlijke onderneming in aanmerking komen, zooals terrein, dagloonen tegen het burgerlijk barema, aflossing, verzekering, gebouwen, enz., en die bij het leger niet gerekend worden. Ik denk dat in werkelijkheid de te Assche gevormde loods aan den Staat meer kost dan die van Gosselies;

b) de door beide scholen gevormde loodsen hebben dezelfde technische waarde.

*
* *

De proefneming welke te Gosselies wordt gedaan en die in Juli aanstaande eindigt, heeft voldoende uitslagen opgeleverd; men beoogt de oprichting van een of twee nieuwe centra (zekerlijk een in de Vlaamsche landstreek). Deze nieuwe centra zouden begin aanstaande jaar kunnen aanvangen te werken.

Ik acht het nuttig u te doen weten dat, binnen kort, de opleiding, in eersten graad (civiele graad), van alle militaire loodsen door burgerlijke scholen zal geschieden.

ART. 44. — Detachement torpedisten en zeesoldaten. — Personeel.

AANGEVRAAGD CREDIET : 172,000 frank.

De Commissie wenscht de samenstelling van het personeel te kennen.

ANTWOORD.

Hierbij 2 tabellen met de samenstelling van het personeel :

1° van het detachement torpedisten en zeesoldaten;

2° van de Rijnflotielje.

SAMENSTELLING VAN HET DETACHEMENT TORPEDISTEN EN ZEESOLDATEN.

(ANTWERPEN EN OMSTREKEN).

Samenstelling van het personeel.

Staf (Antwerpen).

- 1 luitenant-kolonel, bevelhebber;
- 1 majoor, tweede bevelhebber;
- 1 onderluitenant, adjunct van den bevelhebber;
- 1 onderluitenant, technisch officier;
- 1 onderluitenant, leeraar in de wiskunde bij de zeevaartschool van het detachement torpedisten en zeesoldaten;
- 1 luitenant, waarnemend kapitein kwartier-meester;
- 1 luitenant, betaalmeester;
- 1 1^{ste} meester, stafsecretaris;
- 1 1^{ste} meester, waarnemend rekenplichtig officier van het materieel;
- 1 meester der 2^{de} klasse, brievenbesteller;
- 2 tweede meesters, toegevoegde secretaris;
- 2 sergeanten-majoor, secretarissen in het bureel van den kapitein kwartiermeester van het detachement torpedisten en zeesoldaten.

Depot-Compagnie (Burght).

- 1 tweede kapitein, bevelhebber;
- 1 luitenant, pelotonsoverste;
- 1 luitenant, officier voor kazerneering en menage, te Burght;
- 1 adjudant;
- 1 1^{ste} sergeant-majoor;
- 1 sergeant-majoor;
- 1 sergeant-foerier;
- 2 sergeanten;
- 7 kwartiermeesters;
- 2 korporaals;
- 97 matrozen.

1^{ste} kadercompagnie (Fort van Steendorp).

- 1 tweede kapitein bevelhebber;
- 1 luitenant, pelotonsoverste;
- 1 adjudant;
- 1 eerste sergeant-majoor;
- 1 sergeant-majoor;
- 1 sergeant-foerier;
- 1 tweede-meester turnleeraar;
- 2 sergeanten;
- 2 kwartiermeesters;
- 86 matrozen.

2de kadercompagnie (Fort van Steendorp).

1 kapitein-commandant, bevelhebber van de compagnie en het kwartier Steendorp ;
 1 luitenant ;
 1 luitenant, officier voor kazerneering en menage, te Steendorp ;
 1 eerste sergeant-majoor ;
 1 sergeant-majoor ;
 1 sergeant-foerier ;
 4 sergeanten ;
 3 korporaals ;
 103 matrozen.

Flotielje (Antwerpen).

1 majoor, voorloopig bevelhebber der Flotielje ;
 1 scheepsluitenant van 2^e klasse ; bevelhebber der 2^e escadrille ;
 1 luitenant van 's Rijkszeewezen ; bevelhebber der 2^e escadrille ;
 1 luitenant, bestuurlijke bevelhebber der Flottille ;
 3 eerste-meesters, bevelhebbers der torpedobooten.
 2 eerste meesters hoofd-mecaniciens ;
 2 meesters der 2^{de} klasse ;
 15 tweede-meesters ;
 1 adjudant ;
 1 sergeant-majoor ;
 1 sergeant-foerier ;
 1 sergeant ;
 28 kwartiermeesters ;
 200 matrozen.

N. B. — Bovendien zijn 200 militairen van het Detachement in subsistentie bij de Scheepvaartcommissie der Belgische controle (Rijnflotielje).

ART. 45. — Detachement torpedisten en zeelieden. — Bevoorradingen van allen aard en algemeene kosten.

AANGEVRAAGD CREDIET : 1,536,000 frank.

- 1^o De Commissie vraagt welk het getal eenheden in dienst is ?
 Hoeveel eenheden zijn er niet in dienst ?
- 2^o De Commissie vraagt uitleggingen over de Rijnflotielje.
- 3^o Onderverdeeling der som van 750,000 frank. — Artikel 45 litt. d (Rijnflotielje : onderhoud, herstellingen en in bedrijfsneming der booten.

ANTWOORD OP 1^o.

Hierbij gevoegd drie tabellen (bijlage I tot III) gevende :

- 1^o De eenheden in dienst bij de Afdeeling torpedisten en mariniers ;
- 2^o De eenheden in dienst bij de Rijnflotielje ;

3^o De niet in dienst zijnde eenheden bij de afdeeling torpedisten en mariniers.

Er bestaan geen niet in dienst zijnde eenheden bij de Rijnflotielje.

ANTWOORD OP 2^o.

I. De Rijnflotielje is een groep booten met benzine- of met stoommotor ten dienste staande :

- a) Van de Belgische zending bij de Internationale Commissie van Oorlogszeevaart. — I. C. O. Z. (intergeallieerd orgaan voor contrôle), en
- b) Van het bezettingsleger.

II. Zij omvat *thans* (1922) de volgende eenheden :

6 wachtschepen met twee benzine-motoren ;

9 — — — één — —

2 stoom-wachtschepen ;

9 kleine sleepbooten :

1 opgeëischte Deutsche stoomer.

Deze eenheden zijn bewapend met kanonnen van 3c7 of met machinegeweren.

Het personeel en het materieel behooren tot de Afdeeling der torpedisten en mariniers.

III. De taak van de flotielje is :

a) Voor de intergeallieerde Scheepvaartcommissie van Keulen :

1^o Medewerken in hare taak van contrôle der Rijscheepvaart ;

2^o Medewerken aan militaire verrichtingen, hetzij in den Belgischen sector, hetzij in de sectors der geallieerden, in geval van hervatting van de bewakingsstelling.

b) Voor het Belgisch bezettingsleger :

1^o Medewerken aan den bewakingsdienst voor het front der Belgische bezettingstroepen ;

2^o Voorloopig medewerken aan de militaire verrichtingen op den Rijn.

IV. De studie tot herinrichting der Rijnflotielje werd aangevat.

Zij strekt tot vermindering van het getal eenheden die in Duitschland in dienst zijn, en bij gevolg tot eene overeenkomstige vermindering van het personeel.

ANTWOORD OP 3^o.

Hierbij eene tabel (bijlage IV) die de gevraagde onderverdeeling aangeeft.

BIJLAGE I.

DETACHEMENT TORPEDISTEN EN ZEESOLDATEN. — STAF.

Eenheden van het detachement torpedisten en zeesoldaten te Antwerpen.

Eenheden in dienst.

Namen.	Ligging.	Globaal getal.	Aanmerkingen.
Torpedoboot A 1	Kolendok.		
» A 2	Id.		
» A 3	Bonapartedok.		
» A 40	Hangar 9.		
» A 47			
Vedet 1			
» 12			
» 25	Ste-Anneken.		
» B			
<i>La Torpille</i> (stoomvaartuig)			
<i>Wilma</i> (kleine sleepboot)	Hangar 9.		
<i>Ostende</i> (sleepboot)			
Mijnlegger	Bonapartedok.		Dient tot vlottende kazerne. Stoomketels buiten dienst, machines in goeden staat.
Benzineboot <i>Nieuport</i>			
Lichter <i>Elsas</i>	Zijdok III.		Dient tot kolenmagazijn.
Vedet 2	Oostende.		
» 3		17	

BIJLAGE II.

*Tabel der booten in dienst bij de Belgische flotielje op den Rijn,
op 15 April 1922.*

Volg- nummer.	BENAMING.	TYPE.
1	Roi Albert I ^{er} .	Wachtschip met dubbelen motor.
2	Reine Elisabeth.	Id.
3	Prince Léopold.	Id.
4	Prince Charles	Id.
5	Chevalier-Cassaert.	Id.
6	Roi Léopold I ^{er} .	Id.
7	Roi Léopold II.	Wachtschip met één motor.
8	Princesse Marie-José.	Id.
9	Dinant.	Id.
10	Capitaine Maroy.	Id.
11	Gabrielle Petit.	Id.
12	Caporal Tresignies.	Id.
13	Tabora.	Id.
14	Haelen.	Id.
15	Reigersvliet.	Id.
16	Congo.	Stoomwachtschip.
17	Yser.	Id.
18	Belgique.	Sleepboot.
19	Liège.	Id.
20	Brabant.	Id.
21	Hainaut.	Id.
22	Les Deux Flandres.	Id.
23	Anvers.	Id.
24	Limbourg.	Id.
25	Luxembourg.	Id.
26	Namur.	Id.
27	Le Passeur.	Scheepsromp ledig.
28	»	»
29	Undine.	Duitsch stoomvaartuig voor passagiers.

BIJLAGE III.

AFDEELING TORPEDISTEN EN ZEESOLDATEN. — STAF.

Eenheden van het detachement torpedisten en zeesoldaten te Antwerpen.

Eenheden niet in dienst.

Namen.	Ligging.	Gloobaal getal.	Aanmerkingen.
--------	----------	--------------------	---------------

Worden hersteld.

Wachtschip 4	Bonaparte-dok.		
Boot <i>Dixmude</i> , stoommotor . .	Ste-Anneken.		
Torpedoboot A 29	Beneden Burght (linker- oever).		Ter herstelling.
„ A 42	Id.		Id.
„ A 43	Id.		Id.
Ponten n° 55	Zijdok III.	6	Niet voltooid.

Buiten dienst in afwachting dat zij hersteld worden.

<i>Frederick Willem</i> (sleepboot) .	Te Burght.		
Torpedoboot A 5			Te verkoopen; er wordt daarvoor 8,500 frank aan- geboden, met inbegrip van de machines.
„ A 8			
„ 9			
„ 11			
„ 16			
„ 20			
Wachtschip 5			
„ 7			
„ 11	Zijdok III.		
„ 14			
„ 17			
„ 50			
„ 51			
„ 52			
Ben			
<i>Dievenoue</i> (wachtschip) . .			
Wachtschip A			
<i>Koetchen</i> (sleepboot) . . .			
Wachtschip 13	Bonaparte-dok.	20	Overgegeven aan A. T. T. door de toldiensten.

Indeeling van de begrooting der Belgische Rijnflotielje voor 1922.

INDEELING VAN DE BEGROOTING DER

BOOTEN.	Per week. (4 uur voor motorboot). (6 — — stoomboot).						Voorraad voor 1922.			
	Benzine in kilogram.	Motorolie in kilogram.	Kolen in ton.	Machinede in kilogram.	Cylinderoilie in kilogram.	Stuurfvet in kilogram.	Benzine in kilogram.	Motorolie in kilogram.	Kolen in ton.	Machinede in kilog.
Roi Albert I ^{er} V 1	140	2,50	»	»	»	0,5	7,280	520	»	»
Reine Elisabeth V 2	140	2,50	»	»	»	0,5	7,280	520	»	»
Prince Léopold V 3	140	2,50	»	»	»	0,5	7,280	520	»	»
Prince Charles V 4	140	2,50	»	»	»	0,5	7,280	520	»	»
Chevalier Cassart V 5	140	2,50	»	»	»	0,5	7,280	520	»	»
Roi Léopold I ^{er} V 6	140	2,50	»	»	»	0,5	7,280	520	»	»
Roi Léopold II V 7	140	2,50	»	»	»	0,5	7,280	520	»	»
Princesse Marie-José V 8	70	2,50	»	»	»	0,5	3,650	520	»	»
Dinant V 9	70	2,50	»	»	»	0,5	3,650	520	»	»
Capitaine Mauroy V 10	70	2,50	»	»	»	0,5	3,650	520	»	»
Gabrielle Petit V 11	70	2,50	»	»	»	0,5	3,650	520	»	»
Caporal Tresignies V 12	70	2,50	»	»	»	0,5	3,650	520	»	»
Tabora V 13	70	2,50	»	»	»	0,5	3,650	520	»	»
Haelen V 14	70	2,50	»	»	»	0,5	3,650	520	»	»
Reigersvliet V 15	70	2,50	»	»	»	0,5	3,650	520	»	»
Congo VV 1	»	»	1	1	1	0,5	»	»	52	52
Yser VV 2	»	»	1	1	1	0,5	»	»	52	52
Belgique VV 3	»	»	3	1	1	0,5	»	»	156	52
Liège VV 4	»	»	3	1	1	0,5	»	»	156	52
Brabant VV 5	»	»	3	1	1	0,5	»	»	156	52
Hainaut VV 6	»	»	3	1	1	0,5	»	»	156	52
Les Deux Flandres VV 7	»	»	3	1	1	0,5	»	»	156	52
Anvers VV 8	»	»	3	1	1	0,5	»	»	156	52
Limbourg VV 9	»	»	3	1	1	0,5	»	»	156	52
Luxembourg VV 10	»	»	3	1	1	0,5	»	»	156	52
Namur VV 11	»	»	3	1	1	0,5	»	»	156	52
Undine »	»	»	15	5	5	1	»	»	780	260
Herstelling en werken van onderhoud der booten.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Onvoorzien kosten	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Totaal.	1,540	37,5	44	16	16	14	80,160	7,800	2,288	832

(1) De franken werden omgezet tegen fr. 0.30 voor 1 mark. Dit bedrag, eenigszins overtreffen, had ten doel Het overschot van de aangevraagde som zal bij het sluiten van het dienstjaar vervallen.

BELGISCHE RIJNFLOTTILLE VOOR 1922.

BIJLAGE IV.

Waarde aan den koers van Augustus 1921, der voorraden voorzien voor 1922.											Totaal in mark.
Cylindervolie in kilogr.	Staudervet in kilogr.	Schilderwerk en onderhoud.	Takelage.	Uitrusting.	Benzine tegen 7 mark per kilo.	Motorolie tegen 9 mark de 25 kilo.	Kolen 313 mark de ton.	Machineolie tegen 7.75 mark per kilo.	Cylindervolie tegen 7.75 mark per kilo.	Staudervet tegen 14 mark per kilo.	
»	26	mark. 3,500	mark. 1,000	mark. 200	mark. 51,000	mark. 4,800	»	»	»	mark. 364	60,864
»	26	3,500	1,000	200	51,000	4,800	»	»	»	364	60,864
»	26	3,500	1,000	200	51,000	4,800	»	»	»	364	60,864
»	26	3,500	1,000	200	51,000	4,800	»	»	»	364	60,864
»	26	3,500	1,000	200	51,000	4,800	»	»	»	364	60,864
»	26	3,500	1,000	200	51,000	4,800	»	»	»	364	60,864
»	26	3,500	1,000	200	51,000	4,800	»	»	»	364	60,864
»	26	4,000	1,000	200	26,000	4,800	»	»	»	364	36,364
»	26	3,000	1,000	200	26,000	4,800	»	»	»	364	35,364
»	26	3,000	1,000	200	26,000	4,800	»	»	»	364	35,364
»	26	3,000	1,000	200	26,000	4,800	»	»	»	364	35,364
»	26	3,000	1,000	200	26,000	4,800	»	»	»	364	35,364
»	26	3,000	1,000	200	26,000	4,800	»	»	»	364	35,364
»	26	3,000	1,000	200	26,000	4,800	»	»	»	364	35,364
»	26	3,000	1,000	200	26,000	4,800	»	»	»	364	35,364
52	26	3,000	1,000	200	»	»	16,276	403	403	364	21,646
52	26	3,000	1,000	200	»	»	16,276	403	403	364	21,646
52	26	3,500	1,000	200	»	»	48,828	403	403	364	54,698
52	26	3,500	1,000	200	»	»	48,828	403	403	364	54,698
52	26	3,500	1,000	200	»	»	48,822	403	403	364	54,898
52	26	3,500	1,000	200	»	»	48,828	403	403	364	54,698
52	26	3,500	1,000	200	»	»	48,828	403	403	364	54,698
52	26	3,500	1,000	200	»	»	48,828	403	403	364	54,698
52	26	3,500	1,000	200	»	»	48,828	403	403	364	54,698
52	26	3,500	1,000	200	»	»	48,828	403	403	364	54,698
52	26	3,500	1,000	200	»	»	48,828	403	403	364	54,698
260	52	3,500	»	400	»	»	244,140	2,015	2,015	728	252,798
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	501,668
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	500,000
832	728	90,500	26,000	5,600	565,000	72,000	716,114	6,448	6,448	10,192	(1) 2,500,000

de mogelijke risico's uit hoofde van den hoogst verantwoordelijken koers van den mark te vermijden.

VIERDE NUMERIEKE OMSTANDIGE TABEL VAN
OP 15

BOOTEN OF DIENSTEN	Kader.	Personeel aan boord.						Personeel				
	Onderofficieren.	Patroons Q. M.	Delegaten.	Machinisten.	Stokers.	Werktuigkundigen- monteurs.	2 ^o Werktuigkundigen- monteurs.	Smeden.	Roorders.	Koperslagers.	Draaiers.	Schrijnwerkers.
Roi Albert 1 ^{er}	V 1.	1	3			1	2					
Reine Elisabeth	V 2.	1	3			1	2					
Prince Léopold	V 3.	1	3			1	2					
Prince Charles	V 4.	1	3			1	2					
Chevalier Cassart	V 5.	1	3			1	2					
Roi Léopold 1 ^{er}	V 6.	1	3			1	2					
Roi Léopold II	V 7.	1	3			1	1					
Princesse Marie-José	V 8.	1	3			1	1					
X		1	3			1	2					
Dinant	V 9.	1	1			1	1					
Capitaine Maroy	V 10.	1	1			1	1					
Gabrielle Petit	V 11.	1	1			1	1					
Caporal Trésignies	V 12.	1	1			1	1					
Tabora	V 13.	1	1			1	1					
Haelen	V 14.	1	1			1	1					
Regersvliet	V 15.	1	1			1	1					
Congo	VV 1.	1	1	1	1							
Yser	VV 2.	1	1	1	1							
Belgique	VV 3.	1	1	2	1							
Liège	VV 4.	1	1	1	1							
Brabant	VV 5.	1	1	1	1							
Hainaut	VV 6.	1	1	2	1							
Deux. Flandres	VV 7.	1	1	1	1							
Anvers	VV 8.	1	1	2	1							
Limbourg	VV 9.	1	1	2	1							
Luxembourg	VV 10.	1	1	2	1							
Namur	VV 11.	1	1	2	1							
Undine		1	5	3	5							
Werkhuis		1						1	1	1	1	2
Kantoren												
Keuken												
Soneck II		1	1									
Magazijnen		1										
Inwendige dienst		1										
Toezicht op de wachtschepen en onderrioting		2										
Menage-overste		1										
Divisionnaire floteljen		2										
Hoornblazers												
TOTAAL	9	28	51	20	16	16	23	1	1	1	1	2

(1) Dit getal is thans niet bereikt, daar de Afdeling Torpedisten en Zeesoldaten nog al de gegevens van vervanging niet leveren kan.

Thans 197, verslag der laatste décade.

ART. 46. — Dienst der Militaire Veiligheid

AANGEVRAAGD CREDIET : 2,470,625 frank.

Hoe wordt de Militaire Veiligheid aangeworven?

Welke zijn de voorwaarden der dienstverbintenis?

De Commissie heeft den indruk dat de Veiligheid niet oplevert wat zij zou moeten opleveren en dat deze dienst zou moeten heringericht worden.

ANTWOORD.

De Militaire Veiligheid van het bezettingsleger heeft uitsluitend tot zending de veiligheid van het leger te verzekeren in het gedeelte van Duitschland door de Belgische troepen bezet.

De Militaire Veiligheid van het bezettingsleger, ingesteld krachtens het Koninklijk besluit n^o 6456d van 24 September 1919, staat onder de rechtstreeksche bevelen van den commandant van het bezettingsleger en heeft zijn zetel te Aken (hoofdkwartier van het bezettingsleger).

Haar personeel bestaat uit ambtenaren, machinischrijfters en lijfonderzoeksters.

Ziehier de cijfers volgens het reglement :

Ambtenaar 1 ^{ste} klasse	.	.	.	.	.	.	.	1
— 2 ^e —	.	.	.	.	.	.	.	2
— 3 ^e —	.	.	.	.	.	.	.	5
— 4 ^e —	.	.	.	.	.	.	.	18
— 5 ^e —	.	.	.	.	.	.	.	89
— 6 ^e —	.	.	.	.	.	.	.	116

Al de ambtenaren zijn militairen in bestuursopzicht en burgers in rechterlijk opzicht.

De leden van het mannelijk personeel der Veiligheid zijn gehouden eene verbintenis te onderteekenen, waardoor zij zich verplichten te dienen gedurende vijf jaar.

Ontslag uit hun ambt kan worden verleend aan hen, die zulks volgens hiërarchischen weg aanvragen na ten minste één jaar dienst.

De ambtenaren der 1^{ste}, 2^e, 3^e, 4^e en 5^e klassen worden benoemd en afgezet door den Koning, de ambtenaren 6^e klasse bij ministerieel besluit.

Het personeel wordt benoemd onder de burgers (bij voorkeur de oudstrijders) of onder de militairen.

Vóór de benoeming wordt er overgegaan tot een onderzoek naar de zedelijkheid, de achtbaarheid en het verleden van de kandidaten.

Deze moeten verder voldoen aan de algemeene voorwaarden en blijk geven van de vereischte kennis.

Het Koninklijk besluit n^o 7730, dd. 16 Juli 1920, bepaalt de jaarwedden van de ambtenaren der Militaire Veiligheid van het bezettingsleger als volgt :

Ambtenaar 1^{ste} klasse : jaarwedde van majoors.

Ambtenaar 2^e klasse : minimum-wedde van kapitein-commandant.
 Ambtenaar 3^e klasse : minimum-wedde van tweeden kapitein.
 Ambtenaar van de 4^{de} klas : jaarwedde van luitenant (met 3 jaar graad).
 — van de 5^{de} klas : — van onderluitenant.
 — van de 6^{de} klas : — aanvangswedde van opnieuw dienstnemend adjudant.

Herinrichting van de Militaire Veiligheid in het Bezettingsleger.

Ik heb besloten het getal Veiligheidsagenten in bezet Duitschland aanzienlijk te verminderen. Eene herinrichting ligt thans ter studie.

De vermindering van dit getal is nu reeds zeer beduidend :

Het voorzien organiek getal : 231.

Tegenwoordig effectief : 183.

In afwachting der regeling die dit organisme zal beheerschen heb ik aan den bevelvoerder over het bezettingsleger voorgeschreven de aanwerving tot nader bevel te staken.

Bovendien zullen de aannemingen in de toekomst ondergeschikt zijn aan de aanvaarding van eene verbintenis waarvan de grondformule zal luiden :

« Deze verbintenis, die aanvangt op, kan te allen tijde door den Minister van Landsverdediging verbroken worden, hetzij wegens zware fout, hetzij mits een opzeg van drie maand. »

ART. 46. — Militaire Veiligheidsdienst.

De Commissie heeft uitlegging gevraagd over de wedde der 4 dactylo's : de begroting vermeldt 20,800 + 46,280, hetzij 67,080 frank voor 4 dactylo's. — Trekken zij niets meer? voor huisvesting, enz. ?

De Commissie stelt voor het woord « fouilleuse » te vervangen door « visiteuse ».

Daarop werd geantwoord :

De post « aanvullende toelagen en vergoedingen aan de dactylo's » zooals hij voorkomt op de begroting kan aanleiding geven tot misverstand.

Deze post betreft twee categorieën van agenten :

a) aanvullende toelagen aan de ambtenaren van 6 ^e klasse van den Veiligheidsdienst	31,680
b) vergoedingen aan de dactylo's	14,600
	46,280

De bezoldiging der 4 dactylo's is :

1 ^e jaarwedden	20,800
2 ^e vergoedingen	14,600
	35,400

Boven deze bezoldiging hebben de dactylo's gemeubelde huisvesting, verwarming en verlichting, kosteloos door Duitschland verstrekt krachtens de regeling der bijlage van het Verdrag van Versailles.

Ik zie er geen bezwaar in dat het woord « fouilleuse » vervangen worde door « visiteuse ». Deze aanmerking zal in acht worden genomen voor de opmaking der komende begrotingen.

HOOFDSTUK XI.

Onderscheidene diensten.

Vermindering van 700,000 frank.

ART. 48. — Koninklijk Museum van het leger : Aankoop van meubelen als eerste plaatsing en onkosten voor eerste inrichting in de lokalen van het Jubelpark.

AANGEVRAAGD CREDIET : 100,000 frank.

De Commissie verlangt te weten, of de som van 100,000 frank de laatste is, welke aangevraagd wordt voor eerste oprichting. Diende deze som niet op de buitengewone begrooting te worden gebracht ?

ANTWOORD.

De aangevraagde som van 100,000 frank is niet voldoende om de inrichting van het Museum in de lokalen van het Jubelpark te voltooien.

Een laatste crediet van 100,000 tot 200,000 frank zal worden aangevraagd op de begrooting van 1923 om deze inrichting te voltrekken.

Evenals in 1920 en in 1921 wordt het crediet waarvan sprake op het hoofdstuk gebracht der uitzonderlijke uitgaven van de gewone begrooting, omdat deze uitgave niet ingelascht kan worden in de uitgaven « voortvloeiende uit den oorlog » noch in de productieve uitgaven, welke de eenige redenen zijn om deze vermelding in de buitengewone begrooting te rechtvaardigen.

*
* *

De Commissie acht het haar plicht den Minister van Landsverdediging te bedanken voor zijne uiterste welwillendheid om aan de Legercommissie alle gevraagde inlichtingen te verstrekken. Zij houdt er aan, den Minister haren steun te verzekeren tot verwezenlijking van het programma door hem uiteengezet, inzonderheid ten opzichte van den vliegdiens, van het materieel voor luchtscheepvaart, van de stormwagens, van de bewapening der gaswerende toestellen, van de opeisching der motorrijtuigen.

Eveneens beaamt zij de uiteengezette denkbeelden om de aanwerving der Genie-officieren te vergemakkelijken.

De Voorzitter-Verlaggever,

MAURICE PIRMEZ.
